Parti Socialiste
Comité directeur
Samedi 11 et dimanche 12 mai 1985

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Lionel Jospin 2
Jean Poperen 2
Patrice Finel 13
Lionel Jospin 13
Jean Poperen 14
Bernard Derosier 15
Bertrand Delanoë 24
Michel Rocard 29
Louis Mermaz 40
Le président (Claude Estier) 46
Philippe Farine 46
Georges Sarre 47
Dominique Strauss-Kahn 52
Roger Fajardie 54
Yvette Roudy 56
Gisèle Charzat 59
Alain Barrot 61
Christian Pierret 63
Patrice Finel 67
Didier Motchane 69
Yannick Bodin 73
Martine Buron 75
Yves Durand 79
Marie-Noëlle Lienemann 81
Lionel Jospin 84
Gérard Fuchs 107
Edwige Avice 109
Gérard Delfau 112
Gérard Collomb 114
Bernard Morin 117
Geneviève Domenach-Chich 119
Alain Richard 121
Un délégué du Puy de Dôme 125
Daniel Vaillant 128

Séance du samedi 11 mai 1985 (matinée)

Fondation Jean-Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Mes chers camarades, je vous demande de faire silence ; nous sommes dans des conditions plus aérées mais moins confortables dans cette salle où il y a une résonance très désagréable.
Françoise Seligmann va procéder à l'appel.
(Il est procédé à l'appel)
Chers camarades, nous avons aujourd'hui un Comité directeur un peu particulier puisqu'il constitue, en quelque sorte, la première étape de la préparation du Congrès du mois d'octobre.
Si vous voulez bien, je vous propose la méthode de travail suivante : nous allons immédiatement entendre le rapport d'activité de Jean Poperen et vous aurez, aussitôt après, à intervenir sur des questions ponctuelles que vous auriez à poser sur le rapport d'activité. Après quoi nous ouvrirons la discussion politique proprement dite, la discussion générale, y compris les contributions, et je demanderai que les membres du Comité directeur qui déposent des contributions le fassent savoir pour que nous puissions en prendre acte, ainsi qu'il revient au Comité directeur d'aujourd'hui de le faire.
Etes-vous d'accord sur cette méthode de travail ? Pas d'objection ?
Il en est ainsi décidé.
Avant de donner la parole à Jean Poperen, je crois que Lionel Jospin a une communication rapide à vous faire.

Lionel Jospin

Chers camarades, je voudrais vous dire que, comme vous l'avez vu dans la presse, un certain nombre de militants du PSU ont décidé de rejoindre notre Parti. A la suite de contacts organisés, notamment, par Marcel Debarge en tant que Secrétaire national aux relations extérieures, j'ai reçu Salvator et des camarades l'accompagnaient et, à la dernière réunion du Bureau exécutif, nous avons décidé, à la suite de la demande qui nous avait été faite, que nous pourrions permettre à Jacques Salvator de participer à titre d'invité au Comité directeur jusqu'au Congrès.
Je voulais donc vous dire que ce camarade, qui dans quelques jours ou dans quelques semaines- cela dépend de la diligence de sa section - sera membre du Parti, est présent parmi nous au Comité directeur à titre exceptionnel jusqu'au Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Mes chers camarades, le rapport proprement politique sera relativement bref, compte tenu de la partie essentielle de nos travaux.

Fondation Jean Jaurès

Depuis notre dernière réunion, le Secrétariat national aux fédérations, à l'organisation et au contentieux, a travaillé dans plusieurs domaines.
Bertrand Delanoë a rendu compte de sa mission en Nouvelle-Calédonie, où il était d'ailleurs en mission au moment où nous avons tenu notre précédente session du Comité directeur. Son Secrétariat s'est efforcé de répondre à toute demande émanant des fédérations quant à la participation du Premier secrétaire et des responsables nationaux aux fêtes de la rose. Il assure tous les quinze jours la tenue des télé-réunions où nous avons enregistré une forte participation. Des documents d'actualité ont été adressés par télécopieurs afin qu'ils soient repris et commentés par les responsables fédéraux.
En ce qui concerne la fédération du Tarn-et-Garonne, confrontée à de grosses difficultés avec le MRG, une délégation conduite par son Premier secrétaire fédéral a été reçue par Marcel Debarge, Secrétaire national aux relations extérieures, et Daniel Vaillant, délégué général aux fédérations. Des contacts réguliers ont été établis par le Secrétariat national aux fédérations et le Secrétariat aux élections avec la direction fédérale pour suivre l'évolution de la situation. A la demande de la fédération, Daniel Vaillant a assisté à la CEF du 6 mai à Montauban pour examiner la situation ainsi créée.
Le groupe de travail chargé d'examiner d'éventuelles modifications statutaires et du règlement intérieur ainsi que le problème posé pour le mode de calcul des mandats fédéraux et nationaux pour le Congrès a tenu sa première réunion. Le groupe de travail se réunira à nouveau le 22 mai prochain.
Le Secrétariat national a également, à la demande des fédérations concernées, traité quelques cas d'indiscipline constatés pendant les élections cantonales. Il faut noter que ces cas d'indiscipline ont été beaucoup moins nombreux que pour les cantonales précédentes.
Par ailleurs, les délégués de ce secteur se sont rendus à Toulouse pour examiner les conditions de la mise en place matérielle de notre prochain Congrès.
Depuis le dernier Comité directeur du 23 mars, l'activité du Secrétariat national à la communication-propagande a d'abord été de réaliser dans un bref délai des affiches et des autocollants d'attaque contre la Droite.

- La Droite c'est l'inflation.
- La Droite c'est le retour en arrière.
- La Droite c'est la guerre des chefs.

Conformément aux décisions du Bureau exécutif, il a été décidé de demander aux fédérations de concentrer leurs efforts sur la tenue de réunions d'appartements - qui ont démontré leur efficacité - afin que ce type d'action soit parfaitement au point pour les législatives de 1986.
C'est pourquoi la campagne d'été correspond à la même logique que les campagnes "Faire face" puis "En direct avec vous", c'est-à-dire les campagnes de mobilisation du Parti basées sur l'écoute et le contact direct avec l'électorat.
L'axe de cette campagne d'été sera "Le Parti Socialiste : la force de rassemblement" et son thème "Aller de l'avant : Le Parti Socialiste, la force pour réussir".
Deux cassettes vidéos serviront de support aux réunions.

Collection Jean Poperen

- L'une sous forme d'un journal vidéo.
- L'autre plus élaborée présentant le Parti à travers ses actions sur le terrain.

De plus une affiche "Aller de l'avant : Le Parti Socialiste, la force pour réussir", ainsi qu'un bandeau : "Le Parti Socialiste, la force de rassemblement" appuieront cette campagne de réunions.

Le Secrétariat national à la communication-propagande a tenu le 4 mai, une journée des fédéraux propagande.

Le Secrétaire national aux relations extérieures, Marcel Debarge, mandaté par le Bureau exécutif, s'est rendu au Congrès du Parti Communiste hongrois.

Par ailleurs, il a reçu une délégation du PSU conduite par Jacques Salvator. Un certain nombre d'animateurs et de militants PSU ayant décidé d'adhérer au Parti Socialiste. Marcel Debarge, a exprimé la satisfaction de notre Parti devant cette démarche conforme à notre volonté de rassemblement. En outre, cette rencontre a permis d'étudier les modalités pratiques de ces adhésions qui devront conformément aux règles de fonctionnement de notre Parti avoir un caractère individuel et volontaire. Une nouvelle rencontre s'est tenue cette semaine en présence du Premier secrétaire.

Une délégation conduite par Jean Poperen et Marcel Debarge a aussi représenté le Parti aux cérémonies commémoratives du 70ème anniversaire du génocide arménien.

Enfin, comme chaque année, Marcel Debarge a conduit la délégation du Parti Socialiste aux différentes manifestations du 1er mai.

Le Secrétariat aux entreprises organise des journées fédérales de mobilisation en mai et juin sur les problèmes économiques et sociaux.

Il a en effet souligné la nécessité de dresser un bilan par départements des résultats de la politique du gouvernement dans le domaine économique et social depuis 1981. Ce travail étant fait, il s'agira de mettre en place des plans de développement et d'action fédéraux dans le domaine économique et social. C'est dire que ces journées nécessitent au niveau des fédérations la mobilisation de toutes les compétences. Un tel travail collectif ne relève ni de la seule compétence des élus ni de la seule compétence des militants en entreprise.

En complément, se tiendront les rencontres nationales des 15 et 16 juin sur la mise en œuvre des nouveaux droits des travailleurs et alors qu'on célèbre le 40ème anniversaire des Comités d'entreprises.

C'est une décision qu'avait prise en son temps le Bureau exécutif, et à laquelle nous attachons une réelle importance.

Le secteur a suivi avec les GSE concernés les problèmes soulevés dans plusieurs entreprises. Les contacts nécessaires ont été pris avec les ministères concernés.

Outre la diffusion de plusieurs tracts, le secteur veut intensifier la diffusion de Combat Socialiste auprès des fédérations.

Le Secrétariat national aux études a augmenté son rythme d'activité : articles pour PS Info, collaboration à des stages de formation, recherche d'informations, constitution de dossiers et de fiches, diffusion de documents à la demande de fédérations ou d'autres secteurs du Parti.

Les Commissions de travail se sont réunies à maintes reprises. Ce rythme rapide,

Fondation Jean Jaurès

mais traditionnel (une quarantaine de réunions en moins de deux mois) leur a permis de poursuivre leur réflexion sur les thèmes qu'elles abordent régulièrement, mais aussi de fournir des éléments pour la préparation du futur "contrat" que nous proposerons aux Français à l'occasion des prochaines élections législatives. Elles ont donc été amenées à réunir les éléments de bilan de l'action du gouvernement depuis 1981 et à réfléchir aux propositions pour la période 1986-1991. Un bilan précis de toutes les Commissions est fourni dans le rapport écrit.

Une lettre périodique d'information du secteur études a été créée. Destinée aux secrétaires fédéraux aux études, elle vient compléter les nombreux envois de documents que nous leur faisons parvenir.

D autre, part, le Secrétariat national fait fonctionner depuis quelques semaines à nouveau le groupe des experts autour du Premier secrétaire. Cette Commission de réflexion, composée d'une cinquantaine de personnalités, débat des grands thèmes qui occupent une place importante dans le contexte politique français actuel.

Le Secrétariat aux études avait préparé un document économique commun PS-SPD qui a été approuvé par le Bureau exécutif et qui sera rendu public dans les prochaines semaines à l'occasion de conférences de presse communes et simultanées à Bonn et à Paris.

Enfin, le secteur études a communiqué à l'ensemble du Bureau exécutif, au mois de mars, un document faisant le point sur les tendances de l'économie française et de son environnement international.

Les secrétaires fédérales aux luttes des femmes et la Commission nationale "Femmes" se sont réunies les 27 et 28 avril derniers. Il a été décidé de mettre en place, d'ici le Congrès de Toulouse, des réunions régionales d'information. Ces réunions pourraient être modulées selon la demande des responsables départementaux de chaque région concernée.

La Commission nationale "luttes des femmes" a tiré le bilan des deux journées nationales "Femmes, quel emploi pour demain ?". Une brochure concernant ces travaux est actuellement en cours de préparation. La Commission s'est prononcée sur différents sujets : j'ai cru comprendre que ce souhait avait été exhaussé dans des conditions un peu délicates, dans l'immédiat elle souhaite le vote par le Parlement de l'amendement au texte de loi sur les régimes matrimoniaux. Amendement déjà adopté en Commission des lois, et qui légaliserait au moins l'usage des noms de ses deux parents par l'enfant. Par ailleurs, la Commission ne doute pas que le Parti, fidèle à la règle qu'il s'est donné, assurera une présence de 30% de femmes, régulièrement réparties sur la liste de ses candidats aux élections législatives et régionales.

(Applaudissements)

Ces diverses positions de la Commission nationale "luttes des femmes" ont fait l'objet d'un communiqué de presse. Le Secrétariat aux luttes des femmes a, dans sa dernière période, participé à diverses manifestations et reçu plusieurs délégations.

Depuis le dernier Comité directeur, les activités du Secrétariat national à la

jeunesse et du Mouvement de la Jeunesse Socialiste ont principalement été consacrées à un stage destiné aux responsables des groupes du MJS dans les lycées et les collèges organisé les 30 et 31 mars à Paris, en collaboration avec le Secrétariat à la formation et la délégation nationale à l'Education nationale. Il a réuni une cinquantaine de participants venant d'une trentaine de fédérations.

D'autre part, la Commission "jeunes élus" s'est réunie le 27 avril. Son travail a porté sur le problème de la participation et du vote des jeunes. Le Secrétariat à la jeunesse souligne - et là encore la remarque que faisait le Secrétariat aux entreprises pourrait être utilement reprise ; cela ne concerne évidemment pas que les jeunes - que le vote des jeunes (18-24 ans) sera décisif lors des élections de 1986. Il estime qu'il sera absolument nécessaire de faire dès la rentrée une campagne d'inscription sur les listes électorales. J'ajoute que le secrétariat aux élections a le même point de vue. Il sera nécessaire de faire dès la rentrée une campagne systématique et très organisée, très suivie, d'inscriptions sur les listes électorales. Il insiste également sur l'intérêt d'une campagne spécifique en direction des jeunes dans le cadre de la campagne électorale du Parti en vue des élections législatives.

La troisième conférence nationale jeunesse du PS est du MJS des 18 et 19 mai aura pour thème principal la participation des jeunes : "initiative de chacun, participation de tous". Elle sera un moment important dans la vie du Parti et celle du MJS.

Elle devra en effet réunir à Pau plus de 600 jeunes venant de toutes les fédérations, ainsi que des responsables nationaux et locaux du Parti, des membres de cabinets ministériels, des responsables d'association de jeunesse et d'éducation populaire.

Le 20 avril, dans le cadre de l'émission de FR3 : Liberté 3, est passé un film présentant l'action du Mouvement de la Jeunesse Socialiste et le bilan de l'action des Socialistes en direction des jeunes. Cette émission nous a permis de faire de nombreuses adhésions. Beaucoup de jeunes nous ont téléphoné, beaucoup d'autres nous ont écrit. Une bande magnétoscopée est à la disposition des fédérations et des groupes qui le souhaitent.

Le salon de l'étudiant s'est tenu à Paris du 24 au 27 avril. Le Secrétariat national à la jeunesse et le MJS y ont participé tant au niveau de l'exposition, qu'au niveau des tables rondes et forum.

La journée nationale des secrétaires et délégués fédéraux aux droits de l'Homme s'est tenue au siège du Parti.

Pierre Brana y a présenté les diverses activités du Secrétariat et exposé nos positions sur un certains nombre de problèmes. Lionel Jospin est intervenu sur 4 thèmes : le regroupement familial, les attentats racistes, les extraditions et le vote des immigrés dans des élections locales.

Le Secrétariat s'est indigné de plusieurs actions racistes dont le crime odieux de Menton. Il y en a malheureusement d'autres. Un appel à tous les démocrates fut lancé afin qu'ils se réunissent pour coordonner leurs efforts contre la montée du racisme et des actes de violence les accompagnant.

Le secrétaire aux droits de l'Homme a représenté le Parti Socialiste au 65ème

Congrès de la Ligue des droits de l'Homme, Congrès qui s'est tenu en présence du Président de la République.
Le Secrétariat national aux droits de l'Homme a été représenté dans toute une série de manifestations dont celle organisée le 7 mai par le MRAP et la Ligue des droits de l'Homme.
Ce secteur a évidemment rappelé la position du Parti sur de nombreuses questions, Apartheid en Afrique du sud, problème des réfugiés Ethiopiens, situation de plusieurs dissidents en Union soviétique, en Bulgarie.
Il est intervenu pour tenter de sauver 3 Chiliens, d'une condamnation à la peine capitale demandée par le gouvernement Pinochet à la cour d'exception mise en place par le pouvoir.
Par ailleurs, il est intervenu sur de nombreux dossiers spécifiques ou personnels tant en France que dans le monde.
Le Secrétariat national au secteur public, notamment en relation avec le Premier secrétaire a réagi aux diverses rumeurs concernant d'éventuelles dénationalisations. Il a tenu à réaffirmer les positions fondamentales du Parti, dictées par l'intérêt du pays. Les résultats obtenus par les entreprises nationalisées en 1982 témoignent d'un réel redressement. Ils alimentent l'un des meilleurs dossiers de la Gauche, et retirent à la Droite un précieux argument.
A ce propos, les entreprises nationalisées en 1982, et donc privées jusqu'à cette date, étaient sclérosées et déficitaires ; certaines d'entre elles étaient promises à la déroute industrielle et financière, à l'instar de Creusot-Loire. Aujourd'hui, elles se révèlent globalement excédentaires, tout en jouant un rôle décisif, en matière d'investissement, de recherche, d'exportation. On comprend qu'elles puissent éveiller les appétits du secteur privé. La socialisation des pertes et la privatisation des profits ne constituent pas une recette pour les Socialistes.
Vouloir dénationaliser aboutirait à sacrifier le regain de dynamisme industriel en pleine guerre économique sur l'autel du dogme libéral. Ce serait un mauvais coup porté à notre industrie et à notre pays.
Parallèlement, le Secrétariat national au secteur public a participé activement, et en relation avec la délégation nationale à l'Education nationale à la préparation politique et matérielle du colloque "la société française et son école", fixé aux 8 et 9 juin prochains. La délégation à l'Education nationale dans le cadre de cette préparation a auditionné de nombreuses personnalités, tenu plusieurs réunions de travail et participé à différentes rencontres régionales qu'elle a organisées.
Le Secrétariat national à l'agriculture mène sa réflexion sur la politique agricole commune pour :

- contribuer aux travaux engagés par la Commission exécutive de Bruxelles et le Conseil,
- et d'étayer nos arguments pour les prochaines consultations électorales.

Le Secrétariat a rencontré le nouveau ministre de l'Agriculture. Plusieurs problèmes importants ont été évoqués qui devraient aboutir à une meilleure prise en compte de nos préoccupations.
Le Secrétariat national à l'environnement, à l'urbanisme et au cadre de vie par sa Commission sur la mer a organisé une réunion de délégués fédéraux le 23

Collection Jean Jaurès

mars sur le bilan et les perspectives en matière de politique des transports maritimes ainsi que sur l'élaboration du projet de loi littoral.
En liaison avec la fédération de la Seine Maritime, la Commission mer organise une journée portuaire au Havre le 8 juin prochain.
Le Secrétariat organise une journée inter-fédérale à Lorient le 1er juin 1985 sur le thème : les associations et les préretraités. Deux tables rondes y seront organisées.
Mais, l'ensemble des Commissions du Secrétariat national travaillent surtout à la préparation des rencontres urbaines qui se dérouleront les 15 et 16 juin 1985 à Montpellier où seront abordés quatre grands thèmes.

- Technologies de communication et démocratie locale.
- La solidarité et la sécurité.
- Les associations et l'animation dans la ville.
- Développement local et décentralisation.

Depuis le dernier Comité directeur, l'activité du Secrétariat national aux collectivités locales s'est essentiellement consacré à la tenue à Valence, les 4 et 5 mai, du colloque sur le thème "collectivités locales et solidarités", au cours duquel ont été abordés de nombreux sujets parmi lesquels l'emploi et l'insertion sociale, l'action sociale et la décentralisation, l'éducation et l'action culturelle, la santé, l'aménagement rural et urbain.
Le Secteur presse continue de préparer les différents points de presse hebdomadaires et mensuels qui se tiennent au siège du Parti. Il travaille actuellement aux prochaines rencontres régionales prévues fin mai avec Luc Soubré à Toulouse, puis avec Jean Poperen à Lyon fin juin.
PS-Aujourd'hui a arrêté sa publication fin mars 1985. Une équipe prépare activement sa nouvelle formule télématique.
Le Secrétariat national à la formation a assuré la publication de la brochure de base du Parti dont vous trouverez un exemplaire dans vos dossiers.
Le stage sur les médias qui s'est tenu dans l'Essonne du 31 mars au 6 avril dernier, a permis aux participants de faire le point sur l'état de la presse française écrite, parlée et télévisée et de mesurer les enjeux et les possibilités offertes par les nouveaux moyens de communications. Un compte-rendu de ce stage est disponible et sera adressé aux camarades qui en feront la demande au Secrétariat national à la formation.
En collaboration avec les représentants de la direction et des délégués du personnel du Parti, six séances de formation ont été tenues de mars à avril à l'intention des permanents du siège du Parti.
Le calendrier et les programmes des stages d'été ont été publiés dans PS-Info.
L'institut André Boulloche prendra en charge un stage à l'intention des responsables d'entreprises du 1er au 6 septembre prochains.
L'ISER dont vous trouverez le bulletin dans les dossiers a développé ses activités dans trois domaines essentiels.

- Etudes et recherches.
- Manifestations (débats et colloques).
- Production de textes et éditions.

Fondation Jean-Jaurès

On y trouvera aussi la série des projets de manifestations pour l'année en cours.
Le collectif, les groupes de travail et les Commissions se sont réunis régulièrement. Le nombre de leurs participants a augmenté. L'équipe animatrice constate que l'intérêt des sujets mis à l'étude d'une part, l'écho rencontré par les débats et colloques de l'autre, font que l'ISER commence à avoir un public attentif à son activité et provoque désormais soit des demandes spontanées d'envoi de nos publications, soit des offres de collaboration.
Il est significatif enfin que les organisateurs du débat sur le marketing en politique et de la journée sur "champion et citoyen", aient souhaité le patronage de l'ISER.
Autant de signes réconfortants qui laissent à penser que l'ISER a su aller au devant des intérêts et des préoccupations de nombreux intellectuels de Gauche.
Les activités du Secrétariat aux relations internationales ont été marquées :

- par la conférence des leaders de l'Internationale Socialiste les 17 et 18 avril où Lionel Jospin est intervenu longuement sur les problèmes de sécurité et de désarmement et notamment sur le projet américain d'IDS.
- Par notre présence le 24 avril au 70ème anniversaire du génocide arménien.
- Enfin par une réception par Lionel Jospin au siège du Parti du représentant de Solidarnosc en Europe occidentale.

Le Secrétariat national à la coordination et aux élections a bien entendu continué de travailler sur le suivi des résultats des élections partielles, repris notamment les élections cantonales. Il a suivi le déroulement des décisions et leur application sur la réforme du mode de scrutin. La désignation des présidents des Conseils généraux et régionaux a également été une de ses préoccupations avec, on l'imagine, j'y ai fait allusion tout à l'heure, puisque ces deux secteurs ont travaillé bien sûr en étroite collaboration, avec leurs fédérations, et avec une mention toute particulière pour le Tarn-et-Garonne.
Le Secrétariat s'attache maintenant à étudier les modalités de désignation de nos candidats aux élections régionales et législatives. Je vous le rappelle, un groupe de travail a été constitué sur mandat du Bureau exécutif, qui a tenu sa première réunion mardi dernier, et qui va conclure ses travaux mardi prochain.
Enfin nous informons chaque semaine les collaborateurs des Secrétaires nationaux des analyses et activités du Bureau exécutif, du Secrétariat national et du groupe parlementaire, et chaque fois qu'il le faut, ces collaborateurs sont confiés à des réunions spécifiques nécessaires à la bonne exécution de nos décisions.
Durant cette période de quelque six semaines, les questions proprement politiques sont très souvent revenues au premier plan, prenant un peu le pas sur le suivi de l'évolution économique que nous avions assuré précédemment Elles lui sont revenues d'abord dans le domaine international.
La plus importante sans doute de ces questions a occupé l'actualité la plus récente. Le sommet des 7 pays les plus industrialisés a amené la France à marquer son désaccord avec certaines exigences américaines. Par la voix du Président de la République, la France a soutenu qu'il n'était pas possible d'avancer sérieusement dans la recherche d'une nouvelle organisation du

commerce international, si l'on se refusait à envisager, parallèlement, un réaménagement du système monétaire. Cela paraît le bon sens même, au moment où l'économie mondiale - celle des pays industrialisés d'Europe et celle des pays en voix de développement - souffre des désordres du dollar.
Concernant les questions de défense, la France a insisté sur le danger qu'il y aurait pour les pays d'Europe occidentale, à s'en remettre à un système qui reposerait sur l'entente entre les deux seules superpuissances et risquerait donc de rendre caducs leurs propres moyens de dissuasion.
Cette attitude de la diplomatie française, du Président de la République, ne met pas en cause notre volonté de coopération avec les Etats-Unis, ni les liens qui peuvent exister entre nos deux pays. Mais la coopération entre l'Europe et les Etats-Unis ne peut signifier l'ignorance des intérêts des pays européens, elle implique, au contraire, que le point de vue de ces pays soit pris en compte.
Ce qui est préoccupant, à cet égard, est que la cohésion européenne ait fait défaut dans des débats aussi importants. Non seulement Madame Thatcher, dont le gouvernement s'aligne habituellement sur celui de Reagan, mais aussi le chancelier allemand n'ont pas osé résister aux pressions américaines. On mesure, en la circonstance, tout le chemin qui reste à parcourir pour parvenir à cette indispensable cohésion de l'Europe : décidément, notre avenir serait sombre, si, tant sur le plan économique que dans le domaine de la défense, les pays européens ne parvenaient pas à agir ensemble, ce qui implique - ainsi que François Mitterrand ne cesse d'y insister - que progresse l'unité politique de l'Europe. En la circonstance, en tout cas, la fermeté française était nécessaire : elle était conforme aux intérêts mêmes de l'Europe à l'évidence, ainsi qu'à ceux de notre pays.
En même temps, le comportement du Président américain, à l'occasion du 40ème anniversaire de la fin de la 2ème guerre mondiale, provoque de vives réactions, non seulement en Europe, mais aux Etats-Unis mêmes. Nous sommes, nous, Socialistes, pour que soient surmontées les oppositions héritées de l'histoire ; et le Président de la République avait déjà marqué fortement et symboliquement la volonté de réconciliation Franco-Allemande. Mais la réconciliation avec le peuple allemand n'est pas la réconciliation avec le nazisme.
Sur le continent américain même, la décision de l'administration de Washington, après que le Congrès ait refusé les crédits pour l'aide aux "Contras" Nicaraguayens, de prononcer l'embargo sur le commerce avec le Nicaragua, a rencontré l'hostilité de la plupart des gouvernements. La France elle-même a marqué son désaccord. Et l'on peut observer que cette décision n'est sans doute pas de nature à favoriser ces conversations entre le gouvernement de Managua et les contras, que Reagan ne cesse de préconiser.
Ces diverses difficultés de la politique américaine, paraissent stimuler la véhémence, voire l'agressivité de la propagande soviétique à l'occasion des fêtes marquant l'anniversaire de la fin de la 2ème guerre mondiale. On aura remarqué - même si l'on peut comprendre la signification "patriotique" de cette évocation en la circonstance - la tonalité de la référence à Staline lors de la commémoration du 8 mai à Moscou.

La situation au Liban a connu une nouvelle dégradation : conditionné par ce qui apparaît comme une sorte de protectorat syrien, le gouvernement libanais ne réagit pas devant la pression qui s'exerce sur les populations chrétiennes du Sud-Liban. Du coup, aucune initiative des organismes internationaux ne s'est enclenchée ; mais il est clair que la "cantonisation" du Liban sous protectorat syrien ne paraît guère de nature à assurer la paix et le respect des droits des diverses communautés.

En France même, le débat politique s'est animé : l'enjeu qui se rapproche - celui des élections législatives de 1986 - le mérite. Raison de plus pour ne pas laisser dénaturer le débat. Ce débat, nous semble-t-il, doit porter sur l'alternative, sur le choix proposé aux Français en la circonstance. La Droite veut, bien entendu, ignorer cette alternative : elle ne veut raisonner que sur l'hypothèse de son propre succès, non d'ailleurs pour dire ce qu'elle ferait si elle gagnait les élections, quel programme elle appliquerait, mais comment elle s'y prendrait pour réoccuper, d'entrée de jeu, la totalité du pouvoir.

Il ne peut donc être question/de nous laisser enfermer, et je crois que c'est très important pour nous, dans cette hypothèse, qui ne correspond qu'au schéma de la Droite. En y consacrant tout son propos, la Droite fait surtout la démonstration de sa propre incohérence, depuis plusieurs semaines.

A l'évidence, l'annonce de la modification de la loi électorale pour les législatives a accentué ce mouvement : il est significatif qu'après quelques fanfaronnades, la Droite ait fait preuve de bien peu de dynamisme dans le débat sur le projet à l'Assemblée Nationale.

Mais, bien sûr, elle est toujours prête à exploiter toutes les occasions de "déstabilisation" et, tout particulièrement - on vient de le voir ces derniers jours encore - en Nouvelle-Calédonie.

L'incohérence actuelle de l'opposition est surtout le résultat d'une furieuse lutte de personnes et de clans pour le "leadership" à Droite.

Cependant, ne nous laissons pas prendre à des apparences qui privilégieraient la guerre des chefs. Observons que la montée de Barre s'est faite sur une ligne dure, une ligne de rupture, ce refus du respect des institutions, dans la perspective d'un véritable ultimatum à l'égard du Président de la République. Ce faisant, Barre a semé quelque désordre dans les rangs de la Droite, et ses concurrents ont pu lui reprendre quelques points en jouant sur la corde sensible de "l'unité" de l'opposition. Mais, en même temps, ils tendent pour la plupart d'entre eux, à l'exception, si j'ai bien compris sa dernière intervention, de Giscard, à s'aligner sur lui.

Les derniers propos d'autres leaders de la Droite - notamment Chirac et même Léotard - signifient que, s'il arrivait que la Droite gagne les élections législatives de 1986, elle n'offrirait au Président de la République d'autre choix que de partir ou de renoncer, en pratique, à ses prérogatives, à ses droits constitutionnels de Président. Contrairement à toute la pratique depuis un quart de siècle, les dirigeants de la Droite veulent faire des élections législatives une occasion de renverser le Président de la République, c'est-à-dire en fait de créer les conditions d'une grave crise politique, d'une crise de régime. Une fois encore, il

se confirme que la Droite ne joue pas le jeu, qu'elle ne le joue que s'il l'avantage. Et l'on ne peut ignorer que cette ligne "dure", ultimatiste, correspond aux sentiments profonds de l'électorat de Droite : dans sa masse, cet électorat veut avec force l'union de l'opposition, mais il ne veut pas de compromis, il veut purement et simplement chasser la Gauche de tout ce qui est le pouvoir.
Que la Gauche ne s'enferme pas dans ce jeu manichéen ; face à cette résolution, elle doit d'abord avoir souci d'être elle-même. Tel est le sens des propos de Lionel Jospin à l'Assemblée Nationale, le 25 avril, lors du débat sur la réforme de la loi électorale. On peut penser que cette question sera au centre des réflexions des Socialistes, en préparation de leur Congrès. Dès maintenant, le Parti Socialiste, qui avait considéré comme grave que deux élus de Gauche n'aient pas soutenu le candidat de Gauche pour la présidence du Conseil régional d'Aquitaine, a marqué sa préoccupation, et le mot est modéré, devant le comportement d'un certain nombre d'élus MRG : en Aquitaine encore, où il s'en est trouvé pour participer au Bureau du Conseil régional constitué par Chaban-Delmas, en Tarn-et-Garonne, où Jean-Michel Baylet, président d'honneur du mouvement, a été élu président du Conseil général avec des voix de Droite.
La nouvelle direction du MRG avait exprimé son souci de préserver "l'autonomie" du mouvement. Mais cette "autonomie" n'a jamais été en cause ; simplement, il ne faut pas confondre "autonomie" et tentation de changement d'alliance.
La volonté du Parti Socialiste est d'abord de rassembler à Gauche, de jouer pleinement son rôle de pôle principal du rassemblement à Gauche. C'est pourquoi il considère avec intérêt l'évolution de certains éléments, venant les uns du PSU, les autres du PCF, et qui, soit rejoignent le Parti Socialiste lui-même, soit en tout cas affirment leur volonté de soutenir l'effort du gouvernement, de la majorité.
Rien n'indique - a contrario - que l'accentuation de la campagne anti-Socialiste, anti-gouvernementale des dirigeants Communistes leur ait été - à ce jour - bénéfique. Le Bureau politique même du PCF a pu, récemment reconnaître de manière explicite les résistances sérieuses à l'application des décisions du récent Congrès.
J'ajouterai, ce que je n'avais pu mentionner dans ce rapport écrit, que si l'on considère que l'orientation de la direction du Parti Communiste a pris quelque part dans la décision de manifestation d'hier autour du thème de Renault, rien n'indique qu'elle ait, en effet, vocation d'une grande manifestation, d'une grande mobilisation populaire.
L'électorat de Gauche, à coup sûr, lui aussi, a souci de cohésion, en même temps qu'il est attentif à l'évolution des efforts du gouvernement, de la majorité, pour poursuivre le redressement économique, pour gagner la bataille de l'emploi. La préparation, si importante, de leur Congrès ne détournera pas les Socialistes de prendre toute leur part de ces efforts.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Poperen.
Est-ce que, sur les points concernant les différents secteurs d'activité du Parti, il y a des demandes d'interventions mais uniquement sur les problèmes concernant l'activité du Parti ? Après quoi, nous démarrerons sur le débat politique.
Qui demande la parole ?
Patrice Finel a la parole.

Patrice Finel

Oui. Je serai très bref. Je ne veux pas polémiquer, mais puisque, depuis le dernier Comité directeur, il s'est passé un certain nombre d'événements, notamment la réforme électorale, je tenais quand même à signaler ce matin que, personnellement, je ne suis pas du tout satisfait - c'est un euphémisme - de la façon dont la direction du Parti a géré cette affaire en ne prenant pas de position sur le problème de la refonte du mode de scrutin. Je pense que nous avons, de ce point de vue, donné une image à l'opinion qui était, une fois de plus, d'être complètement à la remorque et d'attendre les décisions du gouvernement. Je le dis sereinement. Je n'ai pas envie que nous polémiquions là-dessus parce que c'est derrière nous et qu'il faut se tourner vers l'avenir, mais puisqu'on n'avait pas eu l'occasion de le dire depuis le dernier Comité directeur, je tenais quand même à le signaler.

Le président - Merci.
Y a-t-il d'autres interventions sur le rapport d'activité ?
Il n'y en a pas.
Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Les remarques concernant la direction du Parti ne doivent pas être laissées sans réponse ; sinon, ce serait une marque d'indifférence ou de mépris à l'égard des camarades qui interviennent. Les réponses pourraient être faites soit par Jean Poperen, Secrétaire national aux élections, soit par moi et je pense qu'en l'occurrence, il vaut peut-être mieux qu'elles soient faites par moi.
Je dois dire simplement à Patrice Finel que la direction du Parti n'a pas été en attente des décisions gouvernementales. Elle a constamment participé à l'élaboration des décisions gouvernementales. Il y a plusieurs mois déjà qu'un groupe de travail émanant du Bureau exécutif a été mis en place, groupe de travail qui s'est réuni régulièrement, sous la présidence de Jean Poperen, auquel participaient, outre les membres du Bureau exécutif dans leur diversité, si je puis dire, un camarade du Parti qui travaille à Matignon, un camarade du Parti qui travaille à l'Elysée.
Par ailleurs, un certain nombre de responsables du Parti dont moi et plusieurs autres, ont participé à des rencontres avec le Premier Ministre ou avec le Président de la République, notamment le président de l'Assemblée qui est aussi un dirigeant du Parti, le président du groupe parlementaire à l'Assemblée

Nationale, Jean Poperen et moi-même.
Donc, le contact, les discussions ont été constantes.
Le point sur lequel il faut répondre à Patrice Finel, la question qui peut être posée, c'est la question de savoir s'il était nécessaire, au-delà de ce travail fait qui a préparé la décision gouvernementale, travail qui a abouti d'ailleurs à une grande diversité de propositions, de formaliser par le vote une position du Parti avant que le projet gouvernemental ne soit présenté.
Si la question avait été posée au Comité directeur à un autre moment qu'à 10 h et quart du soir, alors que le Comité directeur était réduit à 30% de son effectif normal, je pense qu'il aurait fort bien pu y avoir un vote, mais je pense que le vote ne devait pas avoir lieu dans ces conditions.
Ensuite, une proposition a été faite de différents côtés pour que le Comité directeur soit réuni à nouveau ou pour qu'une Convention nationale soit réunie.
Le Bureau exécutif a estimé à une écrasante majorité qu'il n'était pas souhaitable de réunir une Convention nationale, compte tenu de la position historique du Parti pour la proportionnelle et que même la tenue d'un Comité directeur pourrait dramatiser les choses.
Enfin, pourquoi n'y a-t-il pas eu vote formel sur le texte avant la proposition gouvernementale, que ce soit au Comité directeur que nous aurions ainsi re-convoqué, ou que ce soit au Bureau exécutif, c'est que nous savions tous - et si la question devait être réglée plus clairement, malgré son caractère rétrospectif, on pourrait le voir - que nous aurions été dans une situation de 50/50, avec une très légère majorité au Bureau exécutif, à mon avis très légère, dans le sens d'une dominante proportionnelle sur une dominante majoritaire, mais en tout état de cause 50/50.
Honnêtement, il ne me paraissait pas utile pour l'autorité du Parti qu'il émette une opinion qui laisse les choses à 50/50 avant le gouvernement.
Voilà, je crois, comment il faut répondre sur ce dernier point à Patrice Finel.
Pour le reste, je pense qu'en définitive, la façon dont tout cela a été conduit, malgré un certain nombre de regrets qui ont été exprimés, notamment par certaines grosses fédérations, et en les respectant tout à fait, a plutôt donné l'impression finale à l'opinion qu'il n'y avait pas de drame à l'intérieur du Parti Socialiste à propos de cette question. C'est peut-être un élément qu'il faut aussi prendre en considération.

Le président - Pas d'autre point concernant le rapport d'activité ?
Je pense que Jean Poperen a peut-être quelque chose à ajouter ?

Jean Poperen

Non. Une question a été posée. Réponse vient d'être donnée. Je constate que d'autres questions n'ont pas été posées. Vous aurez remarqué la grande activité des divers secteurs à la fois dans la période qui vient de se situer et dans celle qui est devant nous, en dehors des considérations qui nous réunissent aujourd'hui. Nous avons, en tout cas, d'ici l'été, beaucoup de pain sur la planche ; tous les week-ends qui viennent sont occupés par des manifestations de grande

Coll. Fondation Jean Jaurès

importance, pour tel ou tel secteur, et engageant tout le Parti, que ce soit les jeunes, que ce soit ultérieurement le colloque sur l'éducation, ou un certain nombre d'autres démonstrations.

Le président - Nous passons maintenant au deuxième point de l'ordre du jour : la préparation du Congrès.
Avant de prendre les inscriptions pour la discussion générale, je voudrais demander aux auteurs de contributions de bien vouloir faire savoir les textes qu'ils ont déposés, étant entendu que, pour la rédaction définitive, chacun a jusqu'à mercredi prochain, mais il est important qu'aujourd'hui, au Comité directeur, nous prenions acte des contributions qui sont déposées.
J'aimerais donc savoir quels sont ceux des membres du Comité directeur qui présentent des contributions...
(Liste des membres présentant des contributions)
La liste est close.
Si je récapitule, nous avons 28 textes qui portent soit sur les contributions de type général signées de tels camarades avec plusieurs de leurs amis, soit sur les contributions portant sur des points particuliers. Nous prenons donc acte, à l'heure actuelle, de ces 28 textes, étant entendu, je le répète, que la rédaction définitive de ces textes doit être soumise au Bureau exécutif mercredi au plus tard qu'elle doit parvenir rue de Solferino mercredi matin au plus tard. Nous sommes bien d'accord ?... Bien.
A partir de là, je prends les inscriptions pour la discussion.
(Liste des orateurs à intervenir dans la discussion)
La parole est à Derosier.

Bernard Derosier

Chers camarades, je vais avoir l'honneur de présenter la contribution A... ou 1... je ne sais pas, puisque je suis le premier à intervenir ! A l'avenir, on verra à rétablir cela.
Ensuite, je l'ai annoncé tout à l'heure, nous déposons cette contribution avec un certain nombre de camarades, c'est évident. Cela fait partie des règles de fonctionnement de notre Parti. Il est évident aussi que, parmi les signataires - pour ne pas dire le premier - figurera Pierre Mauroy, qui ne s'exprime pas ici pour l'instant puisque, formellement, il n'est pas membre du Comité directeur et que vous connaissez l'attachement de notre camarade Pierre Mauroy aux règles du Parti.
Cette contribution s'articule autour de quatre parties, à partir d'un constat selon lequel la Gauche est en situation difficile, les forces de revanche sont mobilisées, la direction du Parti Communiste a changé une nouvelle fois de stratégie, ce qui amène les Socialistes à assumer seuls l'essentiel du combat qui s'engage ; raison de plus donc pour qu'ils se rassemblent, raison de plus pour confirmer notre ancrage à gauche.
Par conséquent, à partir de ce constat, à partir de cette volonté affirmée d'entrée de jeu d'ancrage à gauche, quatre parties : successivement le bilan de l'action

Fondation Jean-Jaurès

des Socialistes, quelle stratégie pour les Socialistes, quel projet pour les Socialistes, et quel parti pour les Socialistes.
Le bilan nous permet d'affirmer, de démontrer la crédibilité. En effet, pour la première fois dans l'histoire de la Gauche, les Socialistes achèvent une législature de cinq années ou presque à ce jour. Ainsi, la preuve a été faite de notre capacité à gérer l'économie d'un pays industrialisé, de notre aptitude à ouvrir une voie démocratique au Socialisme.
Nous rappelons dans cette contribution que, sur les 110 propositions du candidat François Mitterrand et des candidats élus députés à l'Assemblée Nationale pour le compte du Parti Socialiste, une centaine était entrée dans les faits en juillet 1984, lorsque Pierre Mauroy a quitté ses fonctions de Premier Ministre.
Les Socialistes ont, de plus, par cette action, remporté deux victoires historiques qui constituent, à nos yeux, d'autres éléments de ce bilan.

- Bilan concret : ce sont les 345 textes de loi qui ont été adoptés dans la première partie de la législature.
- Mais autre bilan : le fait que nous ayons gagné le pari de Léon Blum, au soir du Congrès de Tours. Cela nous semble important de le rappeler, et le fait que nous nous soyons installés dans la durée nous a donné la légitimité que la Droite nous refuse encore, même aujourd'hui.

Nous rappelons dans cette contribution les textes. Il n'est pas inutile, pour les camarades, pour les militants, il y ait ainsi une énumération - on ne la fera jamais assez - qu'il s'agisse de la retraite à 60 ans, des droits des travailleurs, du développement de la recherche, des nationalisations, des nouveaux droits des locataires, etc. Chers camarades, vous les connaissez.
En réponse à la volonté exprimée par le Parti et aux engagements pris par le Parti devant le pays, une relance sélective et prudente de l'économie avait été engagée dès l'arrivée des Socialistes au pouvoir et, pour ce qui nous concerne, nous considérons qu'il ne s'agit pas là d'une erreur, quoi qu'affirment certains dans les derniers temps. Nous avons ainsi, par cette politique, réussi à obtenir une désinflation sans déflation, mais il est vrai que nous avions sous-estimé l'inadaptation de notre appareil productif.
Il est également important de rappeler que le pouvoir d'achat, en 1981 et en 1982, a augmenté de 4%, alors qu'il avait baissé en 1980, dernière année pleine du septennat de Giscard d'Estaing.
Aujourd'hui, le gouvernement qu'anime Laurent Fabius consolide, élargit les acquis, calme le jeu ; c'est indispensable car les Français ont besoin d'un délai, ont besoin de temps pour comprendre tout ce qui a constitué les réformes adoptées et engagées.
Bien entendu, la campagne électorale des mois à venir permettra de détailler ce bilan.
Dans quelques paragraphes, nous définissons ce qui nous semble être les relations de la Gauche et du pouvoir.
En effet, la Gauche au pouvoir, c'est une chose suffisamment rare en France depuis qu'elle fonctionne en régime démocratique pour qu'on souligne le fait que cette absence ou cette insuffisante présence de la Gauche a créé des réflexes,

Fondation Jean-Jaurès

des comportements politico-culturels. D'autre part, le fait que, dans le passé, la Gauche se soit heurtée, ait buté sur les difficultés de maîtrise des leviers économiques, nous a amenés, au début de la législature, à nous trouver à nouveau confrontés à ce problème et à le dépasser à partir du moment où le débat avait tranché, au printemps et à l'été 1982, sur le point de savoir s'il fallait ou non une gestion rigoureuse, plus communément s'il fallait ou non la rigueur.
Par ailleurs, nous avons également eu un débat de fait sur les relations entre le pouvoir et le marché, le fait de gouverner et le marché. D'autres camarades reviendront sur ce point dans le débat, mais nous disons dans cette contribution qu'il nous semble aujourd'hui acquis que le marché doit être accepté - l'économie de marché - à condition qu'on y place, bien entendu, des contre-poids : plan, nationalisations, droits des travailleurs, etc.
Il nous semble également nécessaire de réaffirmer que la rigueur n'est pas une politique, que c'est le moyen d'une politique, que c'est la possibilité, à travers l'assainissement économique du pays, de poursuivre et d'ancrer les réformes nécessaires.
La crise que nous connaissons est d'abord une mutation. Elle implique donc la poursuite d'un important effort d'adaptation.
Nous développons ensuite un certain nombre d'idées sur les rapports entre la France et l'Europe, et l'évolution de l'Europe. C'est un événement d'actualité, puisque nous sommes à quelques jours du dernier sommet européen.
Force nous est de constater que, dès le départ, l'Europe a accusé un retard qu'il lui faut rattraper par rapport à cette crique qui la touche et par rapport à la révolution industrielle qui, pour la première fois dans l'histoire des pays industriels, n'est pas née sur le sol européen, comme ce fut le cas dans le passé, mais au Japon, aux Etats-Unis, par exemple.
La Communauté européenne ne pourra donc plus, selon nous, continuer à se limiter, comme aujourd'hui, à sa politique commerciale et à sa politique agricole, mais devra bien s'occuper de politique industrielle et d'harmonisation des politiques sociales, et il est bien entendu que nous nous réjouissons des positions prises par le Président de la République, récemment, à Bonn.
Par rapport à la relation entre les pays du nord et les pays du sud, et au rôle que peut jouer l'Europe, il nous semble, là aussi, indispensable de rappeler la nécessité de faire baisser la tension en favorisant un retour à la croissance économique dans les pays du tiers-monde, et de constater malheureusement que les réponses qui sont proposées vont en sens inverse, ne serait-ce qu'en citant l'exemple des Etats-Unis par rapport au Nicaragua, ou de l'URSS par rapport à l'Afghanistan. Cela montre bien que les principales puissances continuent à jouer la carte de la force plutôt que celle du dialogue, de la démocratie et du développement.
Il est donc important, urgent, que les Européens réagissent.
Le second point développé dans cette contribution intéresse la stratégie. Là, bien entendu, se pose le problème de la Gauche, de ses composantes.
Rappelons que l'installation de la Gauche dans la durée a été permise par les institutions, facilitée même par les institutions. Or, le fait de changer le mode de

scrutin entraîne, ipso facto, un débat sur les institutions. Les équilibres de la 5ème République vont incontestablement évoluer de par cette évolution du système électoral. Bien sûr - et cela ne peut que nous satisfaire - le rôle du Parlement va se trouver accru mais, dans le même temps, nous avons également à veiller à ne pas tomber dans le travers de certains, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, qui, partant de là, parlent de régime plus présidentialiste qu'il ne pouvait l'être.
Il nous faut donc bien veiller à ce que demeure le contrôle de l'exécutif, à ce que soit maintenue la notion de compromis nécessaire entre le Président de la République et le Parlement, mais dans le même temps imposer à la Droite le respect des normes institutionnelles qu'elle a elle-même instaurées, qu'elle a elle-même codifiées, et faire en sorte qu'elle accepte l'éventualité de cohabitation.
Le chef de l'Etat est, constitutionnellement, et pour nous en particulier, le garant des institutions.
Derrière ce débat, qui d'ailleurs divise la Droite, s'en cache un autre : celui du rythme de l'alternance dans la démocratie française.
La Gauche et les Socialistes doivent imposer le respect des échéances constitutionnelles pour imposer leur légitimité et donc préserver l'essentiel de leur bilan.
Si notre Parti doit aider le Président de la République à mener son mandat à terme, ce serait une erreur que de vouloir assimiler le Président de la République, le rôle du chef de l'Etat, à celui de notre formation.
Bien entendu, il est important pour l'avenir de la Gauche de s'appliquer à imposer les rythmes constitutionnels ; il serait dramatique de vouloir atteindre cet objectif en défigurant la Gauche.
Une gauche qui gère, une gauche qui affronte les contraintes de la gestion avec pragmatisme, ne reste la Gauche que si elle se montre audacieuse dans la réforme, que si elle fait avancer ses propositions, que si elle respecte ses engagements.
En 1986, dans quelques mois, les Français auront donc à dire si les Socialistes doivent, avec le Président de la République, avec François Mitterrand, poursuivre leur œuvre et consolider les acquis. Mais si, par hypothèse, le verdict des urnes était contraire, eh bien, nous sommes très clairs en la matière : le Parti Socialiste et son groupe parlementaire devraient, tout en soutenant l'action du chef de l'Etat, demeurer fidèles à leurs choix et animer l'opposition.
Bien entendu, on pourrait considérer que c'est un simple débat d'école. En fait cela revient d'une manière cyclique depuis les institutions de la 5ème République, puisqu'à chaque renouvellement il y a eu dans l'opinion des débats.
Cela dit, avec… (illisible)… comment gouverner éventuellement ?
Nous devons d'abord tout… (illisible)… ne soyons pas dans cette situation de nous retrouver, animant l'opposition; Les choix effectués par le Parti Communiste évidemment conduisent à s'interroger. L'instauration de la proportionnelle crée une situation différente dans laquelle le débat d'idées se trouve clarifié. Mais nous devons profiter justement de cette nouvelle situation pour faire du Parti Socialiste le point de rassemblement de tous ceux qui se

Fondation Jean-Jaurès

reconnaissent dans la voie démocratico-Socialiste. Nous ne serons ce pôle de rassemblement que dans clarté des choix politiques affirmés en évitant, la confusion entre le rôle du Parti dominant que nous devons être et le mythe du Parti centriste regroupant.
Il importe de savoir quels seront les partis associés au Parti Socialiste pour mieux rassembler autour d'un projet mobilisateur pour mieux assurer une majorité de gouvernement.
La proportionnelle, selon nous, ne signifie pas le recours à une quelconque stratégie de troisième force. Les choses sont sans doute évidentes, mais elles le sont encore plus en le disant.
L'objectif reste celui du rassemblement de toutes les forces de gauche et de progrès.
La Droite avait su reconstituer et a su reconstituer une sorte de font de classe devant lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Elle refuse toute forme de décrispation. Il suffit de les entendre s'exprimer ou de lire leurs journaux.
Ce rassemblement que nous souhaitons doit donc être préparé dès la phase d'élaboration du projet, par un dialogue constructif, ouvert, avec toutes les forces populaires, les organisations syndicales, mais aussi les diverses composantes de la vie associative. Ce rassemblement doit également concerner les organisations politiques qui ont participé ou ont soutenu notre action.
Enfin, et parce que l'apport des chrétiens dans la mouvance Socialiste a été décisif dans son renouveau, il nous semble également important que le Parti engage une réflexion sur les évolutions actuelles et reprenne ce dialogue engagé en 1972.
Une fois acquis le résultat du scrutin, et si la Gauche est majoritaire, il nous appartiendra de proposer au Parti Communiste, à d'autres partenaires, aux députés qui l'accepteraient, un contrat de législature, mieux, un contrat pour la période de 1986/88, qui sera par la force des choses une période intérimaire dans la législature à venir.
L'attitude de fuite adoptée par la direction du Parti Communiste ne peut constituer une réponse durable à la crise qui affecte cette formation.
D'autre part, une fraction importante de la classe ouvrière continue de se reconnaître dans cette formation qu'est le Parti Communiste. Il serait donc présomptueux pour nous Socialistes de prétendre à nous seuls organiser l'ensemble de la base sociale de la Gauche.
Nous devons par contre recréer les conditions du rassemblement des forces populaires. C'est une nécessité historique ; là, toute notre histoire depuis des décennies le montre. C'est aussi un engagement moral vis-à-vis de notre électorat, vis-à-vis de l'opinion publique qui fait confiance à la Gauche.
Si nous avions à retenir deux mots d'ordre pour le Congrès, et à partir de cette recherche d'une stratégie, nous dirions : identité et unité. Partant de là, et ayant fait le bilan, ayant défini, tenté de définir la stratégie, nous nous interrogeons : pour quoi faire ? C'est un projet pour les Socialistes, une analyse qui ne signifie pas que rien ne doit changer à gauche. Nous devons tirer des enseignements de l'action gouvernementale menée depuis 1981, et aussi et peut-être surtout de

l'évolution de la société française. Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans des donnes inadaptées à ces contraintes d'aujourd'hui.
Se pose ici pour nous, et nous l'évoquons, le problème des nationalisations... et je n'ai pas dit : des dénationalisations, considérant que ce problème était réglé.
Cependant, il n'est pas sûr, selon nous, qu'à chaque législature la Gauche doive proposer automatiquement un train nouveau de nationalisations. La nationalisation ne doit pas être perçue systématiquement comme une provocation ; elle doit demeurer l'un des moyens de la modernisation, de la maîtrise de l'économie par la collectivité.
Parfois, bien entendu, il est des situations ponctuelles qui justifient un examen particulier de cette situation dans une entreprise nationalisée, dans un groupe nationalisé. Je rappelle pour mémoire que le Parti, avec son gouvernement et sa majorité, avait prévu cette situation en élaborant une loi dite "de respiration". Nous souhaiterions qu'elle puisse être examinée, et elle couperait sans doute court à toutes les polémiques qui s'instituent autour de cette idée-là, dite "de dénationalisation".
Ce que nous ne voulons pas en tous cas, et ce qui est clairement affirmé dans cette contribution, c'est un modèle ultra-libéral, à l'exemple de la Grande Bretagne actuelle, et tel que nous le préconisent, nous le proposent les partisans, en dehors du Parti, je suis clair, de la dénationalisation systématique.
En fait, cette dénationalisation n'est qu'un des éléments d'une stratégie visant à un net retour en arrière, retour en arrière que nous n'acceptons pas et contre lequel nous nous élevons.
Moderniser la France passe par la reconnaissance de l'entreprise, et plus particulièrement de l'entreprise industrielle. Il y a eu trop longtemps dans la société française et à gauche un divorce entre l'industrie, l'entreprise et la base populaire qui nous soutenait. Aujourd'hui reconnaître l'entreprise c'est d'abord et avant tout reconnaître ceux qui y travaillent.
Par ailleurs, si le Parti veut assumer sa fonction de Parti de gouvernement, il est urgent pour lui de redéfinir ses rapports à l'entreprise.
Nous devrons également définir les termes d'une nouvelle relations qui permette aux uns et aux autres de trouver leur avantage et de garantir la stabilité du pays.
Cette relation, eh bien, c'est au Parti d'en définir les contours. Cette reconnaissance mutuelle ne se réalisera pas sans difficulté, nous en avons bien conscience. Certains préféreront l'immobilisme au sein des forces de gauche elles-mêmes, même s'il doit conduire à l'impasse et au laminage des forces salariales, nous en avons quelques exemples célèbres depuis quelques mois. Ils ne manqueront pas, ces adversaires, de dénoncer de prétendus cadeaux au patronat, de prétendus cadeaux aux entreprises, sans prendre conscience ou sans vouloir admettre que le plus beau cadeau qui est fait au patronat ce serait de geler le potentiel créateur et militant d'une partie de la classe ouvrière.
Symétriquement, nous nous heurterons aussi a la fraction des patrons français les plus conservateurs, les plus réactionnaires, ceux qui depuis 1981 ont eu quelques éruptions de boutons avec la présence de la gauche au pouvoir.
L'entreprise de demain nécessitera de plus en plus de mobilisation active des

salariés sur le plan de la production. On est d'autant mieux mobilisé qu'on participe à la décision, et en cela les lois Auroux - telle est désormais leur dénomination - garantissent cette participation, qui constitue le point d'appui indispensable à l'instauration d'un dialogue social vrai.
Ainsi se trouvera définitivement ancré, si nous le développons, si nous l'asseyons définitivement, ce système d'économie mixte évoqué par le Président de la République.
Cela ne doit pas nous faire oublier le nécessaire développement de l'économie sociale. Cela fait l'objet également de nos propositions.
Dans quelques mois les Français n'auront pas à se prononcer par rapport à leur rêve, ou pour ou contre la crise, ils devront dire qui, de la Droite ou de la Gauche, prépare le mieux le pays, la France, aux réalités de demain.
Partout dans le monde, la crise multiplie ses effets désagrégateurs, qu'il s'agisse du chômage, de la pauvreté, de la précarité, qui découlent de cette situation économique, précarité sociale à laquelle nous avons déjà essayé d'apporter des solutions et pour lequel le gouvernement en envisage. Eh bien, pour lutter contre ce risque de désagrégation sociale, nous proposons de faire davantage appel à la solidarité, et à l'heure où on a repris conscience de la rareté des richesses, alors que l'égoïsme revient en foule avec la montée du racisme et de la xénophobie entraînée par l'extrême droite, mais avec au départ cependant déjà une partie de l'opposition traditionnelle favorable à cela, il nous faut redoubler nos efforts pour justement développer cette nécessaire solidarité.
Devant cette vague réactionnaire qui menace de balayer la démocratie et les démocraties occidentales, il est essentiel de donner aux Français les éléments d'information nécessaires.
Pour cela, nous insistons sur quatre problèmes.

- Les prélèvements obligatoires.
- La fonction de l'Etat.
- Le problème de l'emploi.
- Et ce que nous appelons le refus de la massification, avec trois exemples particuliers : la vie dans les villes, la sécurité et l'école.

Le problème des prélèvements obligatoires à nos yeux se pose davantage par une réflexion et des solutions entre ce partage des prélèvements pour le compte de l'Etat et des prélèvements sociaux. Nous partons d'un constat : ce sont les salariés qui supportent l'essentiel du poids de l'Etat, de l'Etat providence dans le pays, avec notamment le problème du plafonnement. Mais dans le même temps, ce sont ces mêmes salariés qui en bénéficient dans des proportions moindres, ne serait-ce que par la mortalité plus précoce, par l'assurance maladie du fait d'un mode de consommation médicale plus limité notamment.
Il faut donc faire selon nous un effort draconien pour maîtriser la croissance des prélèvements sociaux, et surtout pour en modifier le financement, et nous posons là le problème du financement de l'action sociale au pro rata des revenus des individus, en rappelant au passage la taxe de 1% sur les revenus imposables prélevée en 1983, qui préfigurait le financement par l'impôt de notre système de protection sociale.

Jouer à plein une politique de solidarité nationale en permettant d'empêcher l'émergence de cette société duale qui ne correspond en rien à ce que nous pouvons accepter. Nous devons rechercher un système de couverture sociale pour les périodes de rupture d'activité. Après tout, la mise en place d'une telle couverture n'aura rien de plus extraordinaire que ce qui s'est fait à la libération concernant la sécurité sociale.

J'ai dit également que nous avions comme préoccupation le refus de toute massification. Cela passe par l'expression des personnalités, des originalités, bref le respect du droit à la différence. Toute une série de réformes de structures dont les effets sur la vie de tous les jours n'étaient… (illisible)… ont été prises, qu'il s'agisse des Commissions animées par Gilbert Bonnemaison, par Bertrand Schwartz, mettons les au centre de l'action gouvernementale au moment des élections législatives et nous pourrons faire de leur poursuite un des enjeux au-delà de 1986.

J'ai annoncé aussi que traitant de cette préoccupation d'éviter la massification, nous avons voulu éclairer cela par trois exemples.

- La vie dans les villes qui pose tous les problèmes que nous connaissons bien. Une politique globale de développement des agglomérations urbaines doit permettre le maintien d'un habitât socialement diversifié, mais qui également prenne en compte la charge foncière qui pèse sur les villes et qui doit donc voir automatiquement une intervention de la collectivité nationale, de l'Etat.
- Deuxième éclairage, la sécurité, mythe ou réalité ? Un vrai problème. L'importance des actions de prévention nous semble également à souligner et à continuer.
- Enfin, troisième éclairage, l'école, qui est au cœur des préoccupations quotidiennes des français. La Gauche a apporté un certain nombre de réponses aux préoccupations de ceux qui sont intéressés à l'école, et nous le sommes tous, enfants, adolescents, parents, enseignants.

Sur le plan de la promotion de l'école, ce qui se fait en ce moment à l'initiative de Jean-Pierre Chevènement est incontestablement réussi. Reste à faire entrer cependant ce rôle de l'école publique dans les faits. Il y faudra, selon nous, plus que des formules. Le gouvernement aurait tort de rompre avec la politique de rénovation en profondeur entreprise par Alain Savary. L'école de demain ne peut se construire par un simple retour en arrière. La société française a trop changé, les problèmes qu'elle connaît sont trop nouveaux pour que l'on puisse apporter les réponses qui étaient celles d'hier.

Dernier point : le Parti Socialiste. Quel parti ?

Pour mener la rénovation sociale, économique de la France, pour développer une politique contre le chômage, promouvoir un Socialisme plus quotidien, quel parti ?

Autour d'un programme, les Socialistes peuvent espérer constituer un front très large réunissant les salariés, les techniciens, les cadres, les couches les plus populaires qui se trouvaient hier dans la mouvance du Parti Communiste, qui se retrouvent aujourd'hui avec nous. Pour réaliser de telles convergences, il faut un

Parti Socialiste offensif et pas un simple Comité électoral, un parti qui soit une force agissante de la vie sociale. Un Parti actif, vivant, capable de conduire les débats, permettant les échanges, est indispensable.
Or, un écart important s'est creusé ces derniers temps entre ceux qui animent le Parti et la base militante, la base qui soutient ce Parti. Il nous faut donc apporter des remèdes. Il en existait, on les abandonnés, nous le regrettons ; je veux parler du "Poing et la Rose" régulier, destiné à tous les militants. Il faut associer selon nous davantage les militants présents au gouvernement aux organes dirigeants et nous soutenons la thèse de la participation de quelques membres du gouvernement au sein des instances dirigeantes du Parti Socialiste.
Il nous faut veiller à respecter le rôle des militants, aussi bien dans la préparation des Congrès, du Congrès à venir, que dans la désignation des candidats aux élections législatives. Il y a une Commission qui travaille, nous tenons à dire que les règles qui sont les nôtres, celles de la désignation par les militants doivent être respectées.
Nous voulons également que soient respectées les règles dont nous nous sommes dotés en matière de cumul des mandats et nous faisons, dans cette contribution, des propositions concrètes tendant notamment à faire déposer par le Parti et ses parlementaires des propositions de loi tendant à légaliser les règles de non-cumul. Je ne les développe pas ici, vous les trouverez dans le texte écrit, elles sont la traduction de ce que nous défendons depuis quelque temps en la matière.
Nous ajoutons une motion relative à la limitation du cumul des indemnités perçues par les élus. Là aussi nous proposons une loi visant à uniformiser le statut fiscal des indemnités et à limiter à une fois et demie le montant de l'indemnité des parlementaires. Si nous étions suivis sur ce dernier point, sur le dernier volet de cette proposition, les Premiers secrétaires fédéraux seraient sans doute heureux, puisque nous proposons qu'en attendant la légalisation de cette mesure, tout élu touchant une indemnité supérieure serait tenu de reverser sous forme de cotisation supplémentaire à sa fédération le montant correspondant.
(Quelques mouvements)
Eh oui, camarades, osons montrer ce que nous sommes dans ce domaine. Disons qu'un partage qui reposerait sur le pragmatisme gouvernemental d'un côté et l'orthodoxie du Parti, d'autre part, serait suicidaire.
Le Parti doit demeurer, dans la période à venir, à la fois la grande force de la Gauche et un parti de gouvernement, deux conditions qui ne sont pas contradictoires, qui doivent au contraire se marier agréablement.
Si nous souhaitons que le Parti Socialiste adapte le Socialisme à la réalité, nous ne sommes pas de ceux qui pensons que la prise en compte des réalités doit faire oublier le Socialisme.
Nous devrons clairement situer notre action dans la voie du Socialisme en n'oubliant jamais ni d'où nous venons, ni où nous souhaitons aller, ni qui sont les couches sociales qui nous ont soutenus et que nous avons vocation à représenter.
Aujourd'hui, nous préparons notre Congrès, dans le même temps, nous nous

Contribution Jean-Luc

mobilisons pour gagner les élections de 1986. Notre ambition doit être de poursuivre l'exercice du pouvoir qui n'a de sens que dans la perspective historique du Socialisme.

Le président - Merci, à Bernard Derosier.
Je n'ai pas voulu l'interrompre, parce que je n'ai pas fixé de règle avant qu'il prenne la parole, mais je crois que si nous voulons nous en sortir, il faudrait que les camarades qui présentent des contributions générales se tiennent dans la limite d'un quart d'heure et les autres moins. Si vous êtes bien d'accord, je crois qu'il faudrait que cette règle soit observée.
Je donne la parole à Bertrand Delanoë et ensuite ce sera le tour de Michel Rocard.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, je ne présente pas la contribution B pour continuer avec la terminologie de Derosier, je signe une contribution avec d'autres membres du Bureau exécutif, je devrais dire beaucoup de membres du Bureau exécutif et je pense que tout à l'heure le premier des signataires de cette contribution, Lionel Jospin, en parlera.
Mais dans notre Comité directeur d'aujourd'hui, il y a la place pour l'échange politique entre nous à la fois sur des sujets d'actualité et notamment un dont j'espère qu'il ne fait pas débat entre nous, en tout cas pas problème, je veux parler de la Nouvelle-Calédonie dont je dirai un mot et aussi commencer le débat interne entre nous en vue du Congrès de Toulouse.
En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, je n'ai pas le temps ici comme je l'ai fait au Bureau exécutif, de rendre compte de la mission qu'en votre nom j'ai remplie dans ce territoire. Ce que je veux dire simplement sur cette mission, c'est comme me l'avait demandé le Bureau exécutif, que j'ai essayé de démontrer que le Parti Socialiste avait une position de progrès qui reconnaissait l'histoire ; or, l'histoire, en Nouvelle-Calédonie, c'est la colonisation, c'est l'écrasement politique et économique d'une communauté, c'est en même temps quelques décennies derrière nous où le colonialisme a réussi, ce qu'il n'avait pas réussi ailleurs, à rendre minoritaire sur sa terre un peuple.
A partir de là, et je m'en tiendrai sur la mission que j'ai remplie, à cela, comme vous l'aviez souhaité, j'ai fait en sorte que la démarche du Parti Socialiste puisse être bien différenciée aussi dans le comportement par rapport à ce qu'avaient fait les représentants de la Droite et je pense à Pasqua et à Pons.
Nous avons, pour la Nouvelle-Calédonie, une position de sagesse, d'évolution démocratique et politique, une position de raison contre la passion, une position de rassemblement contre ceux qui excluent.
Le fait de rencontrer l'ensemble des partenaires politiques, philosophiques, religieux, de rencontrer aussi l'ensemble des acteurs socio-économiques, qu'il s'agisse des syndicats, des unions patronales, des chambres de commerce, etc. démontre qu'en Nouvelle-Calédonie les Socialistes veulent construire.
Aujourd'hui, au moment où je parle, je voudrais quand même donner quelques

Fondation Jean Jaurès

éléments sur la situation en Nouvelle-Calédonie : en prévision de ce Comité directeur, j'ai appelé hier - je l'aurais fait de toute façon - notre ami et camarade Edgardd Pisani, pour faire le point de la situation avec lui et pour lui manifester, je pense, en notre nom, la solidarité amicale et politique que nous ne devons pas lui ménager.
(Applaudissements)
Actuellement, parce que la position choisie par le gouvernement est cette position dont je parlais, celle de la raison qui n'exclut pas, celle qui se donne le temps d'une décolonisation réussie qui n'a été opérée, en tout cas par la France en tant que puissance coloniale, nulle part, il y a des incertitudes et il y a des risques graves en Nouvelle-Calédonie.
Si le RPR et un certain nombre de forces d'extrême droite, en Nouvelle-Calédonie, ont fait monter d'un degré la violence, la provocation, le risque de l'affrontement direct entre ethnies, c'est parce qu'ils craignent que la position de sagesse et d'évolution prise par le gouvernement réussisse.
Mais c'est vrai que le chemin est extrêmement étroit, c'est vrai que nous avons besoin aujourd'hui pour réussir en Nouvelle-Calédonie et de l'ordre et du tenir bon sur l'évolution politique. S'il n'y avait que le maintien de l'ordre, sans la politique, nous échouerions en Nouvelle-Calédonie, s'il n'y avait que l'évolution, la décolonisation sans le maintien de l'ordre, alors les factieux qui existent effectivement aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, pourraient avoir une chance de gagner.
Je terminerai simplement sur la Nouvelle-Calédonie en vous rapportant une remarque faite par Edgardd Pisani. Il me disait : je suis sensible aux marques de soutien, je sais que l'on m'aide, mais il faut bien dire à tous nos camarades Socialistes qu'aujourd'hui il ne s'agit pas de soutenir le plan Pisani, il ne s'agit pas de soutenir le délégué du gouvernement, il faut soutenir le projet gouvernemental en Nouvelle-Calédonie mis en œuvre par le délégué du gouvernement.
J'y ai été sensible et je voulais vous le répéter comme tel, parce que je crois que dans les jours et les semaines qui viennent, il faut que nous sachions dans nos réactions, dans la manière dont nous nous adresserons à l'opinion publique métropolitaine, ne pas tomber dans le piège de l'enjeu Nouvelle-Calédonie, dans le débat de politique intérieure française, je crois que nous aurions tort d'être entre le RPR et le PS dans un débat de politique intérieure, avec l'enjeu de 1986, les femmes et les hommes de Nouvelle-Calédonie, au moment où leur histoire hésite, deviendraient un enjeu de pouvoir entre nous.
Mais je crois par contre que nous devons parler, que nous devons expliquer, que nous devons soutenir la politique du gouvernement et soutenir la politique du gouvernement pour ce qu'elle fait justement de bon, dire l'évolution politique, la raison et ceux qui n'excluent pas.
Je voulais préciser cela, parce que je crois effectivement que ce dont a besoin Edgardd Pisani aujourd'hui, c'est un soutien de fond à la politique que mène le gouvernement en Nouvelle-Calédonie.
Après avoir dit quelques mots trop rapides et donc trop schématiques de ce point

d'actualité sur lequel je pense que nous sommes tous d'accord, je voudrais aborder un petit peu le débat interne entre nous. L'aborder, cela veut dire que j'esquisse un certain nombre de remarques sur un point, à partir d'une intervention, qui m'a frappé, c'est-à-dire la conception du Parti, des Partis en général. Je pense que nous avons encore beaucoup de choses à nous dire, beaucoup de choses à préciser et c'est bien sûr l'intervention de Michel Rocard à RTL/Le Monde, qui m'a un petit peu fait réfléchir sur le point que je vais évoquer maintenant.

D'abord évitons un malentendu entre nous. Je crois que le débat au sein du Parti Socialiste est extrêmement sain, que l'on peut se parler tranquillement, sans agressivité et même si nous avons des désaccords. Le fait qu'il y ait des désaccords n'est pas agression, et je ne voudrais pas que qui que ce soit se sente victime d'un ostracisme parce que l'on ne serait pas d'accord avec lui. D'autant, je vais le dire très simplement à Michel Rocard, que beaucoup de militants Socialistes et pas seulement ceux qui se reconnaissent dans la sensibilité à laquelle j'appartiens, se sont sentis quand même un peu agressés dans une partie de ses propos.

Enfin, militer au Parti Socialiste - cela je n'en ferai pas reproche à Michel Rocard, il le sait, il l'a vécu - militer dans les sections, débattre, aller au contact de la population animer une section, animer une fédération, animer la Direction nationale du Parti Socialiste depuis 1981 cela a été aussi ingrat que d'exercer des fonctions ministérielles qui étaient d'ailleurs difficiles dans le cas précis de Michel Rocard. Tout le monde dans les sections ou au gouvernement a sué, a eu des problèmes et au eu des difficultés pour faire vivre son militantisme Socialiste. Alors attention que des formules ne soient pas mal comprises et ne soient pas interprétées comme un petit peu - et là je pense que ce n'est pas dans son intention, je suis sûr que ce n'est pas dans son intention - comme un petit peu de mépris pour ces activités partisanes - j'ai dit que j'étais sûr que ce n'était pas dans ses intentions - mais cela pourrait être interprété comme un peu de mépris pour ces activités au sein du Parti Socialiste.

Avant même d'être plus précis sur les Partis, je voudrais dire que beaucoup de militants - je ne voudrais pas parler au nom de militants, je vais parler en mon nom seulement - n'ont pas tout à fait compris la cohérence de la démarche de Michel Rocard quant à son appartenance au gouvernement.

Il est bien sûr libre, je me garderai bien d'avoir une position sur l'engagement personnel d'un militant au gouvernement ou ailleurs. Cela ne me regarde pas. Mais j'avoue que je ne vois pas bien la cohérence du camarade qui critique la première partie de la politique menée sous le septennat de François Mitterrand, en disant que cette première phase était mauvaise, alors qu'il était membre du gouvernement, et qui au moment où la politique du gouvernement lui convient quitte le gouvernement. Avouez que sur des questions essentielles un peu plus importantes, je crois, pour l'avenir du Socialisme, que la loi électorale, la politique économique menée en 1981-1982 et la politique économique menée à partir de 1982 il y a quelque chose qui n'est pas complètement compréhensible.

Deuxième petite remarque, que je ferai, et là c'est à l'intention de tout le monde,

Collection Jean Jaurès

je crois qu'il va y avoir dans nos rangs des hésitations sur la manière dont on formule les choses à propos de nos chances de victoire en 1986, que certains qui voient nos difficultés, qui se battent pour la victoire, qui disent que c'est difficile, seront facilement accusés de défaitisme, et que celui qui dira le plus "on va gagner" sera celui qui paraîtra le plus jouer la victoire.
Que Michel Rocard fasse crédit à l'ensemble des camarades de penser que tous jouent la victoire mais comme il a insisté à plusieurs reprises pour dire "je joue la victoire", je pense qu'il est d'accord pour dire qu'ici au Comité directeur, au gouvernement tout le monde joue la victoire. Le problème sera peut-être aussi la place que l'on prend dans cette bataille, l'efficacité que l'on donne au combat collectif pour arriver à cette victoire.
Mais j'en viens au plus important, c'est-à-dire les partis, je trouve assez désagréables pour les raisons que j'ai évoquées tout à l'heure, les critiques sur les partis politiques qui viennent de la Gauche.
Nous connaissons bien la tradition française, nous sommes habitués à ce que la Droite critique les partis, pense que les Partis finalement ne servent pas à grand chose, que l'on s'y ennuie, que c'est triste. Nous y sommes habitués, c'est vrai que venant de la Droite c'est assez logique qu'un certain nombre de personnes bâtissent leur conviction politique, leur ambition personnelle et elles sont toutes légitimes qu'elles soient de Droite et de Gauche, sur la critique des Partis. Mais je dis que lorsque cela vient d'un homme authentiquement de gauche, c'est beaucoup plus dangereux.
C'est beaucoup plus dangereux parce qu'il n'y a pas de démocratie sans partis politiques. Je voudrais développer seulement deux idées.
Il n'y a pas de démocratie sans partis politiques, il n'y a pas de transformations de la société sans un Parti Socialiste fort et puissant.
Premièrement il n'y a pas de démocratie sans Partis politiques: constitution, mais aussi l'ensemble de notre histoire ici en France et dans le monde.
Connaissez-vous un seul pays qui vive en démocratie sans ces instruments de la démocratie que sont les Partis politiques ?
Parti Socialiste en France, instrument de transformation de la société. Comment pourrait-on étant sincèrement Socialiste - je sais bien que tout le monde l'est, pas de procès d'intention de ce point de vue là - envisager de faire avancer la justice, d'établir un rapport de forces plus favorable au monde du travail, comment pourrait-on envisager de faire des progrès pour de nouveaux espaces de liberté, pour plus de démocratie, pour le partage des pouvoirs dans la société, dans les entreprises, comment le faire sinon avec le Parti Socialiste ?
Comment est-ce que 1981, ce formidable bouleversement de l'histoire du peuple français, a pu être créé si ce n'est par le rassemblement des Socialistes dans un parti avec une ambition, et je dirai une fierté de leur Parti ? Il n'y a pas de victoire de la Gauche en 1981 sans le Parti Socialiste, et tous ceux qui sont là, qui se sont battus depuis Epinay, et après pour faire en sorte que ce Parti - oui je dis Parti puissant soit un instrument de victoire des forces sociales que nous représentons, et de transformation de la société.
Mais dans la période qui vient de s'écouler, chers camarades, est-ce que le Parti

Socialiste a été utile ? Est-ce que le Parti Socialiste a été utile dans le travail avec le gouvernement ? Est-ce qu'avec le Premier Ministre d'avant, puis le Premier Ministre de maintenant, avec les membres du gouvernement, avec les membres de cabinet, est-ce que nous avons été utiles ? Toujours insuffisamment. Est-ce que nous avons été utiles pour faire passer un certain nombre de messages ? Est-ce que nous avons écouté autour de nous, est-ce que nous avons transmis, est-ce que nous nous sommes battus pour expliquer la politique gouvernementale ? Je crois que oui, j'ai l'impression, ayant été porte parole du Parti Socialiste pendant quelque temps, et après participant à sa direction avec beaucoup d'autres, que les dirigeants du Parti Socialiste comme les responsables fédéraux et les animateurs de sections ont passé beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps, beaucoup d'énergie, ce qu'ils avaient d'intelligence pour tenter d'expliquer à la population les positions du gouvernement et parfois ce n'était pas très facile.

Mais est-ce que nous n'avons pas en permanence eu avec le ministère de l'Agriculture, ministère difficile s'il en est, contacts avec la Commission nationale agricole ? Est-ce qu'il n'y a pas - je crois en avoir été témoin un jour - échanges et mise en commun des expériences pour avancer, alors attention à cette critique du Parti et de ce qu'il a fait depuis quatre ans.

Chers camarades sur un certain nombre d'évolutions vers plus de justice sociale, est-ce que le Parti Socialiste a été efficace depuis quelques années ? Pour le remboursement de l'IVG, est-ce que le Parti Socialiste a été efficace depuis quelques années ? Bref, sur beaucoup de sujets, je crois que nous avons poussé, nous avons transmis au gouvernement ce que nous attendions, ce que nous jugions utile, nécessaire et sur ce point nous n'avons pas encore obtenu satisfaction. Les chômeurs en fin de droit et leur indemnisation. N'avez-vous pas l'impression que le Parti Socialiste est utile dans la pression qu'il mène auprès du gouvernement pour essayer de régler ce problème tout à fait grave dans notre société aujourd'hui ?

J'en terminerai simplement en disant deux choses : d'abord je trouve regrettable qu'à nouveau notre camarade Michel Rocard - et lorsque je dis notre camarade, je n'ai pas à me forcer - ait éprouvé le besoin - tu vas voir Michel que sur le dernier point que je vais évoquer ce n'est pas du luxe, tu avais l'air d'en douter - ait jugé utile de reparler de la pseudo décision administrative de Jospin au Congrès de Bourg-en-Bresse, d'abord parce que c'est un sujet sur lequel il y avait eu échanges, explications et j'avais cru comprendre qu'on était d'accord. Ensuite parce qu'il ne s'agit pas d'une décision de Jospin, mais d'une décision de Congrès, de la direction du Parti Socialiste s'assumant, et je crois simplement qu'il est toujours difficile, lorsque l'on ne veut pas et que l'on ne juge pas utile - je respecte ce choix - de ne pas faire trancher la représentativité de ses idées par les militants, il est toujours difficile de faire décider de la représentativité de ses idées par une décision qualifiée d'administrative.

Enfin, je terminerai par là, à un moment donné, je concéderai tout à fait à Michel Rocard que les journalistes ont été particulièrement pénibles et agressifs sur ce point : était-il au Parti Socialiste ou pas ? Cela se voit, non ?

Fondation Jean Jaurès

Ils le "tannaient" : quand est-ce que vous sortez ? C'est vrai que Michel Rocard balayait cela d'une main et de ses mots. Mais il y a quand même une phrase qui m'a fait non pas "tiquer" mais qui me fournit l'objet de la conclusion. Tu disais Michel à un moment donné "si certains de mes collègues me poussaient à sortir, ce serait suicidaire". Ce que je crois c'est que l'absence d'aucun d'entre nous ne signifierait pas la mort du Socialisme, ni du Parti Socialiste, ce que je crois aussi c'est que la présence de tous et la présence de tous dans le débat, dans l'affirmation tranquille de leurs convictions personnelles et collectives dans la bataille pour gagner dans la bataille contre la Droite, la présence de chacun est en effet une condition de vie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Bertrand Delanoë.
La parole est à Michel Rocard, ensuite à Louis Mermaz.

Michel Rocard

C'est bien parti ! Il fait bon sourire. Mais prenons les choses dans l'ordre.
Voici une nouvelle fois notre Parti devant une échéance lourde, je veux parler des législatives de 1986, dont le Congrès est un instrument central de préparation, une échéance lourde sans parler des suivantes.
C'est en effet dans la perspective des législatives de 1986 que va se dérouler toute notre procédure de préparation du Congrès que nous lançons aujourd'hui.
Je voudrais dire ici ma conviction qu'aucune bataille n'est jamais perdue d'avance, sauf si on a le défaitisme en tête. Bertrand vient amicalement de nous confirmer que ce n'était pas dans l'esprit de personne, bravo, parfait... C'est un point important d'ailleurs.
Nos chances de progresser même de manière significatives sont aujourd'hui faibles en apparence, si l'on en juge non seulement d'après les sondages mais surtout d'après les élections cantonales et partielles cantonales qui se répètent.
Je crois cependant que ces chances sont significatives mais sous des conditions difficiles, qui concernent tout à la fois la vie intérieure du Parti et l'ajustement de son discours.
C'est pour cette raison que je voudrais, moins présenter au sens strict, la contribution que je dépose devant le Comité directeur, que dire son esprit, ses raisons d'être et la perspective dans laquelle elle se situe.
Très rapidement, une courte exploration, car ce n'est pas l'essentiel du débat si c'est l'essentiel de la situation politique, de nos chances de progression.
Je crois qu'elles sont grandes, d'abord à cause des divisions de la Droite. N'insistons pas sur la "guerre des chefs", Jean Poperen le faisait dans son rapport; elle est bien connue. Mais attention, nos adversaires en sont conscients, ils essaient déjà d'en limiter les effets.
Je pense toutefois qu'on peut considérer comme durable leur affaiblissement, de ce fait.
Deuxième élément, je crois aussi, mais cela appelle déjà notre capacité d'explication et de persuasion, que certaines des propositions très outrancières

Fondation Jean-Jaurès

de la Droite ont de quoi inquiéter l'opposition, et que si nous savons, nous, avec responsabilité et sérénité les mettre en évidence et les décrire, nous devrions convaincre assez largement. Avez-vous vu, par exemple, que toutes les propositions budgétaires et financières étaient orientées vers quatre idées : diminuer massivement la dépense publique, équilibrer strictement le budget, diminuer les impôts et augmenter massivement les dépenses militaires ? Tout cela est écrit notamment dans le livre du RPR. Il est bien clair qu'avec un tel tissu de contradictions, personne ne peut imaginer dans quel sens cela ira. Il y a de quoi être là inquiet.

De la même façon je suis assez convaincu aussi que le thème de la dénationalisation ne sera pas du tout aussi populaire que le croient nos adversaires. Tout le monde sait, premièrement, que c'est difficile. Tout le monde sait de surcroît, et peut-être un peu davantage dans l'année qui nous reste, que les entreprises nationalisées ont redressé leur gestion et que les preuves en sont là, et tout le monde sait enfin que la dénationalisation, cela, coûte énormément d'argent aussi, enfin cela appelle beaucoup d'argent qu'il serait probablement plus sage et plus prudent d'injecter ailleurs.

Mais le plus grand problème sera celui sans doute de la sécurité en France, et je suggère à nos camarades de se pencher en détail sur l'observation de la municipalité de Dreux depuis que la vraie philosophie de la Droite est à l'œuvre dans cette ville, où l'on ferme la Maison des Jeunes et de la Culture, où l'on met fin à toutes les politiques d'accueil de toutes les couches de la population qui sont en situation fragile vis-à-vis du marché du travail, où l'on affirme la répression comme la priorité du traitement de toutes les questions, et où en deux ans la petite délinquance a augmenté de 44%. Il y a de quoi faire peur, encore faut-il que cela se sache et que nous soyons, nous, là-dessus, convaincants et descriptifs de nos propres résultats, puisque, pour ne prendre que la commune de celui d'entre nous, Gilbert Bonnemaison, qui préside la Commission des maires sur les problèmes de sécurité, quand on les traite à la manière dont il le sent, la petite délinquance est stabilisée et est même en légère régression.

Or, c'est un des problèmes d'inquiétude des Français.

Notre troisième raison de penser que nos chances de progression sont grandes c'est qu'en fait quand vous opposez les sondages dits "d'intention de vote", aux sondages thématiques, aux sondages sur les problèmes, vous voyez apparaître une opinion assez sceptique, assez désabusée, et qui en réalité ne fait guère plus crédit ou confiance à la Droite qu'à la Gauche.

Le champ reste ouvert, la compétition tout à fait ouverte, je crois que nous avons la possibilité d'y prendre notre place.

Et puis, bien sûr, vous l'avez compris, mes camarades, nos chances de progresser restent surtout grandes, et c'est l'élément essentiel, parce que les résultats positifs de l'action du gouvernement commencent à se faire sentir. On peut, Bertrand, quitter un gouvernement sur une décision grave, unique... François Mitterrand l'a fait sur le Maroc en 1953, Alain Savary en 1956, Pierre Mendès France aussi... on peut quitter un gouvernement tout en conservant son accord avec le reste qui est l'essentiel. Je ne reviendrai pas sur une histoire qui

Fondation Jean Jaurès

est riche en événements d'un caractère relativement habituel et qui n'appelle de jugement que pour l'intéressé.
Les résultats positifs de l'action globale du gouvernement commencent à se faire sentir. Le signe, c'est la bonne tenue de notre monnaie. Si les opérateurs internationaux n'attaquent pas le franc en ce moment, n'en concluez pas qu'ils sont devenus nos amis, vous feriez une erreur. Concluez-en plutôt qu'ils ont un respect minimal, mais efficace, pour la manière dont nos affaires économiques sont menées. Les causes de ce signe, c'est d'abord le redressement de notre balance des paiements. Il faut savoir que le retour à pratiquement l'équilibre comptable de notre balance des paiements, l'année dernière, représente, par rapport aux difficultés de 1982, le plus rapide des redressements de commerce extérieur que la France, qui a eu souvent des accidents de commerce extérieur depuis 1945, ait fait.
De la même manière, le fait que maintenant les Français savent de mieux en mieux que l'inflation est un cancer qui ronge toute nos économies et qui finit par y produire du chômage, qui est une des causes du chômage, se compare avec un rythme d'inflation maintenant inférieur de moitié à celui qu'enregistrait M. Barre à la fin de sa gestion, a lui aussi de quoi convaincre.
Reste le grand problème du chômage. Je l'aborde assez longuement dans la contribution. Mon sentiment est que nous n'avons pas le droit - je pense à ce que disait à l'instant Bernard Derosier à cette tribune, j'aurais sur ce point employé à peu près les mêmes mots - de prendre les risques, pour attaquer le chômage, de remettre en cause l'indépendance de la France et la sécurité de ses équilibres financier, intérieur et extérieur.
Mais je pense que la politique conduite nous a donné des marges de liberté qui nous permettent maintenant peut-être une attaque frontale un peu plus forte. La condition, c'est que tout cela continue et soit consolidé - or c'est fragile et difficile - mais qu'effectivement cette attaque un peu plus forte contre le chômage commence.
Reste, mes camarades, que la partie est difficile, et que dans cette affaire là. il incombe tout spécialement aux Socialistes et au Parti lui-même d'y prendre toute leur place, puisque l'essentiel du bilan, c'est sur l'action du gouvernement et sur l'explication du gouvernement, d'où le deuxième temps de ce propos, dynamiser notre propre Parti.
J'avais, c'est amusant, écrit comme premier titre de ce premier paragraphe du 2ème temps, "pas de malentendu entre nous". C'est le mot que vient d'employer Bertrand Delanoë à l'instant, et je suis content qu'il ait parlé comme il a fait. Alors moi cela me permet d'aller au fond des choses. Quand on s'écoute les uns les autres, ce n'est pas la peine d'en rajouter. Je tiens à la disposition de qui le souhaite le script de l'émission incriminée, et vous n'y trouverez pas de critique, et surtout pas du Parti Socialiste. Vous y verrez ce constat grave et qui nous interroge tous que l'opinion tout entière voue un certain discrédit à l'ensemble de son système de partis. Hélas, si Bertrand pouvait avoir raison, comme on serait tous soulagés !
Nous sommes après tout... combien ? Entre 200 000 et 150 000, François

Mitterrand a eu en mai 1981 un peu moins ou un peu plus, je n'ai plus le chiffre exact en tête, de 15 millions de voix. L'appartenance militante, la carte de membre du Parti Socialiste en pourcentage des voix de la Gauche, même en pourcentage de nos seules voix du premier tour, bien plus de la moitié de ce chiffre, c'est le quota le plus faible des Partis Socialistes, des socio-démocrates de toute l'Europe occidentale, et je souhaiterais, mes camarades, que ce problème nous interroge.

J'avais dit dans une autre émission, et si je l'avais répété ce soir là l'inquiétude de Bertrand aurait été moins forte, que si les partis ne sont pas des sociétés toujours bien respectées de la grande opinion publique, on ne connaît pourrant que trois moyens d'assurer le gouvernement des nations, les tribus, les armées et les partis, que mon choix était fait depuis 35 ans et que j'entendais y rester fidèle.

Je répète que j'ai dit cela ailleurs et que je suis heureux de le répéter verbalement devant vous.

Je crois qu'attirer notre propre attention de militant sur cette situation, c'est d'abord adresser à l'opinion publique un clin d'œil en disant : oui, on sait... et de ce fait nous allons avoir à cœur de redorer le blason de notre propre Parti, puis de lui redonner vitalité, rayonnement et dynamisme. C'est attirer aussi chez nos propres militants l'attention sur l'urgence qu'il y a à cette tâche, et je crois que cette tâche nous incombe tout particulièrement dans la situation où nous sommes de préparation d'un Congrès anticipateur des élections législatives.

Il me semble que le meilleur moyen de mobiliser nos propres énergies et d'assurer au Parti le rayonnement dont il a besoin pour prendre toute sa place efficacement dans cette campagne, serait, je veux le dire ici, d'arriver à un Congrès unanime.

Il y a, mes camarades, de la compétition dans nos rangs, c'est bien connu. Je crois, d'ailleurs, qu'il ne faut pas le regretter. S'il n'y avait plus de compétition dans nos rangs, c'est qu'il n'y aurait plus de vie et que le Parti serait mort. Mais pour le moment, j'espère que nous seront tous lucides sur cette constatation que ce qui est clair, c'est que la prochaine compétition, en 1986, les législatives, elle n'est pas dans nos rangs, elle appelle au contraire une compétition collective, et la condition évidente pour renforcer nos chances, c'est que nous nous y mettions tous ensemble.

Giscard d'Estaing vient de donner à ses confrères à Droite le conseil de ne pas inverser les échéances. Prenons garde qu'ils n'aient la capacité politique d'écouter ce conseil et de le suivre, et cela estomperait un peu de nos chances. Je vous suggère qu'il serait sage de le suivre, pour notre part, et en tous cas, je veux le dire ici, j'y suis prêt.

Mais regardons la situation bien en face. Tout est en place, mes camarades, pour que les différentes sensibilités du Parti - elles sont plurielles, il y a même ici ou là des sous-sensibilités - aient envie de se compter, et même aient un intérêt à terme à se compter. Pour qui connaît bien nos mécanismes, il est hors de doute que la plupart d'entre nous ont un intérêt évident à se compter, et en tous cas c'est le cas de ceux que je suis sensé représenter ici. Vous ferez tous vos

Fondation Jean-Jaurès

réflexions, mais je pense que ce raisonnement sera largement partagé. Tout le monde est sûr que sur un plan purement interne, nous avons un intérêt évident à clarifier les affrontements entre nous.
Je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'il est tout aussi évident que l'espoir de se renforcer les uns face aux autres ou contre les autres à l'intérieur du Parti est complètement destructeur, suicidaire, sur le plan du résultat collectif, et je souhaite que l'on en prenne conscience.
Je crois donc qu'il faut loyalement tenter de manière approfondie la recherche d'un accord entre nous tous, et j'y pensais de manière très positive en entendant tout à l'heure Bernard Derosier, beaucoup de choses qu'il a dites rencontrent mon accord. Nous avançons, c'est donc possible. C'est en tous cas pour donner ce signe que j'ai souhaité - c'est un peu inhabituel chez nous, parait-il - signer seul la contribution que je dépose de manière à ne pas donner l'image d'un bloc préfabriqué de camarades qui arrive, dans la période de préparation du Congrès, dans l'intention d'affronter d'autres blocs. Les alliances, les rassemblements, on verra après, on en débattra, et je ne suis pas sûr d'être en accord total avec la totalité de mes propres camarades, tout en disant d'abord avec force que tous les Socialistes sont mes camarades. Mais tout cela n'est pas essentiel, nous avons assez de problèmes avec la Droite pour ne pas en rajouter entre nous.
Donc redonner son dynamisme à notre Parti à travers la préparation du Congrès, et si possible l'espoir d'un Congrès unanime.
Pour chercher les moyens de parvenir à ce résultat, il est bon de s'interroger - c'est une bonne logique d'attaque - sur les tâches que nous avons à accomplir dans l'immédiat.
La première, à l'occasion du Congrès, sera de produire un document d'orientation, donc une motion, qui propose à la France des analyses, des perspectives convaincantes, et je veux dire tout de suite - j'y reviendrai vers la fin de mon propos - que la qualité de ce débat et de son résultat est essentielle pour redonner confiance à l'opinion.
Le titre de ma contribution sera, d'ailleurs, "Les conditions de la confiance".
Notre deuxième tâche, c'est de désigner les dirigeants du Parti et les candidats aux élections législatives dans le respect de notre démocratie interne.
Notre troisième tâche, c'est de définir une position claire sur le fameux problème aujourd'hui un peu obscurci ici ou là des petites listes. Je traiterai de l'enjeu du débat à la fin.
Je souhaite dire quelques mots sur notre démocratie interne. Comment est-ce qu'elle fonctionne ?
Si l'on réfléchit à ce qu'est l'activité militante, on peut assez vite la classer sous quatre objectifs principaux. Le premier consiste à diffuser nos idées à l'extérieur. Mais, mes camarades - et qu'on veuille bien ne pas d'un constat tirer une critique, s'il vous plait - peut-être faute d'avoir su trouver vite depuis 1981 le moyen d'installer le Parti dans son rôle de fournisseur de perspectives à long terme, puisque la gestion courante est entre les mains, sous la responsabilité du gouvernement, nous ne parlons plus maintenant que du bilan de la gestion du gouvernement, nous ne diffusons que les idées produites par le gouvernement,

ce qui est tout à fait sain, mais nous ne diffusons pas pour autant d'idées élaborées vraiment en notre propre sein du Parti.
Il y a déjà là peut-être un affaiblissement de la motivation militante que nous pourrions combler par la qualité même de notre débat, à l'occasion de ce Congrès.
Deuxième aspect de l'activité militante : après la diffusion externe de nos idées, leur définition interne, définir ensemble les perspectives que nous proposons au pays. Et là aussi, nous avons rencontré un problème que chacun d'entre nous connaît fort bien, les difficultés extrêmes, considérables que d'ailleurs les deux orateurs précédents rappelaient à l'instant, qu'a rencontrées le gouvernement face à la crise nous ont finalement conduits dans un souci que je crois légitime et juste - et là encore, le constat n'est pas une critique - je ne pense pas que nous pouvions ni même que nous devions faire autrement, mais cette situation nous a conduits à estomper un peu nos propres débats par effacement devant ceux du gouvernement. Cela a été nécessaire, à mon sens. Cela a permis les résultats de gestion que je commentais au début, sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour repartir à l'offensive, mais cela aussi, convenons-en, a enlevé un peu de vitalité au débat de nos propres sections. D'où de nouveau l'importance de ce que nous commençons aujourd'hui.
La troisième grande fonction militante, c'est de choisir les dirigeants du Parti. Et là encore, nous sommes devant une situation que nous avons voulue, mais qui n'est pas sans conséquences. Le système choisi pour élire les dirigeants du Parti en 1971, sans doute nécessaire pour rassembler les Socialistes, je n'ouvre pas le débat sur ce point, je ne discute pas, a entraîné une cooptation au niveau national de la direction du Parti et encore une fois, c'est comme cela que le Parti a grandi, que nous avons rassemblé les Socialistes, que François Mitterrand a rassemblé les Socialistes autour de lui. Mais il est vrai que ce choix maintenant n'appartient plus aux militants de base. Je fais simplement cette remarque pour que le Parti reprenne confiance en lui-même davantage qu'aujourd'hui, il me semble au moins nécessaire que tout le monde s'y sente équitablement représenté, j'ai simplement dit "équitablement", ce sera un bel objet de discussion entre nous. Je veux dire d'un mot que je ne crois pas du tout que ce soit impossible.
Reste le choix des candidats aux élections et aujourd'hui des candidats aux élections législatives. C'est la dernière grande fonction militante qui soit marque de démocratie dans le Parti et qui demeure vraiment entre les mains de nos militants, dans nos sections et nos fédérations. Or, le choix de la proportionnelle, outre le fait qu'en termes nationaux il interdit pour longtemps à la Gauche l'espoir d'une majorité absolue, mais c'est un autre problème, le choix de la proportionnelle risque fort de provoquer une pression vers la désignation nationale des candidats. Cela se devine, cela se comprend sans peine. Et puis, c'est un effet mécanique, un effet logique. Mais je voudrais, là aussi, attirer votre attention sur le fait que si nous succombions à cette tentation, nos sections et nos fédérations, sans nourrir de vrai débat, sans choisir les dirigeants du Parti, sans non plus choisir les candidats aux élections législatives, se dévitaliseraient

complètement.
Je crois ce danger redoutable, je crois qu'il doit être conjuré à l'occasion du déroulement du Congrès, car c'est le Congrès lui-même qui doit assurer la démocratie dans le Parti et en fonder les garanties. Cela veut dire que nous aurons à conduire ces procédures ensemble. Je suis convaincu que si nous y arrivons, le résultat sera un parti plus dynamique, plus transparent, de ce fait plus convaincant pour l'opinion publique. Voilà levée la critique que je m'étais permis de faire et qui semble avoir été mal comprise.
Le même effort, bien sûr, dynamisme, rayonnement, transparence du Parti, exige que nous soyons clairs sur nos alliances et là encore, il me faut reconnaître que, dans cette matière décisive, les choses sont un peu modifiées, peut-être même un peu obscurcies par le choix de la proportionnelle. Ce débat est derrière nous maintenant, mais rappelons-en simplement les éléments pour pouvoir chercher comment corriger des effets non voulus et en tout cas, affirmer clairement nos propres choix.
C'est bien clair, c'est dans la compétition gauche-droite, dans la France actuelle, la Gauche n'est forte que du rassemblement de toutes ses voix. Le Parti Communiste a mis fin, en fait, a assassiné et, à mon sens, hélas, durablement, l'union de la Gauche comme résultat d'une volonté commune organisée à travers une négociation au sommet.
Il reste, mes camarades, à rassembler des électeurs, car il reste des électeurs dont la volonté de discipline républicaine et de convergence des forces de gauche, voire même d'union de la Gauche, subsiste.
Le second tour était naturellement la meilleure formule pour cela. N'oublions pas que c'est quand même le jeu du second tour qui avait produit la grande croissance du Parti de 1971 à 1981. Je pense, Bertrand, que tu commences à mieux me comprendre.
Reste, en tout cas, le second tour pour le mécanisme des élections présidentielles et là, nous serons amenés à demander aux électeurs communistes de se déterminer pour un candidat de gauche probablement Socialiste au second tour, mieux placé, mais nous n'aurons plus la monnaie de cette pièce à lui rendre pour quelques députés aux législatives. Qu'à tout le moins, nous ayons en mémoire cette contrainte, cette condition, ce souhait de rassemblement au moins dans la manière dont nous nous adresserons à eux et dont nous menons campagne.
Ce point est important et il devra être pris en considération et traité par le Congrès du Parti.
Il y a un autre problème très difficile, celui des petites listes, qui doit être aussi considéré sérieusement, car qu'il s'agisse des Radicaux de Gauche, d'une bonne partie des Ecologistes, dans certains cas de régionalistes du PSU, et même de l'extrême gauche, tout cela fait partie du rassemblement des voix de gauche. Or, la proportionnelle va les inciter à se compter, à se multiplier largement à nos dépens d'ailleurs, en même temps que la plus forte moyenne leur interdit tout espoir de siège, d'où un effet dissociatif.
Or, il nous faut, c'est une nécessité pour le Parti, maintenir une capacité de rassemblement et nous trouvons là une contrainte supplémentaire dont je

Fondation Jean Jaurès

reconnais qu'on se serait bien passé, car elle est très difficile à traiter. Je ne pense pas cependant que nous puissions dans la réflexion pour le Congrès éviter de traiter le problème de savoir comment nous témoignons d'une ouverture politique et si nous le faisions, jusqu'à nos listes. C'est un problème lourd que nous ne devons pas oublier.

Reste le grand problème, le principal, le mode de scrutin qui a été retenu pose, à l'évidence, le problème des alliances ou plutôt celui de savoir s'il se trouvera une majorité pour gouverner, et pour gouverner dans quelle direction, au lendemain des élections législatives de 1986.

Prétendre le contraire, prétendre qu'il n'y a pas de problème et pas de changement, c'est à la fois se ridiculiser aux yeux des électeurs et se moquer un peu des militants. Nous aurons le problème, tout le monde le sait, il a d'ailleurs été évoqué par certains, non des moindres en grande partie, et il me semble que le Congrès, là aussi, doit s'y pencher.

On ne peut pas tout à la fois, ce n'est pas possible, assurer que le Parti Socialiste sera dans l'opposition, s'il ne parvient pas à réunir une majorité de rassemblement autour de ses propositions - je dirai plutôt mon accord d'ailleurs - affirmer en même temps que le mode de scrutin a pour but de permettre au Président de la République de terminer ce qu'il a entrepris et d'empêcher la Droite d'avoir une majorité absolue et puis constater, en plus, qu'une large fraction de la Droite refuse d'envisager de former un gouvernement sous l'autorité du Président de la République ; tout cela est contradictoire et nous serons conduits à choisir, sauf à jouer la politique du pire et la crise de régime, ce qui n'est pas, je pense, l'état d'esprit d'aucun d'entre nous, ces trois raisonnements ne peuvent pas être tenus simultanément.

Alors se pose la question de savoir s'il y aura une majorité pour gouverner en 1986, sur quelles bases, et avec qui. C'est une vraie question.

Il me semble, et je crois que nous n'aurons pas de mal à nous mettre d'accord là-dessus, que c'est une question politique qui se mesure en fonction des évolutions et des résultats et qu'il est donc vrai de constater qu'il est trop tôt pour y répondre. C'est parfaitement net. Mais, à mon sentiment, cette question ne peut avoir de bonne réponse que si nous sommes au clair sur ce que nous voulons et sur ce dont nous ne voulons pas, sur les conditions que nous mettons à un éventuel accord de gouvernement ou faute desquelles il n'est pas question pour nous d'accord de gouvernement. Et ce sont ces conditions de fond, nos critères, nos objectifs et nos conditions majeures qui détermineront les choix du Parti Socialiste et qu'il nous faut préciser dès le Congrès, à l'occasion de la rédaction de sa motion ou, je le crains, de ses motions, mais enfin, on en sortira bien avec une.

Pouvons-nous envisager de gouverner avec des forces politiques qui ne seraient pas au moins d'accord sur des perspectives générales de respect des grandes orientations sur lesquelles nous travaillons depuis longtemps ? Je ne le crois pas, pour ma part, et je m'y refuserais, mais si des camarades pensent le contraire, ils doivent le dire, nous n'avons pas le droit de passer ce débat sous silence et le Congrès devra se prononcer.

Fondation Jean Jaurès

J’aborde enfin les problèmes dits du contenu, et je crois là que la démarche qu’engageait devant nous tout à l’heure Bernard Derosier est une démarche juste ; il m’est arrivé, ici ou là, de me demander s’il ne convenait pas d’aller même un petit peu plus loin. Malgré certains succès, malgré les succès significatifs dans l’ordre économique et financier notamment, le gouvernement a essuyé ses principales difficultés sur le terrain proprement politique. Je soumets aux camarades l’analyse selon laquelle cela tient pour beaucoup, pour l’essentiel peut-être, au décalage entre nos discours d’avant ou d’après 1981, et nos actes, ce décalage politique, Bernard Derosier le disait à l’instant met donc fin à la schizophrénie entre un pragmatisme gouvernemental et une orthodoxie du Parti - je n’ai pas pris note de la formule exacte, j’espère ne pas la travestir dans un sens désagréable.

Ce décalage, s’est aussi ressenti sur le plan économique même si, heureusement, le gouvernement a contribué par son action à mettre de l’ordre jusque dans la pensée Socialiste, et c’est d’ailleurs ainsi que pourra être surmonté le clivage dépassé, mais encore faut-il en faire la démonstration, entre libéralisme et collectivisme.

Le temps est venu pour que le Parti entreprenne de faire de même. Osons dire que nous avons changé. Osons dire que nous avons changé, ce sont les faits qui nous ont amenés à changer, et, réalistes que nous avons été, nous les avons pris en considération.

Souvenez-vous, il nous arrivait en 1981 de nous quereller sur le montant du SMIC au cas où la Gauche arriverait au pouvoir, et s’il est vrai que le SMIC a progressé depuis 1981, il nous a fallu cependant en 1982, la rage au cœur, sans doute, mais il a bien fallu imposer le blocage des salaires, leur désindexation progressive et prévoir pour 1983, pour l’essentiel des salariés, une baisse du pouvoir d’achat, vous le savez tous, et cela devant une situation de contrainte, pas par choix, mais nous avons eu à le faire.

Le prétexte de la rupture choisie par le Parti Communiste en 1977 à notre refus d’accepter la nationalisation de toutes les filiales - vous vous souvenez - des entreprises dont le programme commun avait prévu qu’elles seraient intégrées au secteur public, aujourd’hui, ce prétexte apparaît étrange puisque c’est sans guère de dépense, en tout cas sans complexe, que des filiales de Saint Gobain, Thomson ou CGE ou des sous-filiales, sont replacées dans le secteur privé et nous savons tous qu’une loi sur la respiration du secteur public est en préparation car elle est nécessaire, comme si le carcan des nationalisations était étouffant, mais au moins faut-il mettre de l’ordre dans nos pensées et nos discours par rapport à nos actes.

Nous avons promis la création de 200 000 emplois dans le secteur public et comme beaucoup d’autres promesses, elle a été tenue puisqu’il a fallu corriger dès 1983, les instructions budgétaires que reçoit chaque ministre nous imposent de supprimer chaque année un pour cent des effectifs de nos administrations, nous le faisons la rage au cœur, sous l’obligation, mais nous le faisons, je le faisais ; sans doute d’ailleurs cela aura-t-il permis de mieux adapter les emplois de la fonction publique aux emplois des usagers, mais enfin "dur, dur" !

Il n'était question autrefois, enfin il n'y a pas si longtemps, que de rompre avec le capitalisme et non seulement aujourd'hui nous ne parlons que de modernité, mais nous allons faire campagne sur la base des bons résultats économiques enregistrés dans certains secteurs clés de notre activité.
Je voudrais vous soumettre cette idée qu'une condition centrale du retour de la confiance de l'opinion vers nous, c'est notre capacité à donner acte de ce que nous avons rencontré des faits et que, tenant compte des faits, nous avons adapté notre manière d'appliquer nos principes, car ceux-là sont intangibles, à la réalité, et c'est dans le discours fondamental, le discours théorique du Parti pour rendre compte avec clarté de l'action du gouvernement que chacun pourra déduire que cela va continuer comme cela et que nous resterons rigoureux et sérieux, et que nous engrangerons la confiance que mérite, en effet, la bonne tenue de notre économie, sous la condition que, sur le front du chômage, nous fassions des progrès.
Nous ne saurons faire cela qu'en restant fidèles à nos principes, fondamentalement des principes de solidarité, de liberté et de justice. Ce sont les trois moteurs de l'action.
Mais, ce que nous avons découvert, c'est que les modalités d'application de ces principes étaient peut-être plus complexes qu'il ne résulte de certains de nos textes d'autrefois.
Nous les voyons, ces modalités d'application, principalement à travers l'arbitrage entre les conflits ou les antagonismes entre groupes sociaux constitués. Et puis, nous découvrons que, dans les attitudes devant l'école, ou devant la délinquance, ou devant la jeunesse et l'accueil que nous lui devons, ou devant les immigrés, les conflits et les contradictions traversent tous les groupes sociaux, quelquefois même rendent perplexe chaque Français dans sa tête, introduisent de la perplexité dans son propre cerveau et, en fait, nous avons reconnu que notre action devait être plus complexe.
Le sens de la contribution que je soumets à vos débats n'est pas d'être la préparation d'une future motion car, car cette contribution, je pose plus de questions que je n'y répons, avec le souhait que notre débat permettra d'apporter des réponses.
J'insiste, au fond, surtout sur une méthodologie, sur une méthode politique, la méthode qui consiste non seulement à tenir compte des faits, mais à orienter l'action en fonction de celle des partenaires sociaux, de celle des correspondants des groupes de pression, mais aussi des sensibilités d'une opinion.
Je ne prendrai à cette tribune que l'exemple - il y en a plus dans la contribution, mais je veux être bref - du chômage.
Il y a quatre fronts principaux où nous avons à renforcer l'action pour ne pas laisser des régions entières - je pense au nord et à l'est - du pays, pour ne pas laisser des couches de population entières payer le prix de la manière dont la contrainte extérieure nous oblige à gérer dans la crise, sinon à gérer la crise.
Le premier, c'est celui de l'insertion dans la société de gens dont le pouvoir d'achat a baissé, le problème de la solidarité avec, notamment, les chômeurs en fin de droits.

Fondation Jean Jaurès

Il est clair qu'il y a là une exigence de solidarité. Il est probablement évident que nous aurons à discuter la notion d'un minimum social national. Mais il est non moins clair - cela, tout le monde le sait - qu'on ne peut plus le demander à l'impôt, ou qu'on ne pourrait le demander à l'impôt que sous la vérification d'un consensus national large. Il peut y avoir d'autres formules.
Il est bien évident - et, je pense, pour tout le monde - que ce n'est pas la loi, le décret, l'action de l'administration, qui régleront le problème, mais une vaste négociation nationale.
Deuxième front : donner à ceux qui n'ont pas d'emploi en ce moment de meilleures chances d'en trouver. C'est la formation.
L'effort gouvernemental a été énorme, immense. Jamais l'effort de formation en France n'a été aussi puissant, et je ne crois pas d'ailleurs - il faudra aussi oser le dire - que nous puissions quantitativement l'augmenter beaucoup, pour des raisons de limitation de moyens.
Mais, qualitativement, nous avons à faire beaucoup plus et mieux pour adapter les formations aux possibilités, et cela suppose un approfondissement du lien entre l'appareil de formation et les entreprises, et probablement - ce que la fédération de l'Education nationale a accepté en Congrès - des séquences pédagogiques à l'entreprise. Ce n'est pas impunément que je cite la fédération de l'Education nationale, là, pour bien mentionner qu'elle aussi s'est posée le problème, et dans des conditions positives.
Là encore, l'action proprement gouvernementale n'y suffit pas. Ce n'est pas pour nous une écriture de programme, c'est l'ouverture d'une recherche à mener collectivement en termes de négociation avec de très nombreux partenaires, et dans les entreprises, et dans les syndicats d'enseignants.
Troisième front : sommes-nous allés jusqu'au bout des créations d'emplois possibles, au rythme de croissance actuel, tel que nous l'avons ?
Il y a des affaires de modulation des charges sociales. J'en ai parlé à notre dernière Convention, je n'y reviens pas. Nous facilitons la création d'entreprises par la loi, le décret, le règlement et la fiscalité. Cela suffit-il, mes camarades ?
A partir du moment où nous reconnaissons que ceux qui embauchent ne sont pas l'Etat et le gouvernement, mais bien les patrons, ne faut-il pas traiter et écrire dans nos textes la réalité de ce que nous pensons de l'entreprise et de ses patrons, jusque dans cette fonction ? Cela n'enlève rien au fait qu'on y connaît des conflits, cela n'enlève rien au fait que les conflits sociaux, les conflits de classes restent des moteurs de la société, mais cela peut nous donner peut-être une autre approche pour les traiter, plus compatible avec une bonne solution du problème du chômage.
Quant à l'immense question - et c'est la quatrième, je terminerai là-dessus - de savoir si nous pouvons nous permettre le retour à une croissance un peu plus rapide, sans risques pour la balance des paiements et l'inflation, bien entendu, eh bien, là encore, les blocages qui s'y opposent ne dépendent pas que de l'action du seul gouvernement, mais de la capacité de tout un tissu social et des partenaires. Savez-vous que nous perdons à peu près 1% de croissance, entre les 10 pays membres de la Communauté Economique Européenne, à nous défendre

les uns contre les autres, en faisant de la déflation chez nous pour ne pas aggraver notre déficit de balance des paiements vis-à-vis des autres pays européens ? Il n'y a jamais eu autant d'urgence - et je salue la présence de Jacques Delors, en lui souhaitant bon vent et bonne chance sur ce point - à renforcer l'édification européenne, mais en ce moment, où cela se passe mal, le déploiement, y compris sur le plan des acteurs privés, du rôle de l'écu, en est une des conditions. Le gouvernement national n'y peut pas beaucoup - le gouvernement allemand y pourrait plus - mais nous avons au moins à plaider dans ce sens et à favoriser les transactions, toutes les utilisations, y compris par des particuliers, au moyen de cette monnaie.
Autre élément : sommes-nous au bout de ce que nous pouvons faire dans les créations d'emplois liés à des emplois dont la production consiste à exporter plus ou à importer moins ?
Je ne le crois pas, mais là aussi c'est presque de recherche que nous aurions besoin à l'intérieur du Parti, et ouverte à l'extérieur également, pourquoi pas ?...
Mes camarades, je ne prends pas les autres exemples qui seraient ceux de la sécurité, ceux du statut des jeunes dans notre société, qui démontreraient de toutes parts qu'une meilleure conscience des difficultés de notre pays nous appellera à parler programme moins en termes régaliens, impériaux, d'actes de gouvernement, qu'à parler programme en termes de méthode politique et d'association de tous ceux, quel que soit leur statut - consommateurs, travailleurs, syndicats, entreprises, patronat même - qui font marcher le pays, et dont il faut bien tenir compte des intérêts, quand ils existent, et qui nous sont opposés, et des ambitions ou des espérances, quand ils nous sont plutôt favorables.
C'est donc une réflexion de méthode d'approche de l'opinion que je vous propose, en partant de ce constat que la condition de la confiance est que nous mettions de l'ordre dans notre discours.
Si nous savons, mes camarades, remplir cette condition-là et vitaliser notre propre démocratie interne à l'occasion du Congrès, alors je suis optimiste, nous avons encore des succès devant nous. Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Louis Mermaz, et nous interrompons la séance ensuite. En attendant que Mermaz prenne la parole, je voudrais vous signaler que le groupe de travail - cela ne vous étonnera pas ! - sur la fédération du Gard... (murmures)... devra se réunir à 15 heures. Rendez-vous dans le hall.
Ce groupe de travail comprend : Fajardie, Carassus, Chapuis, Vaillant, Bodin, Jean-Louis Joseph, Debout et Marie-Noëlle Lienemann.
La parole est à Louis Mermaz.

Louis Mermaz

Débat autour des contributions et débat sur la situation nationale. Les deux choses sont liées et heureusement qu'elles sont liées - et nous avons tous conscience qu'un des problèmes que nous aurons à surmonter dans la

préparation et au moment du Congrès de Toulouse - et cela concerne l'ensemble des militants - c'est d'éviter le déphasage entre le langage que nous tiendrons à l'intérieur du Parti et ce que nous dirons publiquement, et ce que le gouvernement, voire le Président de la République, auront eux-mêmes à dire. Pourtant, le Parti est distinct du gouvernement, le Président de la République est encore autre chose - personne et institution - et cependant nous sommes historiquement engagés dans la même bataille.
Je crois qu'il faut prendre conscience du fait qu'aujourd'hui le Parti Socialiste, qui garde l'essentiel de ses forces militantes et de ses forces électorales, qui n'est pas entré en déclin, bien au contraire, est sur l'échiquier politique en position décalée par rapport à sa situation d'il y a seulement quelques années, car le Parti Socialiste couvre un plus vaste espace de la Gauche. Du fait du déclin du Parti Communiste, du fait du langage que tient en ce moment le Parti Communiste, du fait des critiques acerbes et violentes du Parti Communiste à notre encontre, disons que nous avons glissé sur l'échiquier politique et que nous occupons une partie de la place qu'occupait jadis le Parti Communiste, mais que - et tous les sondages, toutes les études le prouvent - nous n'allons pas aussi loin vers notre flanc droit.
Cela a des conséquences. Il faut que nos électeurs continuent de se reconnaître en nous-mêmes et il faut éviter… (illisible)… cohabitation engage par Chirac, le premier, à l'occasion d'un très lointain voyage, dans le temps, jusqu'à Nouméa - depuis, il a changé de position - divise énormément la Droite et est susceptible de l'affaiblir, surtout à partir du moment où le Président de la République, dans une émission de style tout à fait décontracté, y a mis fin, sans y donner plus d'importance qu'il ne fallait, en disant que, de toute façon, lui, il resterait. C'est dire que le débat est tranché. Puisque lui restera, à moins que les autres n'envisagent de faire un coup d'Etat - alors, qu'ils le disent et qu'ils s'en expliquent ! - nous n'avons plus à débattre de ce sujet, dangereux pour l'opposition - Giscard d'Estaing avait raison de le dire - mais qu'il ne serait pas bon non plus d'engager en ce qui nous concerne.
Donc, je n'en dirai rien de plus.
Les élections de mars 1986 sont maintenant devant nous. Le Congrès fait partie tout entier du processus de préparation. Mais nous devons prendre tout à fait garde, à l'intérieur du Parti et à l'extérieur, de ne pas intérioriser, comme tant de médias et d'instituts de sondages nous y invitent, l'idée qu'il faut camper sur une défaite aujourd'hui possible, voire probable. Cela serait catastrophique. Attention, plus que jamais, à la "sondomanie" ! Attention à l'effet "dum-dum" des sondages, tout en sachant qu'ils sont un élément du paysage psychologique, donc politique. Mais vous savez qu'un certain Aristide le Juste avait déjà été victime des sondages, puisque je ne sais plus quels Grecs, qui votaient le bannissement d'Aristide parce que c'était "dans l'air du temps", cédaient aussi aux sondages !
(Illisible)… de s'enfermer dans un tête-à-tête avec nous-mêmes, puisque nous prétendons avoir une vocation majoritaire, une vocation à rassembler.
La proportionnelle est un scrutin simple et un scrutin honnête. Nous n'avons pas

à rougir de l'affirmer partout. Nous avons tout de même le droit de prendre conscience du fait qu'à partir du moment où le Parti Communiste ne dépasse pas 13% au plan national, dans la mesure où ces 13% sont très inégalement répartis - dans beaucoup de départements il est à 5, 6, 7, 8% - il est impossible, dans un scrutin majoritaire à deux tours, au Parti Socialiste d'aborder le second tour après avoir fait 40, 42, 43, 45% à l'issue du premier tour. Simple remarque de caractère technique.

Bien que n'ayant pas été invité par Michel Rocard à signer le texte interne de contribution que lui propose, il me permettra de dire que toute son analyse concernant l'esprit de revanche de la Droite et la cohérence qui existe entre les diverses fractions de la Droite, je la fais tout à fait mienne et ce n'est pas de ce point de vue qu'il y aurait difficulté à faire un jour une synthèse, bien entendu.

La Droite, dans son électorat, est unitaire, elle a une volonté de revanche, elle nous considère spontanément comme en position d'usurpation, et même si ses chefs sont divisés il y aura une pression de l'électorat de droite pour tenter de résoudre ses divisions. Cela, je crois qu'il faut en avoir parfaitement conscience.

Division des chefs ? - Barre, Giscard d'Estaing, Chirac, Chaban-Delmas... on en verra encore d'autres, Léotard, Simone Veil - tant mieux, et après tout le débat sur la… (illisible)…

Evidemment, si nous nous reportons à des statistiques brutales, et notamment aux résultats des dernières cantonales - 1er tour : droite + Front National, 58%, gauche, 42% - et si nous constatons que le Parti Socialiste et son allié MRG ont fait - ce qui était déjà très appréciable - 26,6% aux cantonales, ce qui est un bon chiffre, le PC faisant 13%, on fait des additions, on les refait, et on ne voit pas comment, dans le cadre de la proportionnelle, on pourrait atteindre le seuil fatidique d'une majorité de députés à l'assemblée Nationale.

Et pourtant, si nous entrons dans ce calcul avant le scrutin, forcément nous allons vers les plus grandes difficultés, car l'explication décortiquer, faire des expériences de laboratoire, n'a jamais aidé à vivre, à se développer, à exister. La bataille, il faudra l'engager, c'est vrai : bilan contre bilan, cela a été dit, projet contre projet, sachant que la plus grande difficulté ce sera le chômage qui a persisté, même si on explique : "Avec les autres cela aurait été pire, ils avaient fait beaucoup plus mal que nous avant 1981". Le chômage, c'est le problème central, et cependant, j'en dirai un mot dans un instant, cela ne doit pas nous empêcher de défendre les acquis, de montrer ce que serait l'esprit de revanche chez les autres, cela ne doit pas nous empêcher de faire apparaître que peut-être, même dans sa réalité, la retraite à 60 ans serait remise en cause.

Mais il est vrai qu'aujourd'hui l'opinion publique, y compris ceux qui nous soutiennent, n'a pas une claire conscience de ce qu'est notre bilan, c'est déjà oublié, ou c'était considéré comme allant de soi. Des avantages sociaux arrachés par la Gauche à la suite de combat quand elle était dans l'opposition comptent beaucoup plus pour les gens de gauche que des choses obtenues par un gouvernement qui est le leur. Cela c'est une loi du genre qui est tout à fait essentielle, et je crois qu'il faut en tenir compte.

Mais nous ne pouvons pas ne pas souhaiter que le gouvernement prenne des

mesures pour non seulement contenir mais tacher encore de faire reculer le chômage qui, depuis deux mois, amorce un certain reflux.
Le maintien, la recherche des grands équilibre, sont une chose tout à fait nécessaire et indispensable, mais la recherche des grands équilibres ne dispense pas le gouvernement d'inventer, d'imaginer. Je ne veux pas entrer dans le débat théorique, mais pourtant bien vrai, réel, de la relance, une certaine dose de relance, mais il ne faudrait pas briser les grands équilibres de la politique française pour les grands équilibres économiques. Vous me direz : "Que dites-vous ? Horrible !" ; mais on a le droit de s'interroger sur le fait de savoir s'il n'y a pas une possibilité dans certains secteurs de faire que les affaires repartent.
Une partie du patronat fait tout pour qu'il n'en soit pas ainsi. Le gouvernement et l'appareil de l'Etat ont probablement des initiatives à prendre. Toutes initiatives qui ne seront pas prises avant l'automne n'auront pas d'effet pour le scrutin de 1986, bien entendu.
Nous devons défendre nos valeurs. Nous avons un problème d'identité, aujourd'hui, par rapport aux autres. Ne passons pas notre temps à nous demander si nous avons changé. Je me souviens que dans l'hiver de 1984, interrogeant le Président de la République, un certain samedi, dans un style qui était peut-être meilleur que celui d'Anne Gaillard - quoique je vous laisse juge, pour ceux qui ont vu le film hier - je lui ai posé la question : "Avons-nous changé ?". Et probablement parce qu'il était distrait, il croyait que je lui demandais : "Ai-je changé ?" Je lui disais : "Avons-nous changé ?". Et je me souviens de la réponse, très rapide, dense, et soudain très animée, qu'il me faisait pour expliquer : "Nous n'avons pas changé". Heureusement, nous n'avons pas changé, car si nous allions devant nos électeurs qui considèrent que le changement n'a pas été assez vite, pour leur dire ensuite que nous avons changé, je ne crois pas que les résultats seraient très bons et le langage très mobilisateurs.
Qu'on ait vieillit de quatre années, qu'on ait acquis davantage d'expérience, que n'ayant jamais été aux responsabilités du pouvoir, pour la quasi-totalité d'entre nous, nous ayons une meilleure pratique, que nous mesurions davantage les obstacles, que nous ayons commencé à réduire un certain nombre de difficultés ou d'obstacles inhérents aux structures de la société française et de l'administration française, sans avoir surmonté tous les obstacles, cela me semble évident. Mais j'espère bien qu'en ce qui concerne notre projet historique, non seulement nous n'avons pas changé, mais nous y croyons aujourd'hui plus que jamais.
Alors, défendre nos valeurs c'est à la fois avoir le souci des intérêts humains et matériels des nôtres, et notamment de ceux qui souffrent. Et de ce point de vue je suis certain qu'au niveau de l'action gouvernementale des initiatives seront prises.
Mais, ce sera ma seule référence à notre motion, je laisserai le soin à Lionel Jospin, premier signataire, et à d'autres, de parler de cette motion, je préfère me tenir dans la philosophie de cette motion à laquelle nous avons travaillé, à quelques-uns, membres du Bureau exécutif, pour dire que la meilleure façon de

mobiliser les nôtres c'est appeler aussi à la défense des grandes valeurs de la République. Les grandes valeurs fondatrices de la République, je n'en ferai pas la démonstration à 13 h 15, sont loin d'avoir épuisé toute leur richesse.
En ce qui concerne le prochain Congrès, nous aurons - et cela commence déjà au niveau des motions - à parler de la stratégie. Fidélité à notre stratégie, même si le paysage politique se modifie - qui ne le verrait ? - esprit, bien sûr, d'ouverture, esprit de rassemblement. Tout le monde a compris qu'on ne peut pas aujourd'hui chanter, sur un air d'opéra : "Union de la Gauche ! Union de la Gauche", à partir du moment où le Parti Communiste, à l'heure qu'il est, n'en veut pas, mais l'union des forces de gauche, de toutes les forces de gauche, plus que jamais, reste pour nous à l'ordre du jour, et un moyen de construire une société d'un type nouveau.
La presse a "bruissé"... je ne sais comment dire... d'un débat Parti Socialiste ou front républicain " ! On ne refait jamais deux fois la même chose, et je pense personnellement que le Parti Socialiste rassembleur et ouvert doit s'engager sous ses couleurs. C'est le Parti Socialiste qui doit être l'axe du rassemblement, et non pas se diluer. C'est mon point de vue ; on aura l'occasion certainement d'en débattre entre nous, à moins qu'il s'agisse une fois de plus d'un faux débat sur lequel on nous invite à nous mesurer.
L'ouverture, donc, à mon sens, n'est pas le changement de stratégie, ne doit surtout pas être le changement de stratégie. Nous avons à définir des options, un programme, à essayer de rassembler au maximum autour de ce programme. Ce ne sera pas facile. Car dans le fond, soyons francs, lorsque nous constituerons dans nos départements, sous l'autorité du Parti, une liste de candidats, on ne pourra pas y accueillir beaucoup de personnalités de gauche. On pourra les accueillir plus facilement dans les Comités de soutien à nos listes... (rires)... que de les accueillir, n'est-ce pas, sur nos propres listes. Et pourtant, nous ne pouvons rester dans un tête à tête à nous-mêmes, et je me souviens de l'exemple des clubs. Lorsque nous avons - et il y en a plusieurs dans cette salle - fondé des clubs divers - il n'y avait pas que le club de la convention des institutions républicaines, même si on jouait un rôle certain - nous avons commencé cette longue marche en 1958 ; pour la première fois nous avons été candidats pour le scrutin de mars 1967... Je le sais, l'histoire s'accélère. On ne va pas dire aux membres des clubs : "Vous patienterez comme vos grands anciens, pendant neuf ans", cela leur semblerait interminable. Mais il n'est pas nécessaire de faire un club pour avoir immédiatement un droit à l'investiture, et je pense que les clubs ont permis de participer, avec d'autres, à la fondation d'un grand Parti Socialiste ; et si à nouveau des clubs, d'une façon naturelle et non artificielle, doivent éclore, ils seront appelés assez vite, j'espère, à se tourner vers nous pour vivre avec nous, et il n'est pas interdit d'espérer que les meilleurs de ces membres-là finissent par adhérer au Parti Socialiste, qui en est quand même digne.
(Applaudissements)
J'espère bien que vous approuvez l'ouverture. Je n'ai pas dit cela dans un sens de défense d'intérêts Parti Socialiste, voire corporatistes.
De même, je vais terminer sur ces quelques remarques, il faut en finir une fois

pour toutes avec la tentation sympathique de pourfendre des ombres. Je sais bien que de dire qu'on ne va pas aller s'allier avec la Droite c'est la moindre des choses, quand même, mais en ce qui concerne la troisième force... la troisième force n'a jamais existé, d'ailleurs, il y a eu certaines alliances sous la 4ème République, il y a eu un "cartel de non" en 1962, mais la 3ème force n'a jamais existé, et c'était un projet de certains à une époque où la Droite, alors, existait vraiment, et où le Parti Communiste était très fort. Et comme aujourd'hui le Parti Communiste est affaibli, il ne représente plus une force aussi importante que jadis, et comme la Droite a absorbé ce qui pouvait rester des deux centres partisans, c'est-à-dire structurés, je ne vois vraiment pas où serait la troisième force. Donc c'est vraiment quelque chose de tout à fait inactuel.
Ne nous interdisons pas une tentation qui serait simplement la tentation d'un mirage, nous avons depuis longtemps dépassé ce stade-là. Lionel Jospin, d'ailleurs, dès l'Assemblée Nationale, sur un thème beaucoup plus large, a tiré un verrou, comme il fallait le tirer, à savoir que si les Socialistes n'étaient pas les rassembleurs d'une majorité, précisément pour faire aboutir notre projet, nous serions dans l'opposition ; cela a été dit, il fallait le dire, on ne va pas répéter cela maintenant jusqu'aux élections de mars 1986, il faut se tourner vers la bataille globale que nous allons devoir mener, ancrés à gauche, c'est évident, ouverts, pour re-mobiliser la Gauche, pour lui rendre confiance, d'abord, dans sa chair, et puis pour l'ouvrir au maximum dans un mouvement dynamique.
En 1980/81, ni les sondages, ni l'état de l'opinion, ni les enquêtes, ne nous donnaient beaucoup de chance. En 1986 nous sommes probablement dans la même situation. Alors, ne désespérons pas. Mais, qu'il s'agisse du Parti, il a bien l'intention de le faire ; qu'il s'agisse du gouvernement, prenons, pendant qu'il est temps, les initiatives nécessaires pour aborder cette bataille dans les meilleures conditions.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, il est presque 13 h 30, mais compte tenu du nombre d'orateurs inscrits - il y en a encore près de 25 - je vous demande autant que possible d'être là à 15 heures pour que nous puissions écouler cette longue liste d'orateurs.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Comité directeur
Samedi 11 et dimanche 12 mai 1985

Séance du samedi 11 mai 1985 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Fondation Jean Jaurès

Le président (Claude Estier)

Je donne la parole en le remerciant de son dévouement, à Philippe Farine.
(Applaudissements)

Philippe Farine

Je ne sais pas si le fait d'ouvrir la séance dans ce petit Comité est significatif, mais je vais vous parler de l'immigration. Pourquoi ? Parce que je présenterai une modeste contribution sur ce sujet et je voudrais dire deux ou trois petites choses là-dessus.

Pendant longtemps, ce problème a été considéré comme affaire de spécialistes. Aujourd'hui, je pense que cela est terminé et que chacun est concerné et est conscient ou devrait l'être que les questions posées par l'immigration sont devenues problèmes de société et même problème central de notre société.

Il ne faut pas que nous nous fassions d'illusions, ces questions posées par l'immigration seront dans le débat politique de 1986 et elles y sont déjà. On aurait pu, sinon espérer, du moins souhaiter, que puisse s'établir au niveau national un certain consensus. Mais cette espérance ou cette illusion est morte. Entre Stasi et Griotteray, la Droite a choisi et elle n'a pas choisi Stasi et les centristes et même penche plutôt du côté de Griotteray.

Barre vient dans une intervention qui n'a pas été assez reléguée de réhabiliter la notion de seul de tolérance en quelque sorte et c'est autour des thèses du club de l'horloge que l'opposition est en train d'unifier ses positions.

Mais, dans le même temps, face à la montée du racisme et de la xénophobie, une série de mouvements et de prises de positions se manifestent qui débordent le cadre purement politique pour toucher assez fortement à la société, qu'il s'agisse de mouvements du type SOS Racisme, y compris avec le débat qu'il y a actuellement avec les associations d'origine immigrée ou y compris la très récente déclaration d'une portée extrêmement importante prise hier par l'épiscopat français. Ces prises de position ont déjà des conséquences dans des secteurs qui sont peu politisés et qui accèdent à la politique par cette prise de conscience et ont également des conséquences dans des secteurs qui appartiennent à ce que l'on pourrait appeler ces citoyens sans appartenance qui ne se reconnaissent pas dans une formation politique mais qui prennent conscience de problèmes de la société.

Enfin, il y a - c'est un élément qu'il convient de ne pas négliger - un mouvement encore faible mais qui, j'en suis absolument certain - j'ai de bonnes raisons pour le croire - va s'amplifier au cours des jours prochains, déclenché pour entraîner l'inscription sur les listes électorales des immigrés de la deuxième génération. C'est un événement qui n'est pas simplement ponctuel qui est en train de s'organiser et qui par conséquent pèsera dans le débat politique.

Et nous, dans tout cela ?

La tentation serait de mettre entre parenthèses ces problèmes parce qu'ils sont difficiles à traiter. Je crois que ce serait une erreur. Il faut que nous parlions clairement dans ce domaine sans céder à la surenchère, sans céder aux tentations

du repli, sans céder aux maximalistes qui s'imaginent qu'il n'y a pas de problèmes et sans céder à l'opportunistes qui s'imaginent qu'en n'en parlant pas, on acquérait des droits qui, trop souvent, nous sont actuellement hostiles. Il s'agit de tenir notre ligne.
Depuis 1981, la politique des Socialistes et la politique du gouvernement s'est établie sur une ligne claire qui commence à porter ses fruits, qui commence à atteindre ses objectifs. Elle se résume en trois propositions.

- Un objectif permet de réussir l'insertion des populations étrangères se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer.
- Une contrainte et une nécessité qui est la maîtrise des flux migratoires et le contrôle, par conséquent, de l'entrée dans notre territoire. On ne veut pas faire l'impasse là-dessus.
- Une option en quelque sorte : le droit au retour se traduisant en une véritable réinsertion dans la société d'origine.

Ces trois éléments forment un tout indissociable et depuis 4 ans, maintenant, nous avons avancé positivement dans cette direction. Nous n'avons pas à avoir honte de ce qui a été fait et je crois que ce serait une erreur d'arriver dans le débat politique de 1986 en essayant de "gommer", de cacher, de ne pas assumer ce que nous avons fait.
J'ajoute qu'on peut produire un débat là-dessus parce qu'il n'y a pas de politique de rechange. il n'y a pas d'alternative crédible proposée par la Droite en dehors de discours racistes et on ne vaincra le racisme qu'en conduisant une politique comme la nôtre. Cette perspective, nous devons courageusement l'assumer. Et là, le droit de vote reprend sa place, comme l'a dit le Président de la République : ce n'est pas l'objectif immédiat, c'est une affirmation, c'est un objectif mais qui ne peut être mis en œuvre que s'il y a un consensus suffisant dans l'opinion publique et il n'y aura ce consensus que si nous avons le courage, nous et beaucoup d'autres, d'affronter ce débat, de ne pas cacher nos positions de dire clairement ce que nous avons fait et continuer à avancer dans cette direction.
(Applaudissements)

Le président - Doublement merci à Farine d'avoir été bref et d'avoir accepté d'ouvrir le feu.
Est-ce que Bernard Morin est là ? Est-ce que Gisèle Charzat est là ?...Non, alors la parole est à Georges Sarre.

Georges Sarre

Chers camarades, il n'y a pas de texte qui prenne son sens hors du contexte. C'est en tout cas le sort normal d'une contribution pour le Congrès de notre Parti et il est vrai que l'horizon de 1986 est très présent dans tous les esprits.
Il s'agit de relier 1986, la période qui s'en suivra, et bien sûr la période présente. L'enjeu, c'est de tenir à présent le langage qui prépare et 1986 et la suite. C'est une bonne chose, je le crois, que d'affirmer clairement que nous ne gouvernerons pas avec la Droite. C'est une attitude excellente que de mettre un terme rapide à ces spéculations qui, pourtant voici, il y a encore quelques

Collection Jean Jaurès

semaines, alimentaient encore nos suppositions. Encore faut-il avoir les moyens de cette volonté.
Il est une alternative dans laquelle nous tenons pas à nous laisser enfermer. C'est celle qui nous offrirait le choix entre d'un coté une sorte de repli sur l'Aventin et, de l'autre ce que j'appellerais par commodité la troisième force. L'alibi au libéralisme, bref de réserver au Parti Socialiste d'être le rôle d'être l'aile marchante du libéralisme.
Le repli pur et dur autour du drapeau n'est pas ce qui nous menace le plus. Chacun sait bien que nous le paierons du prix de l'impuissance, de l'incapacité à nous faire comprendre du pays.
L'autre versant de l'alternative, les alliances de troisième force, serait un abandon de tout ce que nous avons entrepris depuis Epinay. Ce serait une fuite éperdue pour gagner du temps, pour durer au mépris de tout ce qui fait le sens de notre engagement. Nous le paierions encore plus cher et ce n'est pas un mode de scrutin qui nous l'éviterait.
De ce point de vue, il nous paraît plus intéressant de réfléchir aux conséquences du changement de scrutin sur nos institutions que de disserter à perte de vue sur les décisions prises.
Le rééquilibrage des pouvoirs au profit du Parlement passe paradoxalement par une évolution vers un régime présidentiel tout en consacrant l'élection présidentielle comme choix moteur elle permettrait au Parlement d'exercer mieux ses prérogatives : vote de la loi et du budget, contrôle de l'exécutif.
Le mode de scrutin à la proportionnelle invite à notre sens à une réflexion de ce type mais n'induit pas en lui-même une tentation centriste ou droitière qui serait la fin de notre entreprise qui ruinerait 20 ans de travail.
Ce serait une abdication politique : la défaite sans armistice. Et comme je suis un assidu à l'Assemblée Nationale, un lecteur attentif de la presse ou des comptes rendus des débats, j'ai bien compris que nous n'étions pas les seuls à rejeter catégoriquement cette hypothèse.
Je crois qu'il faut poser la seule question qui vaille : comment sortir de l'alternative entre le repli ou l'enlisement, le déclin.
C'est à cette réflexion urgente mais nécessaire que veut contribuer le texte que nous allons déposer aujourd'hui.
S'attacher à sortir de cette impasse, c'est d'abord bien analyser l'évolution de la société française et tirer les conséquences de ce que nous avons vécu depuis 4 ans. C'est aussi mettre en accord ses discours et ses actes, non pour renoncer ou s'accommoder de l'air du temps mais pour mieux ajuster nos moyens à nos ambitions.
Nous avions dit, dès 1981, que le Socialisme n'était pas à l'ordre du jour. Cela nous avait d'ailleurs valus quelques surenchères mais les faits sont là. Cette affirmation reste exacte. Pour toutes sortes de raisons dont la plupart sont d'ailleurs fort injustes, les thèmes du Socialisme ont été dévalorisés. On ne peut pas faire semblant de l'ignorer et ce n'est pas autour du concept de Socialisme que l'on mobilisera le pays dans les mois et les années qui viennent.
Cela veut-il dire, chers camarades, que nos valeurs sont à gommer ?

Contribution Jean-Pierre

Certainement non. Il ne s'agit ni de reniement, ni de contrition. Il en est peut-être qui se trouvent embarrassés pour tenir, au sein de la Gauche, un langage très empreint de libéralisme, et qui souhaiteraient peut-être faire sauter les obstacles, les derniers obstacles assez complexes. Ce n'est pas notre cas...
Les valeurs de la solidarité, de la justice sociale, de la connaissance, le sens des responsabilités, de la démocratie, le goût de la mémoire demeurent nos références, nos repères.
La question essentielle concerne notre message, notre moyen de retrouver dans la société française, autour de ses valeurs, ce qu'on appelle parfois une hégémonie ou plus simplement un rassemblement majoritaire, car, et nous le voyons chaque jour, une période s'achève sous nos yeux, celle qui avait pris naissance dès 1965, s'était concrétisée par l'union de la Gauche, le programme commun de gouvernement et l'espoir d'un front populaire réussi. Cette dynamique est aujourd'hui épuisée et, comme on le dit, sa force propulsive est éteinte.
Le grand projet conçu dans les années 1960 a subi l'épreuve de la réalité, réalité du Parti Communiste, réalité du pays, de l'évolution de ses couches sociales et réalité de notre Parti. Mais dans le même temps une période nouvelle s'ouvre à nous. Nous ne pouvons l'aborder qu'en répondant de front aux grandes questions qui se posent à notre Parti.
La première concerne l'indépendance de l'Europe et de la France leur polarisation accrue autour de l'ensemble américain. Chaque semaine qui passe nous apporte la confirmation de ce que là est l'enjeu principal de notre temps. Serons-nous en mesure dans les années qui viennent de préserver ou de rétablir en France et en Europe un rôle technologique, industriel, culturel, indépendant ?
Faute de cela, chers camarades, la logique inéluctable s'appellera déclin, chômage, résignation, soumission.
Au fond, la seule ligne de partage valable dans la vie politique française, mais aussi en Europe, séparera ceux qui veulent construire sur notre continent un centre de décision indépendant et ceux qui choisissent l'abandon de toute velléité de cet ordre, bref l'immersion dans le système atlantique.
La seconde question fondamentale qui se pose à notre pays est liée à la première. Elle touche à l'éclatement de la société française au morcellement de la classe ouvrière et de la classe des salariés au sens large.
Les origines ne peuvent pas en être trouvées en dehors d'une analyse rigoureuse de l'évolution du mode de produire, du recours accru à la science du branchement de l'intelligence sur le processus de production matériel. Tout cela conduit à la qualification accrue pour certains, à la déqualification de masse pour beaucoup d'autres.
Cette société duale formant de gros effectifs de marginaux, de laissés pour compte est un trait marquant de la société française dès à présent.
Face à ces divisions, devant cette classe des salariés de plus en plus fragmentée, on doit définir ensemble un projet unifiant, rassembleur qui redonne un sens à l'histoire collective et qui implique chacun dans un dessein large, ambitieux.
Et maintenant camarades quel peut être le contenu de ce projet ? C'est la

question clef, car si on ne veut pas être réduit à avoir la politique de ses alliances, alors il nous faut arrêter le contenu d'un projet susceptible de rassembler. Ce projet à nos yeux doit s'ordonner autour de trois idées forces : indépendance, croissance, démocratie.

Indépendance, en premier lieu pour l'Europe et pour la France, c'est nous le croyons la question centrale, comme le rappelle Régis Debray dans son récent ouvrage, et je cite : "la question est de savoir si l'Europe doit acquiescer à son insensible mais progressive satellisation sur orbite américaine et se satisfaire de la manifeste sous-traitance régionale".

Aller vers une Confédération européenne doit être notre objectif non pas par le mirage d'une supra-nationalité qui dissoudrait la France sans faire vivre l'Europe mais par l'Europe pratique, concrète, industrielle, technologique de la recherche.

Cette indépendance de la France et de l'Europe comporte sa dimension militaire. A cet égard la dissuasion française et nous le savons tous, conserve sa valeur, il ne s'agit pas de la brader pour un bouclier spatial américain qui de surcroît n'existe pas encore.

Mais il nous faut et dans le même temps relever le défi américain de l'espace au lieu de consentir à un rôle médiocre dans un projet américain qui ne servirait en rien la sécurité de notre continent. Il s'agit de forcer la capacité européenne à maîtriser la technologie spatiale. C'était l'enjeu de sommet de Bonn mais cette bataille décisive ne fait que s'engager. Voilà quelques dimensions d'une dynamique de l'indépendance pour les années présentes et à venir.

Indépendance donc mais aussi croissance économique, car ce débat, disons-le, n'a rien perdu de son actualité. Lorsque Jean Riboud expliquait récemment que tous les succès économiques de cette décennie sont le produit du volontarisme, il rappelait une évidence. Il faut tout l'aplomb du dogmatisme libéral pour effacer, gommer cette réalité. C'est bien là le cœur d'une politique plus active contre le chômage, une croissance plus forte et nécessaire contre lui.

Est-il possible de mieux en réunir les moyens ? L'émission du secteur bancaire et industriel, un aggiornamento de la planification peuvent y contribuer et d'autres marges de manœuvre existent au sein de la politique monétaire par exemple ou par l'amélioration du fonctionnement du système monétaire européen avec ajustement méthodique et régulier.

Ces marges de manœuvre ne seront vraiment utilisables que lorsque les esprits auront été libérés de la dogmatique libérale qui les paralyse encore trop souvent. Dès lors que le redressement, le ressaisissement contre le déclin sont clairement assignés comme objectif, il serait possible de faire évoluer les esprits à gauche d'abord, mais aussi et c'est important au-delà de la Gauche. Il serait possible de mieux mobiliser nos atouts pour la croissance économique. La maîtrise des technologies nouvelles exige un bon en avant dans la formation des jeunes, une école publique de la qualité rénovée, dynamisée, fidèle à l'exigence laïque de la connaissance et de la liberté. La formation et la connaissance sont et seront demain encore davantage les carburants de la croissance dans un pays et pour un pays comme le nôtre.

Fondation Jean Jaurès

L'exigence enfin de démocratie sociale doit constituer le troisième pôle d'un projet de rassemblement, parce qu'on ne rassemble pas sans justice sociale et sans solidarité parce que c'est une exigence première pour les Socialistes. On ne peut pas accepter que le libéralisme lamine les concepts sociaux du monde du travail. On ne peut pas accepter que le patronat profite du rapport de forces défavorable pour imposer une flexibilité par le bas qui signifie en fait précarisation du travail, division accrue des salariés. Au contraire, nos valeurs de responsabilités de démocratie doivent animer notre projet, qu'il s'agisse de l'évolution de la protection sociale, ou de ce que l'on appelle la citoyenneté dans l'entreprise. Depuis les droits nouveaux des travailleurs, la mise en œuvre des lois Auroux, en passant par la démocratisation du secteur public, et jusqu'à la définition de nouveaux champs pour la négociation sociale, en particulier en matière de contrôles sur les formations, ce sont nos valeurs aussi qui peuvent éclairer le combat contre le racisme, pour l'intégration de la France, un nouveau creuset culturel. C'est autour d'un projet de ce type que le Parti Socialiste construira son identité, une identité nouvelle, un message neuf, mais qui puise son inspiration dans la continuité d'un long combat et dans la continuité de ce que nous avons engagé à Epinay. Ce n'est pas un projet pour le Socialisme ici et maintenant, c'est un projet qui est tendu vers les idéaux et les valeurs du Socialisme mais qui tient compte de la réalité politique de la France d'aujourd'hui.

C'est un projet qui donne corps aux valeurs de la République qui leur donne un contenu pour les années 1990, c'est finalement le projet d'une République pour notre temps, d'une République moderne avec lequel nous pouvons rassembler, non pas une confluence, chers camarades, ou un front républicain, où le pavillon couvrirait mal la marchandise, la démarche est exactement inverse, définir le projet d'abord, le projet pour une République moderne, car ce qui compte c'est le contenu de la République. Alors nous pouvons si tout est bien en ordre traiter correctement de la question des alliances et du rassemblement, aussi bien pour 1986 qu'au-delà et dans tous les cas de figure.

Une vraie question, chers camarades, qui rassembler ? D'abord les forces populaires et bien sûr les Communistes dès lors qu'ils acceptent de prendre part à l'effort commun mais aussi tous ceux qui placent l'intérêt du pays avant leur intérêt particulier, leur intérêt immédiat, ceux qui peuvent se reconnaître dans un projet pour une République d'aujourd'hui sans se poser pour autant la question du Socialisme et c'est bien là la problématique de toute alliance. On y apporte ce que l'on a, ce que l'on est, on travaille ensemble mais on n'a pas forcément la même vue à long terme.

Ce type de recherche d'alliance vaut aussi bien pour 1986 que pour après, puisque aussi bien nous ne pouvons pas attendre d'être majoritaires à nous seuls dans la prochaine Assemblée Nationale.

Le président - Tu peux conclure ?

Georges Sarre - Je ne crois pas que devant l'ampleur des problèmes qui se

posent au pays, devant la poursuite de la crise un rassemblement de type front républicain sans contenu ou résumant son projet dans une opposition à Le Pen, au Front National, rendrait la route bien longtemps. Il nous faut être plus ambitieux, il nous faut être plus fidèle s à nous même.
Un projet contre le déclin de la France et de l'Europe fondée sur l'indépendance, la croissance, la démocratie, dessinant une République pour notre temps voilà le meilleur moyen d'échapper à l'alternative modèle replis frileux ou enlisement centriste. Ayons donc, chers camarades, les moyens de notre volonté, voilà des axes de réflexions qui sont les nôtres et que nous soumettons à l'appréciation du Parti tout entier. Nous abordons ce Congrès sans souci tactique, nous sommes ouverts et fermes en souhaitant que la discussion puisse s'engager vraiment au fond.
(Applaudissements)

Le président - Dominique Strauss-Kahn a la parole, ensuite Roger Fajardie.

Dominique Strauss-Kahn

Mes chers camarades, j'ai souhaité intervenir à ce Comité directeur, parce que plus encore que dans les périodes qui précèdent, j'entends certains de nos camarades dire que nous n'avons pas suivi depuis 1981 la bonne politique économique, que nous n'aurions pas dû avoir de relance, et les mêmes disent "à l'époque je l'avais annoncé, la bonne politique est celle qui a été conduite après, mais je l'avais dit dès le début, nous n'aurions pas dû avoir de phases de relance".
C'est sur ce sujet que je voudrais dire quelques mots. Mes chers camarades, chacun le sait, nous avons organisé une relance puis nous avons dû infléchir notre politique, il faut le reconnaître, elle a été infléchie - on sait pourquoi - parce que la conjoncture internationale n'était pas au rendez-vous, et puis parce que nous avons appris que l'économie française était moins forte que prévue. C'est vrai nous l'avons appris et ayant appris, nous avons adapté notre politique au terrain.
Mais est-ce que cela signifie qu'il ne fallait pas mener cette politique en 1981 et 1982 ? On peut concevoir deux réponses, la première consiste à dire : "on aurait pu mieux faire, et avec le recul on aurait pu faire autrement, au lieu d'avoir comme le disait le Président de la République une étape de plaine et de montagne, on aurait pu prévoir plusieurs étapes de collines, on aurait pu faire différemment si on prend la question comme cela, mais s'il s'agit de dire qu'il ne fallait pas prendre de risques, s'il s'agit de dire qu'il fallait dès le départ engager l'étape de montagne, la réponse à la question est certainement "non".
Laissez-moi vous rappeler quelques chiffres, de 1981 à 1984 la croissance de notre pays a été d'un point et demi supérieure à la moyenne de la Communauté européenne, c'est le meilleur résultat qui ait été enregistré, à part les Etats-Unis et le Japon. Si nous n'avions pas eu cette relance au début, nous aurions eu sans doute la croissance qu'a eue notre voisin allemand, ou au mieux la moyenne de cette Communauté européenne. Voilà ce que nous aurions fait. Et rappelez -vous

Fondation Jean-Jaurès

que pendant cette même période le pouvoir d'achat dans notre pays a augmenté de près de 5%, est-ce que nous aurions eu cette croissance de près de 5% ? Ce n'est pas sûr.
Si nous n'avions pas mené au début de cette période de forte croissance, nous aurions pu avoir comme les Allemands une diminution du pouvoir d'achat qui était de l'ordre de moins 2,5.
Tout n'est pas gagné pour l'économie française, la France ne fait pas toujours mieux que les autres, mais sur le pouvoir d'achat c'est clair.
En 1979, et 1980 on a fait moins bien que nos voisins en moyenne. De 1981 à 1984 on a fait mieux que nos voisins en moyenne, ceci n'est pas indépendant de la relance que l'on a eue en 1981 et 1982, et surtout ce que l'on a évité c'est d'avoir une récession.
Tous les pays à part le Japon, ont eu deux ans de récession c'est-à-dire deux ans pendant lesquels la croissance était négative, il y a eu décroissance, sauf pour nous. C'est quand il y a récession que la situation est la plus dure pour ceux qui sont les plus démunis.
Et puis en termes d'inégalités, comment a été obtenue cette croissance au début de la période ? Elle a été obtenue par la hausse du SMIC, elle a été obtenue par des dépenses budgétaires de redistribution sur le minimum vieillesse, sur les handicapés. Est-ce que ceux qui disent qu'il ne fallait pas de relance disent qu'il ne fallait pas réduire les inégalités ? Si on augmente rapidement le SMIC massivement, on a de la relance, cela va avec. Il faut choisir, on a réduction des inégalités et un effet de relance, ou l'on a ni l'un ni l'autre. C'est le risque que nous avons pris, et nous avons eu raison de le prendre.
Si j'interviens sur ce sujet, c'est parce que je crois qu'il faut que nous évitions les faux débats et que nous soyons bien tous d'accord entre nous sur le fait que finalement à aucun moment ceci n'a été véritablement mis en cause.
Je voudrais vous citer un de nos meilleurs auteurs qui écrivait ceci en 1982 : "pour relancer l'économie française, nous savions au départ qu'un certain nombre de déséquilibres pouvaient être temporairement admis. Ainsi était-il inévitable, et au demeurant sans gravité, qu'en commençant par relancer la consommation populaire grâce aux mesures sociales du début juin 1982, il ne s'ensuive un appel aux importations qui aggrave un peu le déficit extérieur."
Et de continuer : "ces déséquilibres ne sont pas graves en eux-mêmes, dès lors effectivement que les moteurs de l'économie française se remettent à tourner et que le retour à un certain degré de croissance permette de reconstituer les marges de manœuvre mobilisées."
Retenez bien ce qui a été dit, ces déséquilibres sont sans gravité et nous avons eu raison de les mener.
Alors vous l'avez deviné, ce texte est de notre camarade Michel Rocard, et je dois dire que je suis d'accord, pleinement d'accord avec ce texte et qu'il avait raison de dire cela en 1982 quand il l'a dit.
C'est pourquoi je commence à penser qu'il n'a pas raison de dire aujourd'hui que nous n'aurions pas dû suivre ce chemin.
Cher Michel, ce matin tu as rappelé qu'il ne fallait pas avoir de faux débat entre

Fondation Jean Jaurès

nous. Je crois surtout qu'il ne faut pas que nous ayons de faux débat vis à vis de l'extérieur. Le Parti doit s'unir pour vaincre la période qui vient, tu l'as rappelé, sauf si certains avaient déjà intériorisé la défaite, mais ce n'est pas ton cas.
Alors nous pouvons progresser par le débat interne, mais de grâce, ne nous assénons pas de coup vis à vis de l'extérieur. Nous avons débattu à Bourg, nous avons débattu à Evry, et je comprends mal que dans des émissions de radio qui ont déjà été évoquées, on cherche aujourd'hui à discréditer la réflexion qui est menée à l'intérieur du Parti.
C'est une réflexion qui est difficile, que nous cherchons à conduire ensemble, mais je ne crois pas qu'il soit raisonnable que quiconque dise aujourd'hui à l'extérieur, ni le dise demain et a fortiori après 1986, qu'il fallait suivre une autre politique. Pour la France de 1981 à 1985, cela aura été une bonne période : l'économie est plus forte aujourd'hui, elle sera plus forte au début 1986 qu'elle ne l'était en 1980, et surtout, surtout, en réduisant les inégalités, en augmentant le SMIC, le minimum vieillesse, etc. ce qui est associé à l'action de relance que nous avons conduite, nous avons fait ce que la Gauche doit faire. C'est à la fois sa mission et c'est aussi sa fierté.
Pour finir... je tiens tout à fait dans mes dix minutes, président...

Le président - Tout à fait, oui.

Dominique Strauss-Kahn - ... Je voudrais donner mon sentiment profond sur cette affaire. Si nous n'avions pas organisé cette relance, si nous n'avions pas organisé cette redistribution par le budget, par le SMIC, si nous n'avions pas réduit les inégalités qui étaient associées à la mécanique de relance, si nous avions suivi dès le début une autre politique restrictive, alors certains seraient fondés à nous dire que quand nous avons été au pouvoir, nous n'avons pas vraiment été la Gauche.
C'est ce que nous avons fait dans la première période, ce que nous avons consolidé dans la deuxième période, c'est l'ensemble de notre action sur cette législature qui a vraiment été une politique de Gauche. Il y en avait de légèrement différentes à la marge, il n'y en avait pas de complètement différentes.
(Applaudissements)

Le président - Roger Fajardie, ensuite Yvette Roudy.

Roger Fajardie

Chers camarades, la période de préparation du Congrès est, nous le constatons depuis ce matin et nous en avons l'habitude, un moment privilégié pour approfondir nos réflexions à la fois sur la vie quotidienne au Parti et au gouvernement, et sur quelques problèmes fondamentaux.
C'est dans cet état d'esprit que je voudrais inscrire quelques réflexions.
Nous devons, première réflexion, répondre aux questions que pose au jour le jour la vie dans la société française et dans le monde, et préparer dans le même

Coll. Fondation Jean Jaurès

temps, en nous appuyant sur nos principes et sur les réalités, les grands axes idéologiques et politiques du Congrès de Toulouse.
Jean Jaurès expliquait - c'est une formule que beaucoup d'entre vous connaissent, tous sans doute - que c'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source. Encore faut-il que la source ne se tarisse pas. Cela signifie que pour nous, les Socialistes, notre action doit, quelles que soient les difficultés et les traverses, rester fondée sur des principes et tournée vers une perspective. Fondée sur des principes qui impliquent la volonté de libérer les hommes de toutes les servitudes qui les oppriment, à commencer par celles du capitalisme. C'est depuis 1905 l'article premier de nos statuts, il est toujours bon de le mettre en tête de chacune de nos réflexions et de le mettre en exergue de chacune de nos actions.
Une perspective, d'autre part, qui inscrive l'effort de chaque jour dans la conquête d'un peu plus de liberté, un peu plus de justice sociale, un peu plus de respect de l'homme, au travers de ses différences et de sa dignité. C'est, me semble-t-il, le premier engagement que nous devons prendre, alors que nous commençons à préparer notre Congrès.
Deuxième série de réflexions, cet engagement nous appelle à renforcer nos racines qui sont à Gauche, et qui à bien des égards sont la Gauche. En d'autres termes, le front de classe dont nous parlions naguère et qui était évoqué ce matin reste une notion vivante, concrète, que nous devons certainement ramener au cœur de notre débat.
Mais je me permets de souligner que la Droite, pour ce qui la concerne, ne se gêne pas pour construire son propre front de classe, et que pour nous, dans le contexte où nous sommes, il n'est pas mauvais de rappeler que la rupture entre exploiteurs et exploités ne s'est pas au fil du temps épuisée.
Un tel débat est pour nous tous d'autant plus nécessaire que l'attitude négative de la direction du Parti Communiste, qui affaiblit l'expression classique de l'union de la Gauche, nous amène à définir clairement notre pôle de rassemblement. En outre cette affirmation amènera celles et ceux qui dans nos syndicats coopératifs, mutualistes, associatifs, se reconnaissent dans la Gauche à retrouver ou à renforcer leur place dans le combat.
Troisième série de réflexions, il me semble que la réussite de ce combat appelle à la fois une prise de conscience et un effort sur nous-mêmes et en direction des autres.
Notre victoire de 1981, dont nous avons maintes fois analysé le contenu et je n'y reviens pas, est porteuse d'un double paradoxe : nous avons gagné l'élection présidentielle et dans la foulée les élections législatives dans un pays qui, sur le plan culturel, est resté dans sa majorité conservateur. Nous avons gagné avec un Parti Socialiste rassemblant, heureusement, les diverses sensibilités qui font la richesse du mouvement Socialiste français. Mais il n'a pas encore vraiment dominé les modes de pensée conservateurs qui pèsent sur la société française. L'affaire du vote des immigrés en est un exemple assez flagrant, et cette constatation nous appelle à un effort d'éducation sur nous-mêmes et parmi notre peuple.

Fondation Jean Jaurès

La formation doit donc être un des aspects majeurs de nos préoccupations, alors que nous préparons le prochain Congrès national.
Autre série de réflexions, s'il me fallait insister aujourd'hui sur un domaine de réflexion, je le situerais dans l'action nécessaire pour que l'autre, celui qui est différent, soit respecté. La lutte contre le racisme et la xénophobie doit être l'un de nos thèmes majeurs, dans l'esprit défini courageusement par le Président de la République au Congrès de la Ligue des droits de l'Homme.
J'ai été frappé ces derniers temps de constater la campagne déplorable menée contre les Francs-maçons au Parlement européen par les Travaillistes britanniques, allant jusqu'à demander que leur appartenance, qu'ils fussent députés ou fonctionnaires, fût consignée dans un registre.
Je suis inquiet de voir la haute hiérarchie de l'église catholique se refermer sur un conservatisme qui avait depuis les années 1960 considérablement reculé, privilégiant à nouveau l'ordre moral et la censure. Autant de sujets qui méritent de notre part des réflexions approfondies, pour que soient percés à jour les mécanismes de cet ensemble de phénomènes de société qui contrarient la doctrine fondamentale de liberté dont l'article 1er est le respect de l'homme.
Je pense vraiment, sans méconnaître bien entendu les grands dossiers économiques, sociaux et internationaux que l'actualité nous propose, que nous serons pour une part jugés par l'histoire sur l'image de société que nous aurons su créer.
Rigueur de la pensée et solidarité dans l'action devraient être, alors que s'annonce une échéance électorale très importante et qui, j'en suis convaincu, peut être gagnée, nos maîtres mots pour les prochains mois, dans la perspective du Congrès national.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Yvette Roudy, ensuite Didier Motchane.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, je n'ai pas l'intention de présenter une contribution, ce sera donc simplement quelques réflexions très simples et très brèves dans ce Comité directeur qui nous prépare au Congrès, lequel nous prépare à des élections dont nous savons très bien qu'elles ne sont pas comme les autres et dont les sondages disent que l'issue serait pour le moins incertaine.
J'ai entendu avec plaisir beaucoup de camarades, et notamment Michel Rocard, nous dire qu'ils abordaient cette phase de la vie du Parti, de la vie politique du pays, dans un esprit résolument optimiste, offensif, confiant. C'est aussi le mien, un peu par nature, je suis plutôt optimiste, je suis plutôt confiante, je suis plutôt résolue, je crois que rien n'est perdu. Mais je n'ai pas l'intention de démissionner parce que j'ai le sentiment que j'introduirais une certaine incohérence dans mon comportement, que du même coup j'affaiblirais considérablement tous les discours que je pourrais tenir, et je me sentirais

parfaitement incapable, sauf à tomber alors dans un malaise psychologique, de désavouer d'un côté en disant que j'approuve de l'autre. Je ne suis pas douée pour le dédoublement de personnalité.
Cela étant, je l'ai écrit à Michel Rocard, je regrette qu'il soit parti. Pour lui, pour nous, je souhaite qu'il revienne au gouvernement parce que je crois que ce serait bon pour nous et que ce serait bon pour lui et que nous gagnerons en force si nous sommes unis et cohérents...
Je crois que nous avons de bonnes raisons de penser qu'il y a encore des chances, parce que je me souviens il n'y a pas très longtemps, et nous sommes un certain nombre à avoir vécu quelques aventures ensemble...
(Rires dans l'assemblée)
...où on disait : où allons-nous ? Qui sommes-nous? Nous avons toujours été un peu métaphysiques, chez nous, les Socialistes. Nous savons d'où nous venons, nous sommes toujours en train de nous interroger pour savoir qui nous sommes, où nous allons... Bref.
Très simplement, un an avant l'élection présidentielle, on donnait Valéry Giscard d'Estaing gagnant, il a perdu. Un avant les élections américaines, on donnait Reagan perdant, il a gagné. De là à dire qu'on a encore le temps de retourner la situation...
Simplement, il faut que ce soit clairement résolu dans notre tête à tous. Dans cette affaire, il y a ce qui dépend de nous et de cela, nous sommes responsables, mais il y a aussi des choses qui ne dépendent pas de nous, nous n'en sommes pas responsables, il y a des choses que fait la Droite dont nous nous occuperons, bien entendu, il y a tout l'environnement économique international, il y a ce qui est imprévisible, et tout cela ne dépend pas de nous, mais il y a ce qui dépend de nous.
Ce qui dépend de nous, c'est notre capacité d'expliquer. Je crois que nous sommes d'accord pour dire que nous sommes fiers de notre bilan, mais pas fiers en rasant les murs et en disant : "On s'est trompé, on ne le fera plus, pardon, c'est juré...". Nous sommes fiers de notre bilan, parce que nous avons beaucoup travaillé ; nous avons bien travaillé ; on a fait tout ce que l'on a pu, on n'a pas fait tout ce que l'on aurait voulu, mais nous avons maintenant des faits, des choses à montrer, des chiffres, l'inflation, d'autres - Dominique Strauss-Kahn vient d'en parler je ne m'étendrai pas. Nous avons mis dans cette société plus de justice sociale et plus de dignité ; nous avons entrepris un pays que les autres nous avaient laissé en très piteux état, et n'ayons pas peur de rappeler cet héritage, et je vous en prie, pas de fausse modestie, comparons avant et après, l'opinion comprendra. Cette opinion est beaucoup plus lucide que nous ne le pensons souvent. Cette opinion peut très bien comprendre que nous n'avons pas pu tout faire, elle le sait, mais elle pourra comprendre aussi que nous avons fait tout ce que nous avons pu et si nous sommes sincères et fidèles à nous-mêmes et à notre image, à notre identité, elle nous fera confiance, peut-être simplement parce qu'elle n'aura pas envie de voir les autres revenir.
C'est pour cela qu'il est indispensable que nous conservions notre identité, qu'il est indispensable que nous soyons fidèles à nos valeurs, mais cela a été dit, je ne

Fondation Jean-Jaurès

le répéterai pas.
Je n'ai pas l'impression, moi, d'avoir changé et je crois que c'est très mauvais si nous disons que nous avons changé. Je n'ai pas changé. Il y a eu des choses que j'ai pu faire, il y a eu des choses que je n'ai pas pu faire, il y a eu des contraintes, mais il y a eu aussi tout ce qui a été positif. La logique, la cohérence, la simplicité, la clarté sont nos meilleurs atouts si nous voulons gagner, si cela nous intéresse de gagner, bien entendu.
L'opinion ne nous pardonnera pas si nous changeons, l'opinion préfère savoir à qui elle a affaire, même si elle sait que nous ne sommes peut-être pas pour l'ensemble de cette opinion l'idéal. On ne peut pas plaire totalement à tout le monde, mais ce que nous devons être, c'est être clairs si nous voulons avoir confiance.
Qui sommes-nous ? Cela a été dit, je ne m'étendrai pas. Nous sommes des gens de gauche attachés à la solidarité, à la justice sociale, au respect des droits de l'Homme, au respect des droits de la femme ; si je ne le disais pas, vous seriez déçus, mais on ne l'a pas encore entendu depuis ce matin ; et toute autre alliance qui ne serait pas ancrée sur des valeurs de gauche nous perdrait parce que nous perdrions notre identité et redonnerait du crédit au Parti Communiste.
Alors, évidemment, il y a le problème du Parti Communiste. C'est vrai qu'il n'est plus là, c'est vrai que la stratégie unitaire sur laquelle nous avons construit notre progression n'existe plus et que l'on ne peut pas escalader une échelle qui n'a plus de barreaux, sauf si nous représentons que nous sommes toujours fidèles à l'esprit et aux valeurs, faute d'avoir un partenaire à côté qui dirait la même chose que nous. Et c'est vrai que, dans ce Parti Communiste, il existe encore beaucoup de camarades dont nous nous sentons très proches, des camarades épatants que nous pouvons encore rencontrer, mais dans un parti qui est définitivement trahi par ses dirigeants et qui, maintenant, se livre à des actes d'une agressivité incroyable dont je citerai simplement un exemple. Cela peut amuser certains, cela en amusera moins d'autres...
Vous serez peut-être intéressés de savoir que, pas plus tard que mardi dernier, le ministère des Droits de la femme a été envahi par plus de deux cents militants cégétistes, c'est-à-dire qu'ils étaient plus nombreux que les gens qui travaillaient à l'intérieur du ministère, qui l'ont occupé avec une violence inouïe, bousculé les gens qui se trouvaient sur leur chemin. C'est ainsi qu'une camarade chef de cabinet, Francine Paulet, s'est retrouvée plaquée contre un mur par un cégétiste musclé parce qu'elle prétendait s'opposer à ce qu'il ouvre les fenêtres de son bureau pour disposer des banderoles.
Nous en sommes là. Cela veut dire que nous sommes seuls. Cela veut dire qu'il nous faudra tout seuls défendre nos affaires, défendre nos actions...
J'étais sûre que cela te ferait rire. La prochaine fois, il faudra que tu viennes ! Je savais que cela vous amuserait !

Le président - Conclus, Yvette.

Yvette Roudy - Je conclus, mais j'ai encore un mot à dire. Je croyais que j'avais

dix minutes... Je m'aperçois que je n'ai pris que cinq minutes, mais je n'en prendrai que huit...

Le président - Je te l'ai dit à la onzième minute. Ta montre ne marche pas.

Yvette Roudy - Il y a une chose qu'il faut que je vous dise, avant de quitter cette tribune. Je souhaiterais très vivement que nous ayons un programme, que le Parti ait d'abord un programme pour aborder ces élections. Je souhaiterais qu'il ait un programme qui comporte un certain nombre de propositions précises. Je souhaiterais que l'on soit conscient que, dans un certain nombre de domaines et dans celui dont j'ai la responsabilité, notamment, les droits de la femme, tout n'est pas achevé.
Je sais que, dans certains esprits, ce que l'on a fait, ça suffit, et que l'on voudrait maintenant s'arrêter. Je voudrais dire que si l'on s'arrête, ça veut dire qu'on recule et qu'on sera envahi à nouveau par des idées conservatrices traditionnelles. J'aimerais que l'on ne puisse pas dire que le Parti Socialiste a peur de ses forces vives que sont les femmes et les jeunes. Léon Blum l'avait dit à une certaine époque. Il pensait qu'il était dommage que les Socialistes aient peur de ces forces vives que représentaient les femmes et les jeunes. Je crois que la meilleure façon de montrer qu'on n'a pas peur, c'est de le montrer par un programme et aussi par la manière dont les listes vont se constituer dans les départements. Je pense que nous devrions continuer d'appliquer des décisions que nous avions prises et que le Président de la République avait reprises, et je souhaite très vivement que, pour être fidèles à notre parole, dans les listes qui seront établies, nous fassions figurer une femme tous les trois candidats.
Je vous remercie, chers camarades.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Gisèle Charzat a la parole.

Gisèle Charzat

Depuis le discours de mars 1983 du président Reagan, l'ensemble des relations internationales est affecté par son initiative de défense stratégique IDS.
La singularité de l'IDS tient au fait qu'il s'agit d'une entreprise de stratégie totale visant à assurer aux Etats-Unis le monopole de la puissance stratégique, le contrôle de l'innovation technologique, la prééminence de son modèle culturel. Une super OTAN s'instaurerait qui conduirait à un déclin irréversible de l'Europe mais aussi de la France.
Certes, de Roosevelt à Reagan, il existe une constante de la politique américaine, assurer aux Etats-Unis le monopole de la direction des affaires diplomatiques dans le monde et donc en Europe. Je rappellerai à cet égard quelques dates : les démêlés entre Roosevelt et de Gaulle en 1945 ; le 16 juin 1962, le discours de Mac Namara, en 1963, le livre de Kissinger les malentendus transatlantiques, en 1973, la fameuse année de l'Europe de Kissinger, et enfin en

Fondation Jean Jaurès

1983, l'IDS.
La nouveauté de l'initiative de défense stratégique vient de ce que, pour la première fois, les Etats-Unis mettent en œuvre une stratégie intégrale sans consulter les alliés, qui met en danger la paix du monde, déstabilise davantage encore les relations diplomatiques, renforce la course aux armements et vise à effacer les identités politiques et culturelles des Etats d'Europe.
Contrairement au dogmatisme libéral, la politique américaine établit clairement la nécessité d'un programme public et de financement massif de l'état pour développer les technologies du troisième millénaire.
Les effets de cette stratégie intégrale sont immédiats. A peine le Président Reagan avait-il annoncé le lancement d'études de faisabilité que les conséquences sont apparues tant dans les relations est/ouest que dans la construction de la Communauté européenne.
Mes camarades, qu'est-ce qui est en danger ? Pour la France d'abord, non pas notre autonomie de dissuasion, à mes yeux, l'épée aura longtemps la supériorité sur le bouclier même le plus sophistiqué, mais la menace directe pèse sur notre capacité d'innovation technologique. Je rappelle que le danger n'est pas imaginaire en mentionnant le gel auquel avait procédé la multinationale IBM pour nombre de découvertes réalisées par ses sous-traitants.
Est également en danger notre capacité à construire, à impulser la Communauté européenne sur la base d'un projet d'identité et d'indépendance européenne. L'IDS intervient au moment où, pour la Communauté européenne, se posent quatre négociations essentielles pour sa cohésion future.
Tout d'abord, l'union politique de la Communauté européenne qui se traduit par le renforcement de la capacité des Etats membres à peser en vue de réduire les tensions dans certaines zones du monde, qu'il s'agisse du Proche-Orient, du Nicaragua, de l'Amérique Centrale, mais aussi à combattre l'échange inégal entre le nord et le sud avec les Pays du tiers-monde.
Est en danger le renforcement des politiques communes. Je voudrais souligner l'extrême réussite à cet égard d'Ariane, qui est à 60% française, et aussi à travers Ariane, l'Europe spatiale.
Est également en danger le lancement d'une initiative européenne des technologies nouvelles avec Eureka, mais aussi la capacité pour l'Europe à maîtriser la paix sur le continent européen.
Certes le rôle demeure prédominant de la capacité de dissuasion nucléaire de la France en Europe, et d'abord pour son propre territoire. Mais pour l'avenir il faut souligner la novation qu'apporte la France à l'Europe, celle d'être présente dans le règlement futur des crises grâce à la force d'action rapide, force française n'appartenant à aucun créneau, mais qui, à la demande de nos alliés européens et avec l'accord de la France, peut être mise en cas de crise en Europe à la disposition de nos alliés.
La FAR annonce une future défense de l'Europe sans engager le potentiel nucléaire français.
L'initiative du président Reagan va à l'encontre d'une Europe plus indépendante sur le plan de la coopération politique parce qu'elle distend d'abord la

coopération bilatérale franco-allemande.
Pour conclure, mes chers camarades, avec Eureka, le discours de la France est clair, en France comme dans le monde, il s'agit de rassembler toutes les forces vives contre le déclin. Par rapport à l'IDS, nous voyons ceux qui sont pour le rassemblement et le redressement et ceux qui sont pour le déclin. Au lendemain d'un sommet, nous ne descendrons pas la pente. Il appartient à notre Parti de soutenir et de prolonger l'action du président de la République dans le pays, et d'offrir ainsi la perspective de rassemblement sous l'égide de nos priorités pour la France et pour l'Europe, c'est-à-dire l'indépendance, la croissance et la démocratie. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je donne la parole à Alain Barrot, toujours pour dix minutes.

Alain Barrot

Mes chers camarades, je voudrais intervenir devant vous sur quatre points qui seront, je crois, tout à fait déterminants dans le débat que nous aurons à l'occasion de ce Congrès et dans le programme de notre Parti pour les élections législatives.
Le premier de ces points, c'est la situation des jeunes dans la France d'aujourd'hui.
Je me suis félicité, en voyant les camarades qui levaient la main ce matin pour indiquer que de nombreuses contributions avaient été rédigées sur ce thème, que nous puissions avoir, à l'occasion de ce Congrès, et par la suite, un véritable débat sur ce point qui me semble, depuis des mois, des années, un point central de notre succès ou de notre échec en 1986.
En effet - et je voudrais attirer votre attention sur cet élément que nous donnent les sondages - la partie de la jeunesse qui ne se retrouve plus autour de la Gauche, et en particulier autour de nous, ce n'est pas la tranche d'âge de 21 à 25 ans, qui peut-être s'abstient plus qu'elle ne l'a fait en 1981, mais c'est cette tranche d'âge plus jeune, de 18 à 21 ans, qui n'a pas connu véritablement ce qu'était la politique de droite et qui, sur un certain nombre de points, est déçue, ou reste en réserve par rapport au bilan que les Socialistes et la Gauche peuvent présenter.
Or, ce bilan est important et nous devons, là aussi, ne pas intérioriser une sorte de situation qui consisterait à dire : "Maintenant, la jeunesse nous tourne le dos". C'est vrai qu'il y a un phénomène important à l'intérieur de la Gauche dans son ensemble, à savoir qu'il y a un effondrement, en peu d'années, de la présence Communiste au sein de la jeunesse. C'est vrai qu'il y a des abstentions chez des jeunes qui avaient participé à la victoire de la Gauche en 1981. C'est vrai qu'il y a chez les plus jeunes une majorité qui vote à droite. Mais - et ce sont des éléments qu'il faut que nous mettions en avant - les jeunes ont conscience que, sur un certain nombre de mesures concrètes - les TUC, mais aussi le dispositif de formation professionnelle, la mobilisation du Parti et du gouvernement pour

Fondation Jean-Jaurès

la lutte contre le racisme, des thèmes comme la prévention de la délinquance, des thèmes comme l'abolition de la peine de mort, des thèmes comme la politique internationale de la France - beaucoup a déjà été fait et beaucoup d'éléments doivent permettre, d'ici à 1986, si nous marquons le territoire et si nous montrons les enjeux, d'aller à nouveau de l'avant.

Je voudrais, sur cette question, souligner encore une fois devant vous que nous pouvons, pour des raisons qui peuvent être comprises, expliquer qu'il n'y aura peut-être pas - si tel doit être le cas- de réduction du service national avant 1986, mais que l'on doit, là-dessus, dire quelque chose. Nous ne pouvons pas attendre les quelques mois avant les élections législatives avec cette incertitude sur une proposition claire de François Mitterrand, des engagements répétés du Parti et de son mouvement de jeunesse, et des éléments extrêmement contradictoires sur ce point. Il serait plus net, plus clair, de dire : "Ce n'est pas possible de le faire maintenant" - si effectivement c'est le cas - et en tout cas qu'il y ait, sur ce point, un élément précis venant en réponse à cette interrogation de la jeunesse.

De la même façon, ce que nous devons valoriser, ce sont par exemple des actions comme celles des missions locales - et j'insiste devant vous sur l'importance qu'aura, dans le mois de juin, la rencontre nationale des missions locales - qui montrent que, sur le terrain, par une action coordonnée des différents services administratifs, des élus, des différents services extérieurs des ministères, il y a des possibilités de réponse effective aux préoccupations concrètes de la jeunesse.

Ce que nous devons mettre en avant, c'est qu'à la fois les Socialistes proposent un projet de société, un projet politique aux jeunes, mais aussi ne refusent en aucun cas de répondre et de prendre en compte leurs préoccupations et, au premier rang de celles-ci, l'emploi.

Deuxième aspect, deuxième question : la situation de notre Parti, de notre gouvernement, en direction du mouvement associatif.

Nous avons, en 1981 et 1982, apporté des moyens très importants par rapport à la situation antérieure aux associations qui existent dans ce pays. Il y a eu une éclosion d'associations nombreuses. Mais, depuis, et en particulier depuis décembre 1982 où un Conseil des ministres avait fait la liste des mesures pour le développement de la vie associative, est-ce que nous pouvons être fiers du bilan de notre politique en direction des associations ? Alors que nous constatons, les uns et les autres, que sur le terrain de l'entreprise il y a une diminution du nombre de militants qui se syndiquent, il y a là, dans la vie sociale, dans la vie de la cité, une possibilité pour les Socialistes de marquer à nouveau des points.

Je crois que nous devons, dans le cadre de notre programme, dans le cadre de nos propositions pour 1986, indiquer clairement que des revendications anciennes du mouvement associatif, que nous avons reprises à notre compte dans le passé - comme le statut d'élu social, les contrats pluriannuels d'utilité sociale - sont des revendications que nous devons réussir à satisfaire dans un délai qui doit être bref.

Il faut concrètement que, dès cette année, le fonds de développement de la vie associative, qui a été créé à l'issue du débat parlementaire de la loi de finances

1985, permette d'arriver à ce que des initiatives nouvelles en matière de formation des bénévoles, en matière de vie associative, soient financées et prises en compte directement. Il y a là des gens qui nous sont encore favorables et qui, politiquement représentent des relais très importants des idées que nous défendons dans la société. Il faut que ces camarades, que ces amis, que ces sympathisants de nos idées Socialistes soient confortés par une politique délibérément marquée en leur faveur.
Le troisième thème que je voudrais aborder rapidement...

Le président - Oui, rapidement, parce que tu arrives à ta conclusion.

Alain Barrot - ... est plus controversé, et je le traiterai encore plus rapidement que je l'avais prévu, c'est celui de l'éducation.
Nous devons, certes, souligner qu'il est important de revaloriser l'éducation, l'école publique, et que tout ce qui a été fait sur ce point, mais aussi tout ce qui a été fait pour mettre en avant la rénovation du système éducatif, est à porter au crédit de la Gauche.
Mais nous ne devons pas, à mon sens, accepter que, sur le terrain des relations entre l'école privée et l'école publique, il y ait une sorte de silence, il y ait une sorte de précaution consistant à dire : "On s'est tiré de cette situation difficile, où le rapport de forces établi par la Droite ne nous était pas favorable, il ne faut surtout pas que l'on ré-évoque cette question !"
Il faut que nous voyions comment, en prenant des initiatives concrètes, on peut à la fois affirmer les valeurs de laïcité qui constituent des valeurs fortes de la République, mais aussi démontrer que, dans notre volonté d'avoir une école publique plus forte, plus ouverte, permettant de répondre aux préoccupations de l'ensemble de la population, il y a cette volonté de respecter le libre choix et la libre attitude de chacun.
Nous devons, sur ce terrain de l'éducation - sur ce terrain aussi - prendre l'initiative et faire en sorte que l'attirance que la société française aura pour son école - et ce sera le thème de notre colloque du mois de juin - permette effectivement qu'il y ait une mobilisation de tous sur cette question.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Christian Pierret, et ensuite Finel.

Christian Pierret

Chers camarades, je voudrais ici aborder un thème qui m'apparaît particulièrement original dans la contribution qu'ont déposé Pierre Mauroy et un certain nombre de camarades, original car je crois que, dans un Congrès, il s'agit bien entendu de parler de l'avenir du Parti et il s'agit, pour nous, à travers le Congrès de Toulouse, de poser les bases de ce que pourra être, pour la bataille de 1986, un nouveau projet Socialiste, en particulier au plan de l'économie et à

Coll. Fondation Jean Jaurès

celui de l'entreprise.
Notre orientation pour la France se résume à deux mots : moderniser et rassembler.
Pour le Parti, moderniser et rassembler doit, à notre avis - et ce sera d'ailleurs le sous-titre de notre contribution - induire la place centrale de deux mots aussi : identité et uni té du Parti.
Il est un domaine où la conquête sur nous-mêmes de notre identité, sur ces quatre ans d'exercice du pouvoir que nous venons de traverser, a largement progressé, je le crois, c'est celui de l'entreprise. Nous avons su marquer notre capacité à nous adapter aux conditions de l'exercice du pouvoir en tant que parti majoritaire de gouvernement, nous avons su montrer - et ceci pourrait être d'ailleurs considéré comme une sorte de paradoxe dans le discours des Socialistes - que nous n'étions pas enfermés dans des schémas définitifs et figés en ce qui concerne l'économie et le rôle central qu'y tient la notion d'entreprise, mais que nous savions évoluer au-delà d'un discours stéréotypé pour créer une nouvelle conception de ce que veut dire la modernisation au regard de l'économie.
Moderniser la France, disons-nous dans notre contribution, c'est en effet poser comme un des traits essentiels de notre action la reconnaissance du rôle de l'entreprise comme moteur de l'évolution économique et de l'entreprise industrielle en particulier.
Cinq points me paraissent caractériser cette place nouvelle dans notre action, dans notre discours, de l'entreprise.
L'entreprise est essentielle, d'abord, parce que nous avons largement modifié, avec le gouvernement de Pierre Mauroy, puis depuis quelques mois avec celui de Laurent Fabius, la substance même sociale, économique, juridique de l'entreprise, ou l'environnement lui-même de cette entreprise. Que l'on énumère, par exemple, les lois de nationalisation, de démocratisation du secteur public, les lois Auroux, la loi sur l'épargne de 1983, la loi sur l'initiative économique, celle sur la prévention des difficultés économiques des entreprises, la loi sur le règlement judiciaire, les modifications du droit commercial, les lois sur les droits des femmes dans l'entreprise, d'une manière générale, contrairement à ce que nous aurions pu croire en 1981, ce que nous avons fait a été très souvent placé dans une optique où le centre de gravité de l'entreprise était central dans notre démarche et dans les modifications juridiques que nous avons imprimées à la société française. On peut même dire que jamais on n'a fait autant pour l'entreprise qu'en ces quatre ans de pouvoir et de gouvernement Socialistes.
Le deuxième élément, c'est que nous avons ouvert une période nouvelle où ce ne sont plus, comme sous le septennat de Giscard d'Estaing, les entreprises qui ont principalement payé la crise économique à travers la répercussion des chocs pétroliers - du premier choc pétrolier en particulier. Que l'on voie, par exemple, que sous le septennat de M. Giscard d'Estaing la consommation des ménages a cru de 15%, dans le même temps où l'investissement des entreprises a décru de 40% !

Fondation Jean Jaurès

On voit donc que, pour la première fois, sur une moyenne période, l'avenir économique du pays à long terme et le rôle de l'entreprise ont été pris en compte de manière dynamique, alors que la Droite, qui s'est toujours gargarisée de ce langage-là, n'a jamais été en mesure ou n'a jamais eu la volonté politique de mettre en avant des solutions de ce type.
Aujourd'hui, on peut dire - Strauss-Kahn le rappelait tout à l'heure - que la situation économique, en particulier de ces entreprises, s'est largement assainie. Qu'on le mesure à l'évolution de l'épargne des entreprises, du taux d'autofinancement, de la marge brute, du cash-flow, bref nous avons créé les conditions réelles pour que l'entreprise redevienne un des éléments, un des agents économiques fondamentaux de la croissance nouvelle que nous voulons imprimer à la société française et de la conception nouvelle que nous voulons donner au travail et à l'évolution économique.
Le troisième point, c'est que nous pouvons modifier profondément - et nous l'avons fait depuis quatre ans - le compromis tacite qui liait le patronat et les salariés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et qui consistait à échanger du pouvoir d'achat contre un abandon total de la gestion des entreprises à ce patronat et contre une renonciation très large au partage du pouvoir dans l'entreprise. Nous avons commencé à modifier en profondeur la dévolution du pouvoir dans l'entreprise.
Ou il y aura une baisse des acquis salariaux au cours des prochaines années, et cela conduira, disons-nous, immanquablement à des affrontements de classes très durs et très nocifs pour la société française, ou nous saurons, nous, en tant que Socialistes, mettre en avant les termes d'une nouvelle relation au niveau de l'entreprise, nouvelle relation entre les partenaires de celle-ci, internes et externes, qui fera que chaque partenaire s'y retrouvera.
Et, aujourd'hui, dans notre Congrès, dans le projet Socialiste de société que nous souhaitons imprimer à la France, le Parti Socialiste est la seule instance politique à pouvoir définir les contours nouveaux de cette relations là au sein de l'entreprise.
Le quatrième point que je souhaite évoquer sur cette question - et ce sera d'ailleurs l'avant-dernière...

Le président - Rapidement...

Christian Pierret - C'est que nous avons allié depuis 4 ans, le souffle de la revendication à la prise en compte des nécessités de la gestion.
Aujourd'hui, nous reconnaissons le marché.
Nous organisons une société dans laquelle ça n'est pas un cas de produire directement mais c'est à l'entreprise. L'Etat, quant à lui, définit les cadres, les priorités à travers le plan et organise la redistribution de la richesse collective.
Nous avons, là aussi, largement progressé par rapport à notre discours, ne serait-ce qu'il y a de 4 ou 5 ans. Enfin, l'entreprise est centrale parce que nous avons procédé à une profonde mutation de notre système de valeurs relatives à l'entreprise, aux différents moteurs qui l'animent, on pourrait presque parler

sans forcer le trait, d'une véritable révolution culturelle au Parti Socialiste sur la question des rapports réciproques entre travailleurs et entreprises.
Nous savons sans doute, à cet égard, mieux connaître aujourd'hui qu'hier, la portée de réalités économiques telles que l'initiative, l'innovation, le risque, le pari sur le futur, la responsabilité individuelle du chef d'entreprise.
Nous avons, à cet égard, franchi des étapes considérables dans nos discours et dans l'action et je montrais au début de mon intervention quelles étaient les implications de ces étapes dans l'univers législatif que nous avons largement modifié.
Aujourd'hui, il n'est plus de tabou lorsque nous nous exprimons, lorsque nous acceptons les données du marché certes modifiables, influençables par la volonté collective exprimée par le plan, mais d'accepter aussi les données du marché comme juges en dernière instance du succès... le terme ou plutôt les termes du succès et de réussite sont entrés dans le vocabulaire et dans l'approche Socialiste du monde de l'entreprise.
Et, enfin, la conclusion sera que le véritable recentrage auquel nous, Socialistes, nous devons accepter de participer n'est pas le recentrage politique mais bien celui qui concerne le discours et l'action économique, notamment sur l'entreprise pour nous pénétrer de ces réalités nouvelles de ce qu'est, pour nous, une entreprise dans l'idéal Socialiste et de l'action gouvernementale de modernisation des structures et des esprits.
Car, et ce sera mon dernier mot, cher président, c'est cette nouvelle conception de l'entreprise qui est véritablement l'antidote aux deux formes de dogmatisme que l'on connaît aujourd'hui dans le débat politique français. A la fois, antidote à l'étatisme, car c'est en défendant l'entreprise - lieu pragmatique par excellente - que l'on saura éviter le tiers de nos adversaires qui veulent nous enfermer dans une conception qui n'est pas la nôtre. Et antidote fondamental aux discours faux et profondément mauvais pour la société française qui est celui du néo-libéralisme ou du Reaganisme.
Je crois que le Socialisme est vivant lorsque l'on sait, à ce niveau, renouveler profondément nos analyses et que l'on sait mettre en œuvre et en avant, avec une certaine audace, ce qui peut être fait dans notre analyse.
Je rappelle que tout ceci fera partie de nos vœux au prochain Congrès de notre Pari, au niveau de ce que nous avons à dire et à réaliser sur l'entreprise comme moteur et en tant qu'agent économique de notre propre développement.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je voudrais, camarades, vous demander deux choses.
L'acoustique, dans cette salle, comme vous vous en rendez compte, n'est pas fameuse et elle l'est encore moins quand vous entretenez des conversations particulières à vos places.
Il serait bon et souhaitable que chacun d'entre vous soit discipliné à cet égard.
Je demande aussi aux orateurs de parler un peu moins fort. Je leur demande aussi de parler moins près du micro, car plus ils parlent fort et plus l'acoustique est mauvaise.

Fondation Jean-Jaurès

La parole est à Finel et ensuite à Yannick Bodin.

Patrice Finel

Je voudrais intervenir sur trois points qui sont un peu les axes qui me paraissent les plus importants par rapport à ce qui a été dit à Bourg-en-Bresse.
Le premier est de dire : oui, nous avons changé, il faut le dire.
Le deuxième est de constater que malgré ces changements, les valeurs de la Gauche et la Gauche, ça existent dans ce pays.
Et le troisième point, traitera des conséquences à en tirer pour le Parti.
Oui, nous avons changé.
Quelqu'un à Bourg-en-Bresse, avait tenté d'amener le PS sur un réalisme accru, vers l'acceptation de la rigueur, le bon usage de la rigueur disait-on à l'époque.
Nous devons constater, qu'aujourd'hui, une grande partie de nos apports à la réflexion collective - et on s'en félicite - car nous ne revendiquons aucun droit tout seul - ont été validés par les faits.
La rigueur n'est plus une parenthèse. La crise se caractérise par de profondes mutations dans tous les domaines. Nous constatons d'ailleurs qu'elle a perdu au passage dans le discours du Parti, son vocable habituel qui suivait et qui consistait à dire : crise du capitalisme... tout comme la rupture dont on parlait.
Toutes ces notions sont aujourd'hui les nôtres.
L'Etat, a visiblement perdu aujourd'hui ses vertus magiques comme le moteur de la transformation sociale. Je pourrai même dire que sur un certain nombre de secteurs par exemple celui des nationalisations, je suis effaré, tout à fait effaré de nouveaux discours.
C'est ainsi qu'il me semble avoir entendu certains se féliciter qu'il n'y ait aucune différence entre une entreprise privée et une entreprise nationalisée.
Quand on regarde d'où l'on est parti, je crois que là aussi, il faut se méfier de ce point de vue qui fait, que pour rattraper le retard, on a tendance à en faire un peu trop.
Il ne faut pas oublier que nous sortions de 25 ans d'opposition. Le monde change devant nous, c'est parfaitement logique que nous nous y adaptions.
Ce que je regrette, c'est que cette évolution se fasse de façon lente.
Ainsi, il est clair que le projet Socialiste, on a commencé par ne plus en parler, puis on l'a mis au pilon... je pense même que le geste symbolique d'avoir vidé les pierres (inaudible) du Parti...(protestations)... c'est cet aspect symbolique du projet Socialiste qui est dépassé. Cela ne me choque absolument pas mais je constate que c'est priver le PS de se servir de ses évolutions comme un atout permettant de rassembler un peu les Français.
Je crois que pour gagner 1986, pour pouvoir poursuivre le changement de la société, il faut que nous admettions nous-mêmes que nous avons changés.
Je crois que ces changements ne remettent pas en cause l'existence de la Gauche.
La Gauche et la Droite, ça continue d'exister dans ce pays. Les valeurs de la Gauche sont toujours là et il faut se recentrer autour de ces valeurs.
Je suis aussi notamment frappé de certaines choses. La lutte contre les inégalités

Fondation Jean Jaurès

par exemple devrait être une de nos priorités car en fait elles ne sont pas suffisamment affirmées.
Je crois que la lutte pour plus de justice sociale, contre la pauvreté, contre le racisme, contre la confiscation des pouvoirs par les privilégiés, tout cela - et j'en oublie - forcément parce que je ne veux pas encombrer trop longtemps cette tribune - je crois que tout cela, le projet d'émancipation de l'homme, etc. : c'est le mot "valeur".
Il ne faut pas confondre ces idéaux avec les moyens pour les atteindre. C'est bien aujourd'hui le problème qui nous est posé : celui de notre adaptation.
Je crois que le risque est grand de voir apparaître une société duale.
Le problème du chômage, certains en ont parlé. Il est de plus en plus grave. J'en donne acte à la direction : le Parti pèse autant qu'il le peut pour le problème des chômeurs en fin de droit et je crois qu'il faut aller plus loin. Il faut poser le problème d'un revenu minimum comme garantie et de la façon dont on peut y arriver, sans démagogie financière j'entends.
Je crois que c'est seulement en se recentrant autour de ces valeurs que nous y arriverons. Nous ne pouvons couvrir nos virages et nos évolutions sous ce noble manteau de la République. Je crois que le Socialisme contient la République. Il est bon de s'en souvenir mais la République n'épuise pas le Socialisme.
De ce point de vue, je ne voudrais pas qu'en réhabilitant et en ressourçant comme cela la République, fut-elle moderne, cela nous prépare des alliances futures qui soient en fait pas celles que nous souhaitions.
Je pense qu'autour de ces valeurs, il y a possibilité de faire un projet qui rassemble les Français pour 1981.
Je crois que depuis 1981, on peut observer la montée d'un attachement des français à des idées comme la responsabilité, la solidarité, l'initiative.
Je crois qu'il est souhaitable que la collectivité - c'est-à-dire l'Etat - oriente en fait ou refuse la bureaucratie... car il y a toujours autour de ces idées, de ces valeurs, possibilité, me semble-t-il, de proposer un contrat clair aux Français pour 1986, qui précise ce que l'on va faire dans la période qui vient, ce sur quoi on ne veut pas revenir et qui soit susceptible de mobiliser le peuple de gauche.
Je crois qu'il faut tirer les conséquences de tout cela; pour le Parti Socialiste, pour son organisation et pour son fonctionnement.
Nous avons, me semble-t-il, déjà pris du retard dans cette véritable révolution culturelle. Ce terme est beaucoup employé. Mais il n'est pas trop tard. Je tiens à l'affirmer. Et contrairement aux penchants, je dirai presque naturels de beaucoup de militants Socialistes, la place de la Gauche est au pouvoir pour transformer la société et nous ne devons pas sombrer - comme la facilité peut nous y inciter - dans l'idée que notre position dans l'opposition était des plus confortables.
Ce simple constat veut dire que nous sommes d'accord pour entamer la modification du fonctionnement du Parti Socialiste, de sa place dans la société et de son influence.
Michel Rocard en faisait le constat. Il constatait le faible taux de militants politiques dans ce pays par rapport à d'autres mais je dirai même plus : ça n'est pas seulement le problème des partis politiques car la plupart des associations ou

encore des organisations syndicales ont des problèmes de recrutement.
Il me semble que nous devons nous pencher sur cette question parce que les seules associations qui, me semble-t-il échappent un peu à la crise de militantisme, sont des associations comme Amnesty International, Médecins sans Frontières, etc.
Je pense que c'est lié au type de pratique et au type de militantisme.
Il me semble que nous assistons à l'éclosion de nouvelles formes de militantisme, de citoyens qui veulent pouvoir prendre un problème au point A et le mener au point B et, de ce point de vue, il est vrai que la façon dont fonctionne le Parti n'encourage pas aujourd'hui à l'inclusion de ces camarades.
Nous devons nous poser la question pour ce Congrès, et de savoir quelles modifications on peut obtenir pour améliorer l'organisation du Parti pour faire une place à ce type de militants nouveaux.
Je conclus : nous ferons un certain nombre de propositions de modifications statutaires par rapport à ce que je viens de dire. On a parlé du dépôt des contributions mais on n'a pas parlé des problèmes de modifications statutaires. Je pense que cela va avec.
Pour ma part, je demanderai notamment qu'en vertu de l'article 90 des statuts, nous mettions à l'ordre du jour du Congrès, le complément de la déclaration de principe du Parti, qui à la relecture, et en fonction de notre expérience maintenant de 4 ans, et bientôt 5 de gouvernement, me paraît devoir être complétée sur quelques points.
Comme ce travail est précis puisque cette déclaration est la charte fondamentale du Parti et puisqu'un Congrès ne peut pas la modifier comme cela, il faut mettre à l'ordre du jour que le Congrès puisse déclarer ouverte la procédure de révision afin que le Congrès suivant entérine ces discussions.
Cela me paraît un point important. Symbolique peut-être mais important de notre volonté d'ouverture du Parti et de la Gauche toute entière.
Merci.

Le président - Est-ce que Didier Motchane veut intervenir maintenant ?
Motchane et ensuite Martine Buron.
On me demande de vous préciser que le texte qui a été distribué et qui porte le simple titre : "contribution" avec comme premier chapitre "le Congrès de Toulouse" ne porte pas de signature.
C'est la contribution dont le premier signataire est Lionel Jospin.

Lionel Jospin - ... Par pudeur !

Dans la salle - Sans signature, c'est mieux quand même.

Didier Motchane

Mes chers camarades, soyons modestes et rassemblés, par conséquent, je commencerai par vous proposer une page de lecture, courte rassurez-vous.
Il faut savoir anticiper hardiment sur la prochaine période historique. Dans les

Fondation Jean Jaurès

vingt années qui viennent, la question décisive, la seule ligne de partage valable de la vie politique dans notre pays et en Europe consistera à savoir qui veut et qui ne veut pas construire un centre de décision indépendant sur notre continent, ce qui implique une culture, une technologie, une défense propres. Ce clivage ne peut pas être seulement une ligne de partage intérieure entre les Socialistes et ceux qui ne le sont pas, parce qu'il est la ligne de partage tiré par le projet Socialiste entre ceux qui trouvent leur compte dans le destin collectif et ceux qui, sans être Socialistes, ne peuvent y trouver aucun avenir. Plus une société accepte la dépendance extérieure, plus elle se résigne à sa scission intérieure.
La lutte pour l'indépendance, c'est en même temps un combat contre la société duale et le… (illisible)…, c'est le ressort du rassemblement qui peut seul rendre la Gauche hégémonique en France.
Sur cette base politique, le Parti Socialiste s'affirmant comme le principal parti de la Gauche pourra d'autant mieux rassembler les forces du redressement qu'il reste en cela fidèle aux aspirations du monde du travail et aux valeurs du projet Socialiste.
Ce sera le rassemblement des forces populaires et bien sûr, les Communistes dès lors qu'ils se montreraient prêts à prendre leur part de l'effort, mais c'est aussi celui de tous les hommes de progrès, qui font passer le souci de l'intérêt national avant tous les autres, ceux qui sans faire leur la perspective du Socialisme, sont prêts à travailler à un projet d'indépendance, de croissance, de démocratie sociale.
Il s'agit donc de construire dans le monde tel qu'il est, non pas dès aujourd'hui le Socialisme, mais une République moderne pour la France de la fin du 20ème siècle, une République conquérante, tendue vers les idéaux et les valeurs du Socialisme.
Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas d'en appeler au nom de la République à une vague confluence sans âme et sans principes, tout comme au Congrès d'Epinay, le contenu de l'unité était la question décisive, le contenu de la République est aujourd'hui cette question.
Des camarades se sont interrogés ici même sur la question de savoir si nous avons changé, pas changé, s'il fallait dire que nous avions changé, pas le dire, etc. Mes chers camarades, nous avons à marier le projet Socialiste à la réalité, non plus de 81, mais à celle de 85 et des années qui viennent. Ce qu'a fait la Gauche au gouvernement apparaîtra dans une lumière plus juste avec le recul rapide du temps. Et beaucoup parmi ceux qui s'en rendent mal compte aujourd'hui, prendront assez rapidement, je le pense, la mesure de ce qui a été fait.
Le plus important sans doute avec cette démonstration de l'alternance qui n'est pas une novation théorique, est le fait... démonstration que la Gauche gouverne, est entré dans l'expérience et dans la tête de nos concitoyens.
Le plus positif, c'est le fait que la Gauche au gouvernement a commencé d'orienter notre pays et notre peuple vers l'avenir, en particulier parce qu'elle a mis en chantier dans le domaine de la formation professionnelle, dans le domaine de la recherche, dans le domaine de l'école. Ce qui sera perçu, c'est

que la Gauche a commencé à faire reculer l'inégalité sociale.
Sans doute, à mon sens, c'était l'arrêter un peu trop en chemin. C'est précisément la raison pour laquelle nous devons indiquer où et comment nous allons continuer et s'il le faut reprendre cette route.
Enfin, la Gauche a commencé à donner le coup d'arrêt au déclin industriel et économique de notre pays et par conséquent pour plus tard virtuellement au déclin de nos voisins au déclin de l'Europe occidentale.
En même temps, si nous voulons ne pas nous payer de mots, nous devons faire deux autres constatations qui sont plus rudes.
La première, c'est que, grosso modo, les problèmes de la dépendance extérieure n'ont pas été très sensiblement cerné et le constat c'est qu'après quatre ans d'un gouvernement de gauche, les valeurs et la perspective du Socialisme ne sont pas devenues plus claires à nos contemporains. Je crois pouvoir dire que c'est peut-être le mouvement inverse que pour le moment et aujourd'hui l'on constate.
C'est donc à partir de cette réalité qu'il nous faut partir. A partir de cette réalité, il nous faut poser quelques questions simples que nous avons tous en tête.
Quelle base sociale pour notre projet politique ?
Quel langage de masse ?
Quel symbole pour le faire peu à peu comprendre ?
Les bases sociales, nous en avons déjà parlé, c'est pour l'essentiel le monde du travail, c'est tous ceux qui ont le Socialisme comme perspective et ceux qui n'ont pas le Socialisme comme perspective mais qui savent que dans la continuation du mouvement actuel de la dépendance et de la société duale, il n'y a pas d'avenir pour ce à quoi ils sont attachés. C'est cela la base sociale de notre projet.
Le langage et le symbole, c'est la République, mais comme je le rappelais tout à l'heure, pas n'importe quelle République.
La République dans notre histoire et pour le mouvement ouvrier, comme pour nous, ce n'est pas une construction formelle, ce n'est pas une République posée à l'extérieur de la société, extérieure à la réalité des rapports sociaux, ce n'est pas la République libérale qui est aujourd'hui une contradiction dans les termes, c'est ce que depuis le 19ème siècle, nos prédécesseurs, les premiers Socialistes, appelaient la République sociale, et c'est ce pour quoi ils ont combattu pour arracher à ce qui était la plupart du temps la majorité parlementaire des républicains, les conséquences de la démocratie et la révolution française. C'est cette synthèse entre la révolution française et le Socialisme que Jaurès a représentée à cette époque.
Et c'est sous des formes nouvelles et devant les problèmes nouveaux qui se présentent à nous dans cette voie que nous devons continuer à la vérité que nous devons reprendre.
Je pense aux camarades qui disent : il faut dire que nous avons changé. Ce qui a changé, mes camarades, je viens de le dire, c'est qu'en quatre ans la Gauche, après la plus grande victoire politique qu'elle a remportée dans ce siècle, a fait beaucoup, a mis en chantier beaucoup, mais elle se trouve en même temps devant cette question dont on a dit qu'elle était celle de son sens, de son identité

même qui était la question du sens du Socialisme.
Je pense que c'est dans la mesure où nous savons répondre à cette constatation que je résumerai de la manière suivante : 1981, au fond, c'est la traduction politique d'une certaine classe dirigeante de ce pays et l'époque où nous sommes est l'époque où nous allons continuer d'être pendant des années, c'est cette époque de crise qui va plus loin qu'une crise économique où les classes dirigeantes de notre pays ont fait la démonstration qu'elles ne sont pas capables d'exercer l'hégémonie, c'est-à-dire de rassembler, alors que la Gauche n'a pas encore réussi cette démonstration, même si sur un certain nombre de points que j'ai rappelés tout à l'heure, elle l'a commencé.
Dans le texte que mes camarades et moi nous soumettons à la réflexion du Parti, nous ne parlons que peu du Parti. Croyez bien, mes camarades, que ce n'est là ni une marque d'indifférence, ni l'oubli du caractère proprement spécifique pour nous de ce que nous allons faire de notre Parti.
Nous le disons tout de même expressément : le principal enjeu sans doute du Congrès de Toulouse sera l'avenir du Parti que nous avons voté à Epinay, même si celui ci sera décidé aussi dans une large mesure par les événements qui nous attendent, non seulement au printemps 1986, mais au-delà.
Beaucoup d'entre nous, et d'abord le Premier secrétaire, ont tenu, et je crois que c'est une bonne idée, à affirmer que si ce qu'à dieu ne plaise, la Gauche n'était pas majoritaire dans la prochaine Assemblée législative, il ne serait pas question pour les Socialistes de collaborer avec la Droite. Je crois, camarades, que tout le monde est d'accord là-dessus. Je me bornerai, par conséquent, à vous dire que c'est bien de l'avoir dit, c'est bien de le dire jusqu'en 1986, ce sera plus important de le dire au printemps 1986 et après.
Cela dit, et je veux presque en terminer là…

Le président - Ce serait très bien !

Didier Motchane - ... cela dit, la question des alliances : il me parait qu'il est essentiel qu'elle soit abordée sur son véritable terrain, c'est-à-dire à partir du projet politique et de la base sociale ; c'est dans la mesure où nous serons capables non pas d'un nouveau projet Socialiste, regardez ce que nous avons fait et aussi ce que nous n'avons pas fait du notre, mais à partir de ce que nous serons capables de présenter aux électeurs comme programme de législature que nous demanderons à l'ensemble des forces sociales et par conséquent à l'ensemble des forces politiques, de se déterminer.
Le dernier point, mon cher Claude, dont je voudrais parler, est celui de l'Europe.
Nous disons clairement et je n'argumente pas, que nous devons aller vers une confédération européenne, et non vers une supranationalité qui serait la démobilisation de la France et en vérité la dissolution de l'Europe et des possibilités européennes.
A cet égard, je crois qu'il est très important que dès aujourd'hui tout le Parti commence un travail politique d'explication sur les enjeux et en particulier sur les raisons pour lesquelles le Président de la République a pris la position que

vous savez au dernier sommet d'une part sur les rapports économiques internationaux, à propos du problème du... (inaudible)… et d'autre part à propos de ce que l'on appelle l'initiative stratégique de défense communément appelée la guerre des étoiles, avancée depuis deux ans en fait par M. Reagan.
En ce qui concerne la guerre des étoiles, je voudrais dire seulement trois choses, il ne suffit pas de dire que c'est bien de résister, il faut savoir de quoi l'on parle. Premièrement à partir du moment où la stratégie d'une superpuissance est toute entière axée sur l'idée de se défendre contre la dissuasion, et de périmer la dissuasion c'est une stratégie offensive. Elle rendra vulnérable pour son territoire, pour une superpuissance c'est la possibilité pour elle de porter la guerre sur le territoire d'une autre. Deuxièmement, comme on n'est jamais sûr que cela marche, c'est une relance fantastique de la course aux armements ; troisièmement en appelant les Européens à collaborer au programme de recherche à la préparation de la guerre aux étoiles les Etats-Unis ne font rien d'autre que de leur proposer une intégration qui serait, elle, complète et définitive, d'une collaboration des programmes de recherche et plus tard de programmes industriels dont les Européens n'auront pas la maîtrise, la conduite, ni l'essentiel des programmes. Je pense donc que notre Congrès doit préparer une information qui n'existe encore que très peu et une discussion très sérieuse. Je pense que cette question là doit figurer au premier rang parmi d'autres mais au premier rang des résolutions du Congrès de Toulouse. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Yannick Bodin... Et ensuite nous aurons Martine Buron.

Yannick Bodin

Chers camarades, je voudrais revenir sur ce que l'on peut dire du Parti, sur son existence et sur son rôle.
J'ai entendu ce matin un camarade nous expliquer qu'on l'avait peut-être mal compris, lorsqu'il s'était exprimé publiquement à ce sujet, je dirai qu'à partir du moment où j'ai eu le sentiment qu'un certain nombre de ses amis avaient effectivement compris la même chose que moi, et l'ont dit et répété dans un certain nombre de réunions internes du Parti, je crois qu'il est important que nous revenions sur ce thème dans ce Comité directeur et même que l'on rappelle un certain nombre de choses qui sont peut-être après tout des évidences.
Pour ma part, je dirai que ce sont des choses que j'ai aussi apprises, ne serait-ce que dans les stages du Parti Socialiste, c'est peut-être Yvette Roudy qui m'a appris un certain nombre de choses que je voudrais rappeler maintenant... Lionel Jospin aussi !

Le président - Il dit simplement qu'il était là !

Yannick Bodin - Je vais faire la liste de tous les Secrétaires nationaux à la formation depuis Epinay, tous ceux qui se sont occupés des stages dans le Parti

Fondation Jean Jaurès

de façon à n'oublier personne !
Je voudrais donc dire que le Parti Socialiste en effet n'est pas et ne peut pas être un simple appareil électoral.
Bien sûr le Parti Socialiste sait désigner ses candidats et saura encore le faire, je ne suis pas inquiet, il sait organiser, faire des campagnes électorales, il faut qu'il le fasse, mais les militants du Parti Socialiste ne sont pas bien sûr de simples colleurs d'affiches, même s'ils doivent remplir cette tâche et qu'ils le font toujours avec talent et enthousiasme.
Le Parti Socialiste c'est d'abord un rassemblement d'hommes et de femmes qui réfléchissent et construisent ensemble, Le Parti, le Parti Socialiste c'est pour moi d'abord une mémoire, notre mémoire collective, la mémoire collective des luttes menées par nos prédécesseurs, conquête pour le suffrage universel, pour l'instauration de la République, pour les libertés collectives, et individuelles. Des Socialistes sans mémoire peuvent-ils, ont-ils la garantie de rester des Socialistes ?
Devons-nous par exemple ignorer que le Parti Socialiste a été un instrument de lutte que les travailleurs se sont donné, lorsqu'à la fin du siècle dernier ils ont réalisé qu'il était nécessaire que leur action débouche sur l'action politique ? Qu'ont-ils fait les travailleurs il y a un siècle? Ils ont créé un parti.
Le Parti Socialiste c'est aussi un creuset d'idées, il fut une époque, pas très lointaine où les idées étaient dispersées et où les hommes de gauche Socialistes ne se rencontraient que pour s'affronter, lorsque les Socialistes se sont réunis avec François Mitterrand ce n'était pas pour faire une simple machine électorale, c'était pour réaliser la synthèse des sensibilités Socialistes, présenter un projet de société cohérent, et se donner les moyens et donner les moyens à la Gauche de gagner.
Comment réfléchir ensemble, comment élaborer un projet sans se donner les moyens d'être et de vivre ensemble ? Le Parti Socialiste c'est aussi la voix des Socialistes. Face aux événements politiques, aux problèmes de société, comment imaginer que l'on puisse se contenter de l'avis de l'un ou de l'autre ? Quand même, cela serait œuvre de talent ! Il faut réagir collectivement.
C'est en réfléchissant ensemble, qu'il est possible d'intervenir au nom de tous. Le Parti Socialiste est porteur d'un projet pour le plus grand nombre. Son rôle ne saurait se confondre avec celui d'autres organisations. Il remplit un rôle que les autres organisations ne peuvent pas remplir. Les syndicats par exemple, ont une vocation bien précise, la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs, les associations par définition ne s'intéressent qu'à un aspect particulier de la vie de l'homme comme individu dans la société, parents d'élèves, environnement ou consommation, ou vie rurale, droits de l'Homme, émigrés, etc. Mais construire un projet de société, gouverner un pays exige que soit pris en compte et mis en valeur l'intérêt général, ce qui implique des choix au mieux des intérêts parfois contradictoires des groupes et des individus, seul le Parti politique peut remplir cette tâche de responsabilités.
Et puis, le Parti Socialiste est le garant du respect des engagements pris en commun, et il est arrivé des circonstances, des lieux ou des époques où des

Socialistes ont douté de leurs engagements, ont parfois même rompu avec le Socialisme ou se sont éloignés de la route, la raison principale en était bien souvent un affaiblissement du Parti. D'où la nécessité de la présence d'un parti fort, uni, et organisé.
Je terminerai en reprenant un argument entendu dans la dernière période qui consistait à dire que l'application du scrutin à la proportionnelle va renforcer le Parti Socialiste, va renforcer les Partis. Je dis pour ma part en ce qui concerne le Parti Socialiste que je m'en réjouis, car en fait lorsque nous réfléchissions, il y a déjà de longues années, sur le mode de scrutin à adopter, nous disions que nous voulions voir évoluer le rôle du parlementaire de sa fonction d'assistante sociale locale - le mot assistante sociale étant pris dans un sens non péjoratif bien sûr - de façon à revaloriser sa fonction de porteur d'idées, sa fonction de législateur. Je crois que le mode de scrutin permettra dans ce sens de renforcer la capacité du Parti Socialiste et le fait que nous devrons tous ensemble collectivement réfléchir à l'ensemble des problèmes et que la dispersion qui est parfois à craindre ne risquera plus de se produire.
Je dirai simplement, mes camarades si vous rencontrez quelqu'un qui vous dit encore par hasard que les Partis politiques c'est ennuyeux, dîtes-lui qu'il y en a un qui n'est pas comme les autres, qui est prêt de l'accueillir, c'est le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Je vous remercie.
La parole est à Martine Buron, ensuite Yves Durand.

Martine Buron

Chers camarades, nous sommes donc un certain nombre de camarades de toutes les sensibilités de ce Comité directeur - je tiens à le souligner - à avoir décidé de déposer une contribution qui nous permette d'attirer une fois de plus l'attention des militants sur les problèmes rencontrés par les femmes dans notre société en plein bouleversement, et sur les responsabilités qui sont celles de notre Parti dans ce domaine.
Nous ne considérons pas éternellement les femmes comme une catégorie à part, et les problèmes des femmes comme un problème à traiter à part, d'ailleurs nous nous exprimons les unes et les autres à travers d'autres textes et sur tous les sujets, et sur tous les problèmes de la société. Mais nous sommes inquiètes et nous tenons à le dire. Nous tenons à alerter les militants.
Certes, l'image du rôle de la femme dans la société depuis une dizaine ou quinzaine d'années a beaucoup évolué et certes aussi l'action du gouvernement de la Gauche depuis quatre ans a beaucoup aidé à promouvoir une nouvelle image de la femme et surtout à créer un cadre législatif réglementaire, a lancé des actions pilotes qui permettent à la femme d'accéder pleinement à son rôle de citoyenne à part entière.
Effectivement l'entrée de la femme dans le monde du travail son accès à la dignité, à l'autonomie et cela passe d'abord par l'autonomie économique, sont

Fondation Jean Jaurès

considérés maintenant comme une variable lourde de l'évolution de notre économie. Mais pourtant cet accès à l'autonomie nous constatons qu'il se heurte à des obstacles croissants, qu'il se fait dans des conditions de plus en plus difficiles, voire même douloureuses.
Il y a la situation difficile pour tout le monde du marché de l'emploi mais qui fait que les femmes à la recherche d'un travail se heurtent à une concurrence de plus en plus aiguë, connaissent le découragement, voire même la culpabilité que beaucoup leur font intérioriser plus ou moins volontairement.
La nécessaire modernisation de l'industrie et des services comporte, on le sait, des risques particulièrement aigus pour les femmes qui sont en général moins formées, moins qualifiées, et qui risquent de rencontrer des problèmes, des difficultés particulières dans l'accès aux nouvelles technologies, elles s'en inquiètent.
La réorganisation, les partages du temps de travail qui sont des pistes essentielles pour nous Socialistes, sur lesquels il nous faut poursuivre notre recherche et notre volonté de faire avancer les choses, ne risquent-elles pas d'aboutir pour les femmes à la création d'emplois à temps très réduit, et donc à salaire réduit aussi, des emplois un peu au rabais ?
On aurait tendance à réserver aux seules femmes, sous prétexte plus ou moins avoué qu'elles ont d'autres tâches familiales à remplir par ailleurs, ces emplois.
Dans un tout autre domaine, la diminution des moyens financiers des collectivités publiques, qu'il s'agisse de l'Etat ou des collectivités locales, freine l'expansion qui avait été rapide dans les dernières décennies de la création de services collectifs dont l'existence est vitale pour permettre aux femmes d'avoir pleinement accès à la vie professionnelle.
Alors dans ces conditions, d'abord on voit se multiplier le nombre de femmes, et en général de femmes seules avec enfants à charge, qui sont dans des situations de détresse extrêmement graves et qui sont acculées soit à vivre d'assistanat, soit à accepter n'importe quel type d'emploi, des travaux sous payés, sous qualifiés, voire des travaux non déclarés; c'est de plus en plus fréquent.
En même temps, et je voudrais insister sur ce point, le discours de la Droite concernant les femmes et leur rôle dans la famille et la société dans ce contexte risque de rencontrer un certain écho, et même un écho certain. On voit bien tout ce qui est contenu dans la volonté de la Droite de revaloriser, de mettre en exergue le rôle de la femme au foyer. On le sait depuis longtemps, c'est une façon de pouvoir considérer l'activité professionnelle des femmes comme une variable malléable à merci, et donc la main d'œuvre féminine comme quelque chose de compressible au gré des besoins de l'économie.
Mettre en valeur le rôle de la femme au foyer, c'est aussi pouvoir à moindres risques réduire encore plus l'engagement de l'Etat et des collectivités publiques dans les dépenses liées aux services que j'évoquais tout à l'heure, gardes d'enfants, soins aux personnes âgées, etc. qui peuvent être assumés alors par la femme si elle est au foyer. J'ai même vu présenter dans certains argumentaires de Droite la présence des femmes au foyer comme un garant du rôle éducatif de la famille, présentée comme un contrepoids au rôle pernicieux de l'Education

nationale.
Et enfin nous connaissons tous le rôle de la femme au foyer dans le maintien d'une forte natalité qui est nécessaire, toujours suivant les mêmes argumentaires, pour faire contrepoids au grave danger de l'immigration.
Toute cette vision s'inscrit en fait dans le refus de tout ce qui est collectif, la mise en valeur de l'individu et du privé au détriment de la société, qui caractérise actuellement le discours de la Droite.
Mais l'ennui, c'est que dans le climat incertain qui est le nôtre, celui de notre société, face aux difficultés qu'elles rencontrent pour s'insérer dans la société, eh bien, cette mise en valeur de leur rôle de mère, de gardienne de la famille, de valeur rassurante, est en quelque sorte ressentie comme valorisante par beaucoup de femmes et je crois que nous devons être très attentifs au danger qui est contenu dans cette vision.
On sait très bien à quelle atteinte aux libertés une telle conception a pu mener. Jacques Chirac a laissé passer le bout de l'oreille quand il a voulu remettre en cause à travers cette vision le droit à l'avortement et même à la contraception. D'ailleurs, heureusement, cela a provoqué un tollé. Mais nous nous trouvons là face à un discours auquel il nous faut être très attentifs et que nous devons combattre par tous les moyens.
Contexte difficile pour les femmes, séduction des discours conservateurs... pourtant nous sommes dans une période de changement profond, de mutation, d'apparition de nouveaux métiers, de nouveaux rôles dans la société qui ne sont pas marqués du sceau de la répartition traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes. Nous sommes dans une période qui pourrait être une chance exceptionnelle pour donner un coup d'envoi nouveau à l'accession des femmes à toutes les responsabilités dans la société.
Je crois que la responsabilité de faire avancer aujourd'hui fortement cette lutte des femmes repose très largement sur nous, Parti Socialiste, premier Parti de France, qui avons toujours mis au cœur de nos engagements, au cœur de notre lutte contre toutes les injustices, cette volonté de faire vraiment des femmes des citoyennes à part entière.
Alors il nous faut réaffirmer nos principes, revenir à nos valeurs, cela a été dit par de nombreux intervenants ici. Cet engagement là, il est au cœur même de l'engagement du Parti Socialiste et il est au cœur même des clivages Droite-Gauche. C'est un test de notre ancrage à Gauche. Il nous faut être pleinement conscient, à tous les niveaux du Parti, du fait que par exemple la participation des femmes à la vie économique du pays, ce n'est pas seulement une variable économique, c'est une valeur; que revendiquer le droit à l'emploi, la qualité de l'emploi pour toutes les femmes, ce n'est pas seulement une question de justice, c'est une question de refuser le gaspillage des forces de plus de la moitié de la nation.
C'est une conviction qui n'entraîne en rien, bien sûr, une condamnation des valeurs de la famille. Nous souhaitons seulement que ces valeurs, ces joies, elles soient partagées également par les hommes et par les femmes.
Sur ces bases, nous avons déposé une contribution où à partir des travaux de la

Fondation Jean Jaurès

Commission nationale des femmes, à partir du travail que font sur le terrain, et j'y insiste, nos camarades responsables fédérales de ce secteur "lutte des femmes" qui ne se sentent pas toujours valorisées, qui ont bien souvent le sentiment de lutter un peu seules dans leur coin, nous avons dégagé quelques pistes de travail. Vous lirez cette contribution, donc je ne veux pas les développer ici. Je veux simplement insister sur les priorités que nous accordons à l'orientation des filles, à la formation, et souligner que dans ce domaine prioritaire, nos élus locaux ont un rôle essentiel à jouer. Je souhaite en particulier que les programmes que nous élaborons pour les élections régionales, maintenant que la région a en charge une grande partie de la formation, prennent en compte très largement cette nécessité d'offrir aux femmes des actions spécifiques qui leur permettent d'être à niveau dans tous les domaines et d'avoir plein accès aux nouveaux métiers ou aux nouvelles technologies.
Je conclus. Cette contribution, et c'est la responsabilité de tous les membres du Comité directeur ici présents qui sont dans toutes les fédérations, nous souhaitons qu'elle soit lue, qu'elle soit débattue dans les sections, dans les fédérations, qu'elle fasse prendre conscience à tous nos camarades de la nécessité d'être extrêmement actifs et vigilants dans ce domaine, de savoir parler aux femmes, ouvrir le Parti aux femmes.
Jusqu'à présent nous avons su faire des propositions qui intéressent les femmes, puisque le vote des femmes en 1981 s'est majoritairement manifesté à Gauche pour la première fois. Cet acquis, nous devons le conserver, nous ne le conserverons qu'en devenant le Parti des femmes, ce qui veut dire dès à présent, puisqu'il y a un Congrès qui se prépare, que chacun dans sa fédération commence à y penser - et dans nos diverses sensibilités nous nous livrons tous à cet exercice - à se demander quelle femme serait susceptible, au moment du Congrès, de prendre des responsabilités dans les sections, dans les fédérations.
D'ailleurs je demande aux camarades femmes, et celles qui sont ici présentes ont déjà fait cette démarche, de commencer à affirmer leur désir d'assumer des responsabilités dans ce domaine.
Et puis bien entendu, Yvette Roudy l'a évoqué avant moi, ce fait que nous sommes le Parti des femmes doit être pris en compte pour les prochaines élections législatives et régionales. Chaque fois qu'il y a eu une élection au scrutin proportionnel, engagement de la 47ème proposition du candidat François Mitterrand, le Parti a su prendre ses responsabilités et appliquer la deuxième partie de cette proposition qui consistait à assurer la présence d'au moins 30% de femmes sur toutes les listes. Nous l'avons fait aux européennes, nous l'avons fait en grande partie pour les municipales, il nous convient de rester fidèles à cet engagement dans les échéances législatives qui se préparent. Ce sera fait au sein du groupe de travail qui réfléchit à la désignation des candidats. C'est l'objet d'une proposition de modification statutaire que j'ai déposée également.
Je crois qu'il est essentiel que le Parti montre à l'occasion des prochaines échéances électorales qu'après tout, qu'il s'agisse des lois de la nation, qu'il s'agisse de gérer les affaires d'une région, les décisions qui sont prises concernent une population composée pour plus de la moitié de femmes. Ces

décisions là doivent être prises par des femmes, sinon elles n'auront ni ancrage dans le réel, ni crédibilité auprès de l'électorat féminin lui-même.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Yves Durand, ensuite Marie-Noëlle Lienemann.

Yves Durand

Mes chers camarades, les quatre années de gouvernement et la situation que nous connaîtrons, quelle qu'elle soit, en 1986 nous poseront nécessairement trois problèmes qui me sont apparus personnellement - et voilà pourquoi je les pose également au Parti dans une contribution - essentiels.
Très brièvement, sans avancer dans la réflexion puisqu'elle se fera dans le lieu et dans le cadre de notre Congrès, je voudrais les poser au Comité directeur.
Premier problème, je crois que nous n'échapperons pas au débat institutionnel. En effet le régime que par ailleurs nous avons condamné et son évolution font qu'aujourd'hui, d'autant plus que nous avons accepté une loi législative, celle de la proportionnelle, il y a de fait accentuation du pouvoir présidentiel.
Il ne s'agit pas, au point du débat où nous sommes, de trancher et de dire si c'est un mal ou un bien, de trancher pour savoir si l'on doit revenir à un régime parlementaire ou si nous devons construire un véritable régime présidentiel, mais il s'agit, je crois, d'affirmer que nous devons, en tant que Socialistes, poser le problème... Nous ne pourrons pas supporter, dans une campagne nationale, qu'elle soit législative ou présidentielle, d'avoir fait une campagne sous le slogan "la Droite vous demande de nous donner le pouvoir, notre objectif c'est de vous le rendre" et en même temps de ne pas poser clairement les problèmes institutionnels, face à la démocratie.
Voilà donc le premier point, qui en complément, d'ailleurs, posera très vite, en 1986, celui de la cohabitation, ce qui évitera sans doute, du moins je l'espère, de poser aux Socialistes et au Parti de faux problèmes, dont celui d'ailleurs de la cohabitation. Il m'apparaît que si le problème de la cohabitation est celui de la Droite pour l'instant, dans la mesure où elle serait majoritaire en 1986, ce qui après tout n'est pas encore une certitude, et celui du Président, je me demande encore en quoi c'est celui des Socialistes et du Parti.
Je crois que là aussi il faudra que nous affirmions qu'il y a bien deux éléments : le pouvoir d'Etat et le Parti Socialiste, qui bien entendu sont complémentaires et luttent pour la même cause, mais à des niveaux différents.
Deuxième problème, nous n'échapperons pas à ce que certains appellent le double langage, dans la mesure où, oui, nous n'avons pas pu ou nous n'avons pas su réaliser toutes nos idées, dans la mesure où un certain nombre de contraintes ont fait que nous avons dû céder du terrain, face à nos adversaires...
Alors, oui, certains d'entre nous peuvent poser, et ils le font, le problème du double langage, et au nom du réalisme, nous disent : puisque ces idées n'ont pas été appliquées, changeons ces idées.
Voilà le second problème qui sera posé au Parti. Je crois qu'il est de fond,

Motchane y a fait allusion tout à l'heure. En ce qui me concerne, et je l'affirme nettement dans la contribution que j'ai signée pour le débat au Parti, s'il - s'agissait d'un Bad Godesberg à la française, je dirais qu'il y a là un problème de fond entre nous, et quant à moi, je le refuse catégoriquement dans la mesure où il s'agirait d'une analyse totalement fausse et différente, en tout cas, de celle qui est faite dans notre déclaration de principe de la société française, dans la mesure où, de fait, elle nierait l'analyse de classe, et dans la mesure également où il s'agirait pour moi d'une fausse analyse de l'échiquier politique, qui permettrait évidemment sous couvert d'une sorte de rassemblement républicain ou démocratique, à ce moment-là du débat, peu importe le qualificatif, ce qui équivaudrait à un recentrage, c'est-à-dire à une remise en cause des valeurs pour lesquelles nous avons toujours lutté, que nous avons inscrites dans tous nos textes et sur lesquelles nous avons été certains d'entre nous élus.

Troisième problème auquel nous n'échapperons pas, c'est le problème du fonctionnement interne du Parti.

Chers camarades, en 1971, le Congrès d'Epinay a à la fois créé un parti qui instituait de fait ce que l'on appelait des courants de pensée, et en même temps, dans ses statuts, interdit les tendances organisées.

C'était un vœu pieux, peut être un souhait ; j'avoue qu'après dix ans, j'ai l'impression que les militants savent ce qu'il en est, que les courants de pensée ou les tendances, c'est bien la même chose.

L'histoire du Parti en 1971, la manière dont nous avons reconstitué, les uns et les autres, l'unité de la famille Socialiste, fait qu'il était possible d'accepter cette sorte de fédération, en quelque sorte, de mouvements Socialistes ralliant des traditions et des histoires différentes, c'était peut-être une nécessité, je n'ai pas envie de revenir sur cette histoire, mais nous sommes en 1981, dix ans après, avec un parti qui participe ou du moins dont certains des membres participent au gouvernement, à l'Etat et à la tête du gouvernement et de l'Etat, et cette multiplicité, cette fédération apparaît beaucoup plus comme un danger d'éclatement que comme une richesse.

C'est d'autant plus vrai, mes chers camarades, que je me souviens - et je ne sais pas si Daniel Percheron est encore parmi nous - d'une Fête de la Rose à Liévin où le Premier secrétaire du Parti Socialiste de l'époque avait lui-même posé ce problème en 1979, si je ne m'abuse, le reposant d'ailleurs lui-même dans une des pages du livre "Ici et maintenant".

Je pense qu'il est temps aujourd'hui que nous réfléchissions sur le fonctionnement de notre Parti, au regard de l'histoire, bien sûr, mais au regard des nécessités d'aujourd'hui et de demain, d'après 1986 et de cette période charnière que sera pour nous 1986/88.

Cela veut dire modification statutaire, certainement, et en ce qui me concerne, je l'engagerai.

Voilà, mes chers camarades, très brièvement, les trois problèmes qui seront posés aux Socialistes et qu'il serait malsain de vouloir éliminer du débat de notre Congrès. Voilà pour quoi je me suis permis, tout à fait modestement, de les poser en signant et en rédigeant une contribution et voilà pourquoi je voulais

aussi modestement engager le débat devant le Comité Di recteur.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Marie-Noëlle Lienemann. Ensuite Lionel Jospin.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, les enjeux du Congrès de Toulouse sont, bien sûr, les enjeux de 1986 : comment gagner ? Comment contribuer à la victoire de la Gauche ? Ils sont aussi plus lointains quant à la recomposition de la vie politique française qui sera inéluctable avec la modification du mode de scrutin.
Le Parti Socialiste sera-t-il capable de s'ancrer durablement ?
Ces deux enjeux rendent impérative une révolution culturelle, un aggiornamento de la Gauche. L'immobilisme, le refus de cette évolution peut préparer des renoncements bien plus graves. La Gauche réaliste, ce n'est pas la Gauche à l'électrocardiogramme plat, ce n'est pas la Gauche dépourvue d'imagination,
Notre insistance commune à parler de notre identité met en évidence la nécessité de préciser cette identité et de l'actualiser. Nous avons trop souvent confondu les valeurs qui font notre engagement à gauche avec des modes d'action, interventions de l'Etat, nationalisations, et qui sont aujourd'hui contestés par les faits et par les nouvelles aspirations de nos concitoyens.
Les mutations profondes que nous vivons ont mis à nu une crise des idéologies, à gauche comme à droite, en tout cas des idéologies telles qu'elles étaient présentées.
En période de forte croissance, les Socialistes européens ont essentiellement mis l'accent sur la redistribution des fruits de cette croissance, en estompant leur vocation plus fondamentale d'ouvrir une nouvelle donne sociale et culturelle combattant les inégalités de chance, les injustices à leur source et contribuant à l'émancipation de tous les hommes.
Nombreux aujourd'hui sont les Français qui s'inquiètent à juste titre de l'émiettement de la société, des risques de dualisme social qui se concrétisent avec la crise. Or, le projet de la Gauche peut répondre à leur attente. Il peut être à nouveau compris et porté par une majorité de citoyens si nous savons concrétiser un double objectif : gagner le pari du dynamisme économique et de la compétitivité, mais associer le plus grand nombre à la vie de la société, à la construction de son avenir en combattant exclusion, marginalisation, injustice.
Autour de ce projet et à condition d'y donner un contenu lisible à travers des arbitrages concrets, sur les grands problèmes d'aujourd'hui peuvent se créer de nouvelles convergences, de nouveaux consensus dans la société française, certainement plus facilement sur le terrain social que sur le terrain politique.
J'ai parlé au début de la recomposition politique à terme. Il n'est pas indifférent que cela soit la Gauche ou la Droite qui construise ces ciments de demain, ces consensus nouveaux. Le terme "consensus" peut faire bondir, mais pendant la troisième et la quatrième Républiques, notons que l'idéal républicain a joué cette fonction. Aujourd'hui, il ne saurait suffire. Si le Socialisme est pour la

République, l'idéal républicain ne recouvre pas l'ensemble de notre projet.
Soyons clairs. Parler de rassemblement n'a de sens que s'il est réellement porté par ses consensus nouveaux. Aussi le Parti Socialiste ne peut affirmer de façon crédible qu'il a vocation d'être moteur, d'être l'axe central de ce rassemblement, s'il ne prend pas à la fois l'initiative d'ouvrir ses listes et de rénover sa pensée, son discours et ses propositions. Le pays attend de nous des arbitrages essentiels.
L'emploi. A la lecture de ce refus de la dualisation et de la recherche de la compétitivité, la raison doit être cherchée autour du thème du partage du travail. Plus personne n'ose affirmer qu'une reprise significative de la croissance permettra de résorber ou de limiter le chômage dans les années à venir et qu'en attendant, nous devons limiter notre action à un traitement social. Il est clair que combattre la montée du chômage suppose un meilleur partage du travail.
Développement du temps partiel avec un meilleur usage des équipements. Davantage de mobilité partout, dans tous les emplois car plus les emplois sont rigides, plus vite sera retardée l'entrée des jeunes ou d'autres dans la sphère productive. Il faut poursuivre les TUC.
Par ailleurs, il y a des propositions à faire pour que les quelques marges que nous réservent la croissance faible et la politique de rigueur soient utilisées de façon imaginative pour l'emploi. Si nous refusons la société duale, nous devrons accepter que c'est l'ensemble des postes de travail qui doit être capable d'évoluer, eu égard aux exigences de la solidarité et de la compétitivité.
Réfléchissons aussi qu'une politique de l'emploi doit être menée dans le temps et, hélas, pas seulement à l'objectif 1986.
Deuxième arbitrage : la solidarité, une réforme du système de protection sociale. Cessons de dire : nous ne toucherons pas à la sécurité sociale. Nous ne toucherons pas à la protection sociale, telle une citadelle qui fonctionnerait admirablement. Nous sommes liés à deux verrous que nous devons lever. Le premier, c'est l'ensemble des coûts. Notre société ne voudra pas inévitablement voir croître les coûts de la protection sociale sans qu'un jour ou l'autre, on atteigne des limites ; les entreprises ne peuvent pas voir le coût de la protection sociale et de la sécurité sociale entraver la compétitivité.
Premier verrou en masse quantitative.
Deuxième verrou : qualitatif. Le système de protection sociale aujourd'hui, le système de sécurité sociale est-il juste ? Permet-il de protéger les plus démunis ? Il fonctionne bien souvent à l'envers de l'esprit de redistribution qui prévaut à son objectif. On ne peut pas concevoir qu'un système de protection sociale qui a permis l'émergence de la pauvreté soit un système de protection sociale qu'il ne faut pas fondamentalement transformer. C'est donc bien une réforme de la sécurité sociale et de la protection sociale qui s'impose.
Je n'ai jamais été de celles qui préconisaient les grandes réformes de structures à tout crains comme étant les seuls leviers du changement, mais peut-être qu'autour de ce thème de la sécurité sociale s'ouvre pour nous une ère nouvelle de la réforme où nous fixerons ce qui doit être du domaine de l'Etat, de la collectivité publique, de l'intervention publique, et ce qui doit être réservé à la part individuelle sociale. C'est peut-être un bon exemple pour une nouvelle

répartition des rôles entre l'un et l'autre, car je trouve inacceptable qu'on ait pu trouver normal l'accord UNEDIC qui pénalise les chômeurs en fin de droits. On peut s'interroger en se disant que les syndicats n'organisent pas les chômeurs et qu'il y a peut-être problème pour qui peut les représenter.
Je crois qu'autour de ce thème de la rénovation du système de protection sociale, on peut trouver un levier nouveau de changement de notre société conforme à nos objectifs.
Le thème du partage du savoir est, je crois, central. La formation et l'éducation, c'est de tradition chez les Socialistes mais plus encore aujourd'hui.
J'ai manifesté au Bureau du Parti mon accord avec le rapport du Collège de France. J'ai manifesté aussi depuis longtemps mon accord avec la démarche qui avait été engagée par Alain Savary, visant à penser que l'essentiel partait du terrain, de l'engagement concret des uns et des autres et je crois que le discours actuel de Jean-Pierre Chevènement constitue un recul et un frein, car il conforte les immobilismes les plus frileux les retours en arrière les plus conformistes. Je n'insisterai pas aujourd'hui sur ce thème pourtant fondamental. Nous aurons l'occasion d'aller au fond, je crois, lors d'un colloque qui est organisé à l'initiative pas vraiment du Parti, mais du Parti pris largement ; de toute façon, ce débat, nous l'aurons au fond au Congrès.
Quatrième thème et dernier thème que je crois essentiel dans les arbitrages actuels, c'est le problème du développement de l'initiative du partage du pouvoir et de l'initiative.
Se trouve ici posé le problème du dynamisme économique. Nous n'avons jamais été ceux qui prenions la rigueur strictement comme une purge de l'économie française. Il s'agissait de mener parallèlement une politique de rigueur et une politique de recherche du dynamisme économique. Des initiatives législatives ont été prises. La loi sur l'initiative économique est, certes, un moyen pour l'aide à la création et à l'amélioration dans les PME PMI, ce qui a constitué des avancées concrètes.
Sommes-nous en mesure aujourd'hui d'en tirer un bilan? Sommes-nous en mesure de faire des propositions qui vont plus loin pour que notre économie redonne un second souffle, retrouve un second souffle dans son dynamisme entreprenarial? Il y a des propositions à faire dans le domaine de la fiscalité des entreprises, nous aurons l'occasion de le faire dans notre contribution. Mais je voudrais dire qu'à travers ce sujet les Socialistes doivent s'interroger sur le partage de l'initiative. Devrons-nous considérer comme inéluctable que la place des entrepreneurs et que ceux qui ont des initiatives dans ce pays soit toujours réservée à une petite minorité toujours les mêmes ?
Nous ne pouvons pas abandonner le thème des fonds salariaux ou d'autres initiatives qui doivent permettre d'ouvrir plus largement l'accès aux choix sur l'investissement, à la création d'entreprises, à une frange beaucoup plus large et beaucoup plus dispersée de la population.
Je termine là. Partage de l'initiative locale, partage du pouvoir par un désengagement de l'Etat dans certains secteurs au profit d'interventions contractualisées des partenaires sociaux, d'espaces contractualisés, mais aussi

pour une clarification des missions de l'Etat.
Pas de faux débat entre nous, entre ceux qui seraient pour l'Etat et ceux qui seraient contre l'Etat, mais ne travestissons pas non plus, peut-être, des divergences réelles.
Nous, nous pensons que l'Etat doit être celui qui fait faire, et pas l'Etat qui fait. L'Etat doit être celui qui oriente, et pas forcément celui qui gère et qui administre.
Je crois que cette tradition est tout à fait réelle aussi dans le mouvement Socialiste et qu'aujourd'hui elle doit être certainement un des axes de la rénovation de notre pensée.
Alors, plus qu'un catalogue de propositions, c'est une recherche d'axes forts qui doit guider nos arbitrages, que le Congrès doit proposer à l'ensemble des forces populaires en essayant d'associer l'ensemble de ces forces à la réalisation de ce qui doit être le contrat pour l'avenir du pays, car quel sens aurait notre acte de foi sur "pas d'alliance à droite" et notre acte de foi sur "le Parti Socialiste doit être un pôle de rassemblement" si nous ne nous donnions pas les moyens d'associer le plus largement les forces populaires à la réalisation de ce contrat pour l'avenir du pays ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, nous tenons aujourd'hui notre premier Comité directeur de préparation du Congrès. Nous en tiendrons un autre fin juin-début juillet, qui sera un Comité directeur normal - mais qui aura peut-être à examiner certains points qui touchent à la préparation du Congrès, bien qu'il ne fasse pas partie, officiellement, de la procédure et nous tiendrons évidemment le second Comité directeur de synthèse les 24 et 25 août, je crois.
Les tâches de notre Congrès, telles que nous les voyons, je crois, les uns et les autres : il s'agira pour nous, bien sûr, d'adopter l'orientation que se fixeront les Socialistes pour les deux années suivantes, 1986-1987, et, sur la base de cette orientation, d'élire nos directions de sections, fédérales et nationale. Cela, c'est un Congrès classique.
A cela s'ajoutera - et c'est sans précédent depuis 1971 - la nécessité d'une discussion de caractère programmatique. Effectivement, depuis 1971, ces débats ont toujours eu lieu à un autre moment, ils ne se sont jamais confondus avec un Congrès ordinaire. Je ne tranche pas ici, à l'aube de ces discussions, la question de savoir si ce programme, ce contrat, cette plateforme, nous l'adopterons formellement dans le Congrès, ou après - c'est une question dont la direction débattra - mais de toute façon nous aurons, dans le Congrès, à aborder une autre perspective de temps, qui n'est plus celle à deux ans, mais qui est celle à cinq ans, pour la nouvelle législature, 1986-1991.
Nous aurons donc deux temps devant nous, et je dirai aussi peut-être deux publics à qui parler, même si, dans un Congrès, nous devons toujours parler à

Fondation Jean Jaurès

nos adhérents et au pays.

- Nos militants, bien sur, dans l'orientation que se fixent les Socialistes.
- Et puis, plus encore peut-être que jamais, la population, les citoyens de ce pays, dans la préparation de notre programme pour la bataille législative.

Enfin, même si ce n'est pas au Congrès, formellement - encore que, là aussi, ce soit une question qui est en discussion entre nous actuellement, et que je ne veux donc pas, de cette tribune, trancher tout seul - que nous procéderons à la désignation de nos candidats - mais certains le proposent - il est clair, et cela a été évoqué dans plusieurs interventions, que ce problème de la désignation de nos candidats, dans un nouveau mode de scrutin, interférera à certains égards avec la préparation de ce Congrès.

D'où sa complexité, l'ampleur de ses taches, et la nécessité absolue pour nous d'essayer, dans la liberté qui doit prévaloir pour nos débats, de le bien maîtriser.

Le caractère de notre débat, jusqu'au Congrès : il doit être celui d'une totale liberté. La liberté de pensée, la confiance qu'on a dans notre formation politique de pouvoir y parler librement, doivent être absolument la règle, et ne croyez pas qu'au moment où cette discussion s'amorce, pour telle ou telle raison, le Premier secrétaire que je suis va aller dire aux militants, ou aux responsables : "N'exprimez pas ce que vous pensez !" Non. N'ayez pas cela en tête. Je le dis - contre peut-être, parfois, des procès d'intention - je souhaite que la liberté des militants du Parti et de ses responsables soit totale dans ce débat et c'est à chacun, bien sûr, de faire preuve dans ce débat - mais à chacun librement, pas sur la base d'une décision ou d'un rappel qui serait formulé d'en haut... d'ailleurs, en haut, ici, nous y sommes tous ! - d'esprit de responsabilité.

Je crois aussi qu'il faut, dans ce débat, garder le respect des uns et des autres. Peu y ont manqué jusqu'ici, mais quelques-uns en ont eu la tentation et, comme je leur en ai parlé, comme je leur ai dit que je l'évoquerai au Comité directeur, je veux en dire un mot.

Je suis pour la liberté des bulletins qui s'expriment, je n'ai pas à contrôler le style politique des rédacteurs, chacun a son sens de la formule, de la polémique - elle peut même s'accepter entre nous - chacun a son style rédactionnel. Mais je crois qu'un certain nombre de choses qui ont été écrites, dans la dernière période, dans le bulletin AGIRS, qui représente l'expression collective et nationale - j'avais cru d'abord que c'était une défaillance départementale - qui représente les analyses de la pensée de ceux qui étaient le courant 3, avant la motion de synthèse de Bourg-en-Bresse, ne sont pas acceptables.

Je ne fais aucune opposition à ce qu'elles soient écrites, mais j'ai dit à ces camarades que je les considérais comme non acceptables, que, si elles devaient se poursuivre de cette façon, je pensais que c'était malsain, dangereux pour le Parti, que nous ne devions pas nous parler ainsi et que, personnellement - je le dis ici solennellement - j'en ferais un élément décisif, au moment où s'ouvre ce Congrès, de la question ou non de la synthèse.

Il n'y a pas que le fond des positions, il y a la façon dont on les exprime.

Le dernier numéro de ce bulletin était titré : "Une direction paillasson !"... direction à laquelle ces camarades participent !

Je n’accepterai jamais, en tant que Premier secrétaire du Parti, d’être traité et que la direction à laquelle je préside soit traitée de "direction paillasson" ! J’ai d’ailleurs trop le respect de ceux qui y participent - notamment de l’ancien courant 3 - pour l’accepter.
On parle, dans un autre bulletin, des "germes", des "premiers signes de stalinisme" qui se développeraient dans le Parti.
Chers camarades, ceux qui ont le respect de l’histoire, des millions d’hommes et de femmes qui ont été assassinés, brutalisés par le stalinisme, savent qu’il faut se méfier des mots et qu’il faut les utiliser à bon escient !
Alors, je l’ai dit à ces camarades quand je les ai reçus, comme j’ai reçu tous les responsables ou les animateurs de ces courants, dont on a parlé tout à l’heure, du Bureau exécutif, dans la préparation du Congrès : ils sont libres de formuler toutes les critiques, mais, s’il vous plait, qu’ils nous respectent, car en nous respectant, ils se respectent eux-mêmes !
(Applaudissements)
La nature de mon intervention maintenant, et c’est le dernier mot de cette introduction à ce que je veux vous dire aujourd’hui : je ne vais pas présenter la contribution dont je suis le signataire, avec d’autres membres du Bureau exécutif, car elle vous a été distribuée - de façon un peu anonyme mais cet anonymat a été corrigé par notre président, Claude Estier - mais je vais m’inspirer de sa méthode, proche d’ailleurs de celle qui a été évoquée par certains d’entre nous dans le débat, qui est une méthode visant à ouvrir un débat. Contribution au débat, donc volonté d’ouvrir le débat, et vous avez vu notamment que nous avions souvent procédé par questions pesées auxquelles nous tentions d’apporter des premières réponses, réponses qui peuvent être ouvertes et confrontées avec d’autres.
Je vais donc m’inspirer de cette méthode et, bien sûr, des prises de position qui sont les siennes sur les problèmes politiques.
Je vais aborder trois questions dans mon intervention.

- Le problème du Parti.
- Le problème de la stratégie politique.
- Et un certain nombre de problèmes politiques qui me paraissent être posés, soit dans la période, soit pour le Congrès qui vient.

Exceptionnellement - parce que généralement on traite de ce point à la fin - je commencerai par le Parti, d’une part parce que c’est son Congrès qui est discuté aujourd’hui, d’autre part parce que des interrogations sont formulées à propos de son rôle, de son action, de ses défaillances supposées ou réelles, et puis enfin parce que je crois que le Parti représente notre permanence à tous. Quelles que soient nos fonctions, quel que soit notre rapport au pouvoir, c’est le Parti qui nous a, les uns et les autres, rassemblés dans notre diversité individuelle.
En ce qui concerne le Parti et le ton que l’on doit adopter entre nous - à cet égard ce que je voudrais dire maintenant n’est pas du tout de la tonalité de ce que j’ai dit avant, non pas à propos des camarades dont j’ai parlé, parce que j’ai beaucoup d’estime et d’amitié pour eux, mais à l’égard des égarements auxquels un rédacteur s’est laissé aller - j’ai envie de dire à Michel Rocard, après avoir

entendu son intervention et lu attentivement le script de son intervention à RTL, et après avoir entendu son intervention de ce matin au Comité directeur, j'ai envie de lui dire - c'est plus une envie qu'un conseil... me permettrais-je un conseil ? - Michel, tu devrais parler à ton Comité directeur comme tu as parlé à RTL, si c'est ta pensée, et tu devrais parler à RTL comme tu as parlé au Comité directeur, si c'est là ta pensée.

Si tu faisais cela, dans cette circonstance comme dans d'autres circonstances, beaucoup de ce que tu dis parfois, dans des conversations ou même publiquement, être le malaise de tes réactions, de tes relations avec ton propre Parti, toi qui es un Socialiste authentique depuis tant d'années, serait, je pense, dissipé.

En ce qui concerne les problèmes de fond, je n'ai pas à revenir ici sur ce qu'a dit Bertrand Delanoë à propos des partis.

Bien sûr, les partis sont des instruments imparfaits, nous le savons, et en même temps nous savons qu'ils sont les instruments les plus utiles à la démocratie, même si d'autres formes d'organisation, d'autres formes d'expression, d'autres institutions humaines existent.

Nous savons - je l'ai dit à l'Assemblée Nationale, Pierre Joxe le disait également - qu'un critère simple montre que, quand la dictature naît, les partis meurent, et quand la démocratie revient, les partis, automatiquement, refleurissent et réapparaissent.

Donc, je crois qu'il ne faut pas se laisser aller dans nos rangs, même si nous connaissons l'imperfection des partis, à cette critique des partis qui n'est pas, je crois, la tradition de la Gauche, ceci d'autant plus que la Droite et la Gauche vivent cette question d'une façon différente. En aucun cas des militants de gauche, particulièrement quand ils son engagés dans un parti, ne peuvent poser le problème de la mise en cause des partis comme le font un certain nombre de responsables de droite, parce que nous ne vivons pas le rassemblement des hommes et des femmes qui s'engagent dans la cité, parce que nous ne vivons pas la démocratie, parce que nous ne vivons pas le rapport des individus, des responsables, des chefs politiques au pouvoir et à leurs concitoyens, fondamentalement - pour des raisons de culture, pour des raisons de morale, pour des raisons de tradition - comme les vit la Droite.

En ce qui concerne maintenant notre Parti, j'ai l'impression que dans plusieurs interventions - notamment celles que j'évoquais à l'instant, mais aussi dans d'autres, celle de Marie-Noëlle Lienemann, celle de Finel - on mélange, dans la discussion à propos de ce qu'il a fait, de ce qu'il a réussi, de ce qu'il a moins bien réussi, des plans bien différents.

Certains arguments peuvent être effectivement appliqués, à tort ou à raison, et la direction peut répondre, surtout qu'elle est collective, certains arguments peuvent être appliqués à la direction du Parti. On peut lui dire : "Vous avez fait mal, ou insuffisamment bien, telle ou telle chose."

Mais d'autres sont des problèmes - et je le montrerai dans un instant - qui relèvent en réalité de l'histoire même du Socialisme français, qui sont des données sociologiques, ou politiques, ou culturelles qui pèsent sur nous, que

Fondation Jean Jaurès

certes on peut relativement infléchir ou redresser, mais qui ne peuvent pas être sérieusement imputées à la direction actuelle du Parti, ni depuis 1981, ni même peut-être depuis 1971. Depuis 1971, évidemment, c'est plus long pour agir...
Sur le problème de l'adaptation, bien évidemment le Parti s'est adapté, et à mon avis plutôt bien, au passage de l'opposition au gouvernement et aux responsabilités du pouvoir.
Et d'ailleurs, dans la contribution que je signe, nous évoquons très précisément ce problème de la culture d'opposition et de la culture de pouvoir, ou encore de la culture de gouvernement.
Je crois être peut-être celui qui, par mon intervention devant le séminaire des Premiers secrétaires fédéraux, qui a été diffusé ensuite largement dans le Parti, a essayé de poser peut-être le plus clairement - mais on peut contester mon analyse - cette question et cette question du mythe de la révolution qui pesait sur l'histoire de la Gauche.
Alors j'admets tout à fait cette nécessite de l'adaptation et je crois que nous l'avons fait. Je crois aussi bien sûr des insuffisances, que nous connaissons des problèmes de recrutement, des problèmes de score électoral... j'y reviendrai dans un instant.
Mais il n'y a pas fondamentalement de crise du Parti Socialiste.
Si l'on tient compte de la difficulté des temps, du caractère relativement impopulaire de notre politique, et à certains égards inévitablement impopulaire, si l'on tient compte d'un certain nombre de leçons de l'histoire du Socialisme quand celui-ci venait au pouvoir, je pense qu'on peut dire qu'il n'y a pas de crise du Parti Socialiste.
Il a peut-être connu un insuffisant rayonnement, un insuffisant développement mais de crise, certainement pas.
Je voudrais vous rappeler qu'à d'autres périodes de notre histoire, le Parti Socialiste a éclaté littéralement. Je voudrais rappeler qu'à d'autres périodes de notre histoire, s'est opérée effectivement une véritable dichotomie, une véritable schizophrénie entre le Parti d'une part, et le pouvoir d'autre part.
J'y reviendrai... ça n'est pas le cas actuellement.
Je voudrais dire que si même nous avons des problèmes de recrutement, nous sommes certainement moins concernés par ce problème d'effectifs que ne le sont, en France, les organisations syndicales, toutes les organisations syndicales y compris celles qui, à certains moments, avaient la tentation de donner la leçon aux Partis.
Je voudrais dire enfin que notre Parti n'est pas si affaibli que cela électoralement. Evidemment, si on analyse la naïveté politique ou la rouerie politique de vouloir confronter les résultats électoraux du Parti au score des législatives de juin 1981, c'est-à-dire au score de 37%, on peut évidemment établir un diagnostic d'effondrement électoral. Mais, chers camarades, qui pense sérieusement maintenant à cela ?
Sur ce plan, il faut dire qu'on a changé et sur ce plan, je crois que c'est bon qu'on ait changé. D'ailleurs, j'ai été un des premiers à dire - y compris au Congrès de Valence - qu'il fallait ne pas faire preuve de trop d'arrogance

intellectuelle... si on n'a pas cela en tête...
Rappelons, chers camarades, que le score du Parti dans son histoire atteint, au niveau des élections présidentielles de 1981, au premier tour, dans une véritable bataille - un score légèrement inférieur à 26%. Et que, après avoir reculé dans les cantonales et maintenu un score important en 1982... mais on avait à l'époque bien résisté au moment des européennes même si le score commençait à devenir inquiétant, mais c'était à peu près un score égal à celui de François Mitterrand au premier tour des élections présidentielles que nous avons eu pour les cantonales.
Et si on ne croit pas que, par la vertu de l'ébranlement physique donnée par l'élection de François Mitterrand au moment des élections qui ont bouleversé le paysage politique, si l'on ne croit pas que le Parti Socialiste en réalité se trouve par magie à 35% et que c'est son incapacité qui le ramène à 25 ou 26%, on aura une analyse plus réaliste. Certes un peu ennuyeuse, inquiétante, très lucide mais une approche quand même plus modérée de ce que certains appellent la crise du Parti Socialiste.
L'un d'entre nous dont je ne citerais pas le nom, dans une conversation aujourd'hui... je ne dirai pas son nom compte tenu de l'importance de ses fonctions... et ce, pour ne pas l'embarrasser... l'un d'entre nous me rappelait ce que je sais. Il disait : "vous savez, chers camarades, si on compare la façon dont le Parti Socialiste français vit l'épreuve du pouvoir, continue à essayer de faire vivre en son sein une vie politique démocratique, une vie politique dans laquelle le Parti continue à exister, continue à dire..." eh bien, je pense que si on compare notre vie et notre existence par rapport à la vie d'un certain nombre de Partis Socialistes européens et internationaux que je ne vais pas citer par diplomatie parce que je rencontre souvent leurs leaders... je pense que s'il y a crise, il faudrait plutôt regarder dans d'autres sections du mouvement Socialiste Européen ou international plutôt que trop étroitement chez nous.
Enfin, chers camarades, je crois qu'il ne serait pas sérieux - car j'ai vu cette tentation s'esquisser et je la crois plus habile que réaliste - la tentation qui consisterait à dire : qu'il n'y aurait pas de rapports entre la politique menée par les Socialistes au pouvoir depuis 1981 et le score du Parti Socialiste.
Chers camarades, j'ai soutenu cette politique et je continue à la soutenir.
Quand je souhaite qu'on l'infléchisse... et si le Parti me donne un mandat clair, je le transmets, je m'efforce de le transmettre... mais enfin, faire croire qu'il y aurait la politique du gouvernement dont on dit tantôt qu'elle est bonne, et tantôt qu'elle est moins bonne et que tous les problèmes dans l'opinion s'exprimeraient strictement et uniquement...
Je voudrais aussi tordre le cou à cette image évoquée par certains d'un parti dogmatique face à un gouvernement pragmatique.
Je la crois fausse et quand j'ai écouté Bernard Derosier, je crois qu'il l'évoquait plutôt comme un risque que comme l'analyse qu'il faisait de la réalité. Certains n'ont pas eu cette prudence que je partage. Je crois effectivement que le risque peut exister alors que j'ai entendu pendant la préparation de ce Congrès que c'était la réalité.

Alors, chers camarades, je ne sais pas si c'est la réalité mais c'est en tout cas le contraire de ce que j'ai voulu faire... difficilement en tant que Premier secrétaire avec les autres dirigeants du Parti et pensant moi-même dans ce sens depuis 4 ans.
Il y a ici un ancien Premier Ministre qui sait comment l'on travaille... le Premier Ministre, actuellement, m'a demandé de l'excuser pour aujourd'hui mais il pourrait porter le même témoignage. Nous travaillons ensemble. On s'est justement efforcé de dépasser cette espèce de malédiction en forme de programme minimum, programme maximum, confronté dans l'actualité.
Cette malédiction qui avait pu peser sur certaines époques du mouvement Socialiste. Au contraire, on a essayé de faire en sorte que le Parti tienne compte à maximum de la pratique gouvernementale en même temps qu'il est souhaitable de rappeler au gouvernement que le mouvement inverse doit être fait et, que lui-aussi, doit peut-être tenir compte des valeurs et des principes du Socialisme.
Je ne dis pas que nous avons réussi totalement mais je crois qu'on ne peut pas caractériser l'action du Parti depuis 4 ans, comme celle d'un parti dogmatique, discoureur cependant que le gouvernement serait, lui, sur le terrain du pragmatisme.
Je voudrais rappeler jà cet égard d'ailleurs - et j'aurais l'occasion d'y revenir - qu'en ce qui concerne la politique suivi par le gouvernement, j'ai été un des premiers à dire dans le Parti clairement que nous avions infléchi notre politique. Etait-ce le mot juste ?
Je n'en sais rien.
J'en proposerais plutôt un autre : celui de l'adaptation. A l'époque, c'était déjà pas mal de le reconnaître.
Le nombre des adhérents, avons-nous dit, est faible. Il est faible, c'est vrai. Il est faible mais en quoi cela peut-il être imputé strictement à la direction du Parti ?
Certes, si nous étions plus actifs, et rayonnants, si la politique du gouvernement était plus attractive... peut-être aurions-nous plus de militants mais le nombre des adhérents du Parti Socialiste, historiquement, en France, est faible... tout comme d'ailleurs le nombre des adhérents dans les Partis en France et généralement plus faibles qu'ailleurs.
On sait tous que c'est une vieille question historique qui concerne aussi le monde syndicale, le monde des coopératives, le monde associatif, et qui caractérise une certaine attitude des Français - de même qu'elle caractérise aussi une situation du mouvement social ou du mouvement ouvrier, disait-on, avant qu'il y ait une séparation entre le syndical et le politique qui, par définition, et c'est ce qui fait la masse des grands partis de caractère sociaux, démocrates.
Alors, chers camarades, ces choses sont tellement évidentes qu'on devrait quand même faire déclarer l'application… (inaudible)...
Autre question abordée aujourd'hui : c'est le problème de la gestion à court terme et des idées et des propositions que le Parti Socialiste devrait faire sur le long terme pour se différencier du gouvernement.
A certains égards, nous avons quand même tenté de le faire. Des réflexions

Collection Jean-Jaurès

comme celles des acteurs du changement, la Convention sur la modernisation, les positions que nous avons prises sur le problème aussi fondamental au regard des principes que la flexibilité.
Là, nous avons opposé les principes à maintenir à la réalité qui y conduisaient parfois a les infléchir et à les transgresser.
Il y a une série de colloques qui ont été faits par l'ISER... je pense aux problèmes de la République aussi; au Congrès que nous allons tenir en juin.
Il y a aussi une autre série de réflexions que nous avons menées collectivement depuis 4 ans, qui montrent que nous avons esquissé ce travail de réflexion avec une perspective plus longue.
Je crois, chers camarades, qu'il ne serait pas sage politiquement de pousser trop loin cette distinction et de penser que les problèmes du Parti seraient résolu si, lui, se spécialisait dans la proposition à long terme pendant que le gouvernement ferait la gestion à court terme.
Je craindrais bien que, dans cette affaire, on reconstitue, un autre risque de schizophrénie.
Et puis, je voudrais vous dire aussi que pour ceux qui vivent dans les sections, qui gardent bien le contact avec leurs sections, ils savent que les militants se préoccupent pas seulement de bien vouloir discuter sur des questions à long terme, mais se préoccupent des questions immédiates et concrètes politiques que se posent les gens autour d'eux, et qui ne pourraient pas se contenter d'un demain... sans parler du problème que pourrait poser, devant l'opinion, le fait que le gouvernement soit en scène en train de parler de rigueur cependant que nous, nous parlerions déjà de la croissance retrouvée... ou bien que le gouvernement soit obligé d'être plus prudent, plus modéré peut-être sur la gestion des entreprises nationalisées cependant que nous, nous ferions déjà vivre les thèmes de l'an 01 ou ceux de l'autogestion.
Alors comment, dans un discours auquel on a parfois reproché son manque relatif de cohérence, comment pouvoir nous parler du futur, cependant que le gouvernement parle du présent ?
Et puis j'ai eu l'impression parfois, en entendant certains d'entre vous, que vous nous parliez beaucoup du discours qu'il aurait fallu changer, mais que vous ne disiez pas toujours grand chose de la pratique pour savoir ce que l'on peut changer et si l'on doit changer quelque chose, et quand je dis la pratique, c'est celle, collective, des Socialistes avec la dimension du gouvernement.
J'ai l'impression donc que peut-être certains d'entre vous n'ont pas été toujours assez attentifs à tout ce que fait le Parti, et j'ai eu l'impression qu'il y avait comme une petite malignité aimable dans l'intervention que faisait Poperen ce matin quand il disait : vous avez vu tout ce que fait le Parti. Vous avez lu mon rapport d'activité. Est-ce que vous avez beaucoup de questions à poser, de suggestions à faire ? Pour constater qu'il n'y en avait, plus...

Jean Poperen - Je m'admirais moi-même.

Lionel Jospin - Je te rejoins dans ta satisfaction dont j'avais compris la

signification.
Je parle des questions que j'ai entendues. Je n'avais pas préparé d'intervention préliminaire, je n'interviendrai que sur la base de ce qui se dira dans ce Comité directeur car c'est cela, avoir une vraie discussion. Pour le reste, si j'ai des idées que je partage avec d'autres et que je partage avec beaucoup d'entre vous, elles sont dans ce texte que nous vous proposons.
Je voudrais donc aborder le problème de l'élection de nos Directions nationales et départementales. Je crois que là encore ce n'est pas tout à fait rendre compte de la réalité que de faire croire que le choix est entre une pure cooptation qui serait celle que nous pratiquerions, et c'est vrai qu'il y a des éléments de cooptation même s'il y a vote, et la liberté totale des militants.
Dans une grande organisation qui ne peut pas pratiquer la démocratie directe, eh bien, il y a des formes de représentation, et toute forme de représentation établit un rapport entre ceux qui sont déjà là et ceux qui aspirent à être entre le centre et la périphérie. La représentation dit toujours démocratie, vote libre et toujours élément de cooptation.
Je voudrais d'ailleurs faire remarquer que, comment peut-on logiquement répondre - et je suis tout à fait sensible à la demande de l'équité ? Quelle est la réponse que le Parti doit faire et que la direction du Parti doit faire à cette demande.? Doit-elle être positive et claire puisque l'un d'entre nous ce matin, disait qu'il faudrait respecter l'équité ?
Mais comment peut-on pratiquer l'équité et se livrer au vote totalement libre des militants ? Est-on bien sûr que dans telle fédération où existe telle majorité et tel député sortant spontanément les militants seront équitables ?
Réfléchissez à cette question avant de trouver, avec nous, le bon dosage sur la pratique de la démocratie.
Je voudrais d'ailleurs aussi rappeler qu'il y a une autre règle entre nous qui a été un peu oubliée dans certaines interventions, c'est que les désignations dans le Parti, théoriquement elles ne se font pas d'abord par la cooptation, elles se font pas des votes sur des textes, par des motions d'orientation dans lesquels les hommes et les femmes, les responsables présentent des idées et des propositions.
Eh bien, je constate et cela nous est confirmé rétrospectivement par Michel Rocard plus publiquement qu'il ne le disait à l'époque effectivement qu'il y avait des idées différentes au moment du Congrès de Valence, et même au moment du Congrès de Bourg entre nous, et pourtant il n'y a pas eu de motions différentes.
S'il y a des idées différentes et pas de textes différents, cela rend plus compliqué le fonctionnement de la démocratie dans le Parti compte tenu de ce que sont ses règles.
(Applaudissements)
J'ai tendance à penser que s'il y a accord entre nous, il est logique qu'il y ait motion commune ; s'il y a désaccord entre nous, et ces désaccords sont parfaitement légitimes, il est plus normal qu'il y ait des motions différentes, les motions différentes dans le débat du Congrès, et je m'arrête là, car nous ne sommes qu'à la phase de la contribution qui n'entraîne pas le vote, n'excluant

Fondation Jean Jaurès

nullement que celles-ci puissent déboucher sur une synthèse et donc sur un texte unanime à l'issue du Congrès.
Ce qui aurait pu être valable pour le passé me parait être encore valable pour le présent.
Ceci dit, moi je suis ouvert à n'importe quelle approche du Congrès et du problème de notre unanimité.
De la même manière, je dirai un mot du problème de la désignation des candidats qui d'une certaine façon est lié. J'ai déjà dit au dernier Comité directeur que pour moi le problème de la proportionnelle ne posait pas le problème de la stratégie. Le problème de notre stratégie est posé quel que soit le mode de scrutin, bien que je puisse admettre que tel mode de scrutin peut induire des conséquences légèrement différentes de telle autre, mais le problème de la stratégie il existe en raison du rapport droite gauche actuel dans la vie politique française, rapport que j'espère bien nous modifierons.
Par contre, je crois que la proportionnelle pose un problème extrêmement clair, j'en suis entièrement d'accord avec Michel Rocard, celui de la maîtrise des processus de désignation, maîtrise collective par le Parti. C'est vrai.
Etant donné ce qu'est toute société humaine, et nous sommes une société humaine, étant donné ce qui a été le degré d'engagement de travail, de réalisation d'un certain nombre de nos militants et de nos élus, étant donné qu'il est difficile d'intérioriser le fait que les électeurs pourraient ne pas vous choisir malgré la réalité brutale des rapports de force tels qu'ils se sont inscrits dans les derniers résultats et qu'on ne supporte pas le fait que ce soit les militants qui soient obligés de faire des choix entre les députés, je pense qu'il y a un problème et il faut donc, si nous voulons maîtriser ce mode de scrutin mieux que ne le maîtriseront les autres forces politiques, et notamment celles de droite, y veiller et je pense que c'est une question décisive du prochain Congrès.
Je ne voudrais pas personnellement qu'on arrive à dominer les problèmes politiques, soit que nos positions soient différentes et qu'on les assume pour trancher par une majorité, soit qu'on rapproche nos points de vue et qu'on arrive à une unanimité, et que l'on ne maîtrise pas les problèmes des hommes et des femmes dans leurs rapports au problème de la désignation, car je pense qu'alors, le risque serait considérable, majeur dans le Parti, et je propose donc que, collectivement, le Comité directeur, que tous les Premiers secrétaires fédéraux que nous allons réunir au mois de juin, à partir de la réalité de ce Comité directeur, comme pour tous les membres du Bureau exécutif et les animateurs du Parti, nous ayons effectivement la volonté de maîtriser ce processus. Cela exigera un effort collectif.
J'y veillerai et nous commencerons déjà par essayer de préparer, dans un groupe de travail qui a tenu sa première réunion présidée par Jean Poperen, une procédure de désignation unanime qui tienne compte de l'équité ; nous devrons trouver l'équilibre ensemble, car il n'y a pas d'arrière pensée sur la question et nous savons qu'il faudra débattre ensemble de tout cela.
Oui, il faut une représentation équitable et, personnellement, en tant que Premier secrétaire, sans vouloir que tous les problèmes humains, politiques, pèsent sur

mes épaules, dans la part que je prendrai aux décisions collectives, et seulement dans cette part, je m'efforcerai de faire en sorte que nous maîtrisions tout cela et que chacun ait conscience de cette obligation.
Les courants ? Le problème a été évoqué. D'un mot, je dirai que ma philosophie est simple : je suis pour la négation des courants si les courants ont disparu, je suis pour les prendre en compte, s'ils existent. Je suis contre faire semblant qu'ils n'existent pas quand ils existent, parce que je crois que les prendre en compte quand ils existent est plus honnête, plus réaliste et nous permet de mieux dominer les problèmes.
Ai-je besoin d'en ajouter plus ? Je ne crois pas.
Les nouvelles formes de militantisme. Cela aussi a été abordé par notre camarade Finel et nous abordons nous-mêmes ce problème dans notre contribution assez longuement, car nous sommes sensibles à cette préoccupation, parce que tel ou tel d'entre nous avons aussi ces autres formes d'engagement quand nous en avons le temps.
Mais je voudrais dire que cela a toujours existé ces formes associatives, le militantisme de proximité, dirait, je crois Gérard Delfau, ce n'est quand même pas une invention des années 1960, ni même 1980.
Je dois dire aussi à Patrice Finel qu'il est plus facile d'aller de A à B, comme tu disais tout à l'heure quand on se réunit pour arracher tel dissident au geôles de l'Union soviétique ou tel militant des droits de l'Homme à telle geôle en Uruguay que quand on a comme vocation, comme un parti politique, de transformer l'ensemble de la société ! Les critères d'appréciation sur l'efficacité sont, dans le deuxième cas, convenez-en, plus difficiles à mesurer.
Mais nous, le choix que nous avons fait, ce n'est pas ce choix exclusif d'une forme de militantisme également exclusif. Alors, respectons tout cela, soyons capables de travailler avec ces hommes et avec ces femmes aidons les quand nous avons des responsabilités, efforçons-nous aussi de donner une perspective politique dans laquelle ils puissent se reconnaître sans les mettre en tutelle, mais de grâce, ne faisons pas la théorie des formes de militantisme qui seraient plus nobles quand elles ne sont pas les nôtres.
Voilà ce que je voulais dire... Non, j'oubliais un dernier problème, le problème de la place du Parti dans la future bataille politique, cette question ayant été également évoquée.
Je suis, chers camarades, pour l'ouverture. Des comités de soutien, suggestion extrêmement généreuse faite par Louis Mermaz, dont j'ai tout à fait apprécié l'intervention ce matin, marquée au coin du bon sens et de l'humour, qualités non contradictoires, je suis pour l'ouverture, non seulement des Comités de soutien, mais même des listes du Parti Socialiste ; je suis pour l'ouverture du Parti à des thématiques, à des hommes et des femmes qui peuvent le renforcer et qui peuvent seulement vouloir se battre avec lui hors de l'échéance électorale et dans l'échéance électorale.
J'aurais tendance, par une espèce d'honnêteté, renforcée par le scrutin à la proportionnelle, à vouloir mesurer l'ouverture à l'aune de la représentativité de ceux qui demandent l'ouverture. Cela me parait relativement juste. Il ne me

Fondation Jean-Jaurès

parait pas, comme l'a dit excellemment Louis Mermaz, indispensable de former une petite structure où l'on est entre soi pour se retrouver sur les listes du Parti Socialiste, surtout quand on est, par ailleurs du Parti Socialiste !
Je trouve important de tenir compte des réalités. Sur l'ouverture, je peux en faire des tonnes, comme vous, mais je me souviens comment on a réussi à pratiquer l'ouverture quand on a fait la liste aux élections européennes qui étaient pourtant une liste nationale, où on pouvait décider à 50... alors là, l'ouverture, quand on l'aura décidé, il faudra l'appliquer dans un cadre géographique où les hommes seront un, deux, quatre, parfois dix ou douze, ce qui sera peut-être plus rarement le cas.
Je voudrais vous rappeler que nous sommes face à une désignation, une baisse du nombre de nos candidats à l'élection de 1986 si l'on compare avec le nombre des sortants, pas évidemment si l'on compare avec ce qu'auraient été les résultats du scrutin majoritaire parce qu'au contraire, là, on s'est donné un peu d'air.
Je veux bien discuter d'idéologie mais je ne veux pas, à nos partenaires, promettre ce que nous ne pourrons pas tenir.
Je veux tenir compte aussi dans la réalité du Parti ou sinon je vous préviens - je dis cela en riant bien sûr, ça n'est pas une menace - les partisans de l'ouverture, je leur demande d'ouvrir, si j'ose dire, leurs carnets de chèques. Je me fais bien comprendre ? Les théoriciens de l'ouverture, on leur fera des propositions directes pour l'ouverture dans la fédération qu'ils animent ou parfois ils envisagent de se retrouver sur la liste... cela me paraîtrait un bon critère pour tester la sincérité des enthousiasmes pour l'ouverture.
Sur le plan politique, je suis pour que le Parti Socialiste soit l'axe essentiel du rassemblement que peut-être nous opérerons par la bataille des élections législatives. Les problèmes d'intitulés, de noms, ne sont pas décisifs.
On parlerait de mettre le mot "Socialiste" aux oubliettes. Qui y pense ? En tout cas pas moi.
Mais quelle que soit la façon dont on peut rassembler le Parti Socialiste doit être l'axe essentiel de ce rassemblement.
Je suis aussi pour que nous continuions à nous référer au Socialisme dans la bataille politique et la bataille d'idées en France, je crois qu'on bâtit une grande force et une grande action si on s'inscrit dans un grand courant historique et que ce courant historique pour nous, c'est le Socialisme.
Ne croyez pas autant que certains le pensent à l'efficacité des intitulés ou des rassemblements fabriqués pour une occasion, pour une élection.
Voilà ce que je voulais dire, mes camarades, sur les problèmes du Parti, je serai peut-être plus bref sur les autres.
J'aborde maintenant la question des problèmes de la stratégie. Ils sont, chers camarades, à mon avis, plus simples qu'on ne le croit.
Ce que je voudrais dire d'abord, c'est qu'il ne me semble pas que ces problèmes soient posés parce qu'il y aurait un changement d'orientation, j'allais dire un changement de mentalité ou d'attitude à l'intérieur du Parti Socialiste. Moi, j'ai fait énormément de réunions, de meetings pendant les cantonales, je discute

Fondation Jean-Jaurès

avec beaucoup de responsables fédéraux, avec des élus, je discute dans ma fédération et dans ma section, plus souvent dans ma section que dans ma fédération, j'ai du mal à être sur tous les plans, honnêtement je ne constate pas une espèce de montée en faveur d'un changement stratégique. Je crois que c'est important de le dire, je ne sens pas un glissement à droite à l'intérieur du Parti Socialiste. Honnêtement, si on sonde nos militants, parfois nos responsables moyens, ils voudraient spontanément, comme cela, en gros, aller plus à gauche que plus à droite, il me semble que c'est le sentiment général.

Alors, d'où cela vient ce problème ? Je crois que cela vient un peu des interrogations formulées par un certain nombre d'observateurs de notre vie politique, des idées qu'ils prêtent aux uns et aux autres, et parfois aux uns en les nommant, parfois aux autres en ne les nommant pas, et enfonçant des pieux énormes pour montrer qu'on ne dérape pas... et les pieux après ça se voit... bien... cela vient un peu de cela... cela vient aussi de ce que des observateurs de la vie politique nous prêtent comme interrogation ou comme idée, mais je crois aussi que cela vient, là il faut être tout à fait nets et réalistes entre nous, qu'il y a une question concrète, simple, aiguë qui nous est posée et qui est : comment avoir une majorité en 1986 ?

Je suis obligé de reconnaître compte tenu du fait que le Parti Communiste a rompu avec l'union de la Gauche, est sorti du gouvernement, mais en plus ne pose plus le problème de l'union de la Gauche, a fait une analyse de condamnation théorique et stratégique de l'union de la Gauche, et tout d'un coup il dit le contraire, mais c'est le propre de ces directions, parce que quand ils croient entendre que certains disent telle chose, ils rappellent telle autre, fondamentalement l'analyse de leur dernier Congrès c'est cela, et la Droite est majoritaire dans le pays, je crois donc que ce n'est pas le mode de scrutin, même si j'admets les influx du mode de scrutin, ce n'est pas le fondamental, ce n'est pas le problème du mode de scrutin et son changement qui pose cette question, c'est le problème du rapport de forces entre la Droite et la Gauche. A partir du moment où nous apparaissons comme minoritaires dans le pays, nous nous disons comment avoir une majorité, et si nous ne nous le disons pas, on nous le demande.

Mais je pose la question suivante : est-ce qu'une vraie question justifie une mauvaise réponse ? Ma réponse à moi c'est "non". Quand on n'a pas de bonne réponse, on se tait, quand on n'a pas de bonne réponse, on ne donne pas de réponse. C'est inconfortable, j'en conviens, à moins que l'on pense que ce que j'appelle la mauvaise réponse soit la bonne réponse, je l'admets, mais alors on le dit et on l'explicite.

Face à ce problème, si nous sommes tous d'accord, je crois que nous sommes beaucoup à être d'accord, quand on n'a pas la bonne réponse, on ne la donne pas et on attend d'une certaine façon que des modifications dans la vie politique des événements nouveaux auxquels on s'accroche, un changement du rapport de forces que l'on provoque permettent de donner une réponse meilleure.

Je n'ai pas de réponse meilleure, si j'ose dire, à vous donner à cette question. Exemple : je ne dis pas que c'est à l'identique, mon raisonnement par analogie

Fondation Jean Jaurès

ne doit pas être schématisé : ne nous a -t-on pas "bassiné les oreilles" avant 1981 avec cette question : prendrez-vous les ministres Communistes ? Réponse : oui, mauvaise réponse. Ne Prendrez-vous pas les ministres Communistes ? Réponse oui, mauvaise réponse.
Nous avons vécu en refusant effectivement de donner une réponse à cette question, une question en tout cas dans les termes où la Droite et le Parti Communiste symétriquement voulaient que nous la donnions.
La question qui nous est posée est peut-être encore plus difficile, maintenant, mais je ne préconise pas que l'on donne une réponse mauvaise à une bonne question, car le problème, chers camarades, n'est pas numérique dans cette affaire, il n'est pas d'essayer de démontrer à ceux qui nous interrogent, ceux qui m'interrogeront peut-être demain à "Midi presse" que nous sommes capables d'avoir une majorité en 1986. Même si le problème nous est posé, la réponse est politique. Quels éléments de réponse peut-on donner ?
Nous avons commencé à donner les uns et les autres des éléments, à aller dans le même sens pour beaucoup, j'ai eu l'impression que l'on se demandait lequel courait le plus vite. Me voilà tout à fait rassuré, pas d'alliance à Droite.
J'ai dit à l'Assemblée Nationale - c'est ce gros pieux auquel je faisais allusion tout à l'heure - "chers camarades, si on ne peut pas rassembler nous et nos alliés sur notre politique, sur nos principes, sur une politique de gauche, nous serons dans l'opposition". J'ai dit cela, il m'a semblé que cela pouvait soulager certains, à partir du moment où on dit cela. Mais je suis d'accord avec Louis Mermaz, une fois qu'on l'a dit, on n'est pas obligé de le répéter tous les huit jours.
(Applaudissements)
Ce qui m'intéresse c'est comment avoir une majorité en 1986 et non pas rassurer sur nos intentions en cas de minorité.
Pas d'alliance à Droite parce que ce serait contraire à tout ce que nous avons fait historiquement, parce qu'une alliance à Droite il faut le dire clairement, casserait le Parti Socialiste. Elle casserait le Parti Socialiste, elle nous ferait faire le chemin inverse, sans doute plus vite que nous avons fait le chemin pour venir jusqu'à maintenant et donc je crois que cette hypothèse ne correspond pas à notre analyse stratégique, nous disons un certain nombre de choses dans la contribution, sur ce plan notre analyse doit être claire, sur ce point elle commence à l'être. Nous ne devons pas non plus nous résigner à l'attitude actuelle du Parti Communiste ou plutôt de la direction du Parti Communiste.
Je pense - je ne sais pas ce que sera l'avenir - qu'il sera difficile de refaire vivre l'union à l'identique, il y a des militants Communistes, des électeurs Communistes, une présence Communiste dans le salariat, et nous devons garder cette dimension et dans le contenu de notre politique et dans nos choix stratégiques. Et donc nous avons tendance à dire, les uns et les autres, c'est la seule meilleure réponse que l'on puisse donner pour l'instant.
Le Parti Socialiste doit être la force de rassemblement dans la Gauche, la force de rassemblement dans la Gauche en fera la force de rassemblement tout court, me semble-t-il.

Alors je ne peux pas vous dire que le Parti Socialiste en rassemblant fera 50% avec ceux qui l'entourent en 1986. Mais je peux vous dire, il me semble, que si nous nous battons pour mettre le Parti Socialiste, quelle que soit la configuration exacte, à 30% effectivement autour de 30%, un peu moins ou peut-être un peu plus, si nous nous fixons cet objectif qui est un objectif extrêmement difficile, compte tenu des scores historiques, à part le score exceptionnel, mais qui est un objectif qui ne peut pas nous paralyser à cause de son caractère inaccessible, nous nous fixons un objectif de bataille, si nous l'atteignons, compte tenu de ce que sera le score du Parti Communiste et la présence d'un certain nombre de forces à Gauche, je pense que nous sommes capables de créer une situation tout à fait gérable, du point de vue des intérêts de la Gauche, des intérêts du Parti Socialiste et de la poursuite de son action.

Est-ce contradictoire? Ces réponses un peu trop négatives, un peu trop d'exclusions, il fallait bien le faire, est-ce que ces réponses que nous avons données sur la question stratégique sont contradictoires avec ce qu'a dit le Président de la République ?

Je résume d'un mot : il a employé aussi d'autres formules aussi nettes mais moins familières, "je ne mettrai pas la clef sous le paillasson, c'est non, on veut me faire partir, on veut me pousser dehors, contre le mandat que j'ai reçu du peuple, ma réponse est non".

Chers camarades, le Président de la République n'a pas parlé d'alliances, il a parlé d'institutions, il n'a pas parlé d'accords, ou de compromis avec telle ou telle force conservatrice, il a rappelé son rôle, nous n'allons tout de même pas nous dans le débat actuel aller au secours de la Droite, dans la poussée qu'elle veut exercer dès maintenant mais aussi dans la perspective de 1986 sur le Président de la République, et nous n'allons pas non plus, j'imagine choisir dans le débat actuel une Droite contre une autre. L'attitude du Président de la République me semble claire et la nôtre aussi.

Si vous voulez mon sentiment, ce n'est que mon sentiment, je crois qu'il a besoin que la nôtre soit claire, dans le respect de nos principes, de nos conceptions, de notre stratégie historique, oui, nous serons à ses côtés et d'ailleurs nous y serons encore plus si nous gagnons.

Michel Rocard a dit "on ne peut contradictoirement admettre premièrement si nous sommes minoritaires nous serons dans l'opposition, deuxièmement la proportionnelle est faite pour éviter une majorité absolue RPR-UDF, troisièmement le Président doit pouvoir achever ce qu'il a entrepris".

Je réponds à cette interpellation, à cette interrogation plus exactement, il y a des situations contradictoires, cela existe dans la vie, ensuite que cette situation ou ces éléments de contradiction s'expliquent à mon avis par le fait que ce sont des acteurs différents qui ont apporté la réponse aux trois questions que posait Michel Rocard.

Ce que nous devrons faire nous c'est la réponse que doit apporter le Parti Socialiste. Ce que ferait La Droite c'est la réponse que la Droite doit apporter, et ce que ferait le Président de la République c'est à lui de répondre. Je pense qu'on peut admettre que ces forces étant antagonistes leur réponse puisse être

éventuellement contradictoire.
J'en viens maintenant au troisième point que je voulais aborder, qui est celui des problèmes politiques à débattre. Je ne vais pas faire le Congrès, car le Congrès commence, je vais simplement à partir de notre contribution sans doute évoquer un certain nombre de problèmes.
Il y a encore les questions du court terme, cela ne résulte peut-être pas directement de la contribution, il y a un certain nombre de questions posées dans le Congrès.
Quelques questions du court terme, de l'actualité politique, la Nouvelle-Calédonie, il est clair qu'un certain nombre de milieux, de forces politiques, ou sections de la population européenne en Nouvelle-Calédonie ont adopté le 8 mai une attitude factieuse, et ont un comportement ouvertement colonialiste. Il faut le dire. Je crois qu'il faut l'expliquer. Je pense qu'il faut soutenir et faire de la présence et du soutien à Edgard Pisani en Nouvelle-Calédonie, je pense qu'il faut faire de cette question, une question centrale, pas seulement parce qu'Edgard Pisani est Socialiste, et pas seulement parce qu'Edgard Pisani essaye de conduire une politique raisonnable mais parce qu'il est le représentant de la République en Nouvelle-Calédonie, il faut faire de cette question une question centrale dans le débat calédonien.
Enfin, je pense qu'il faut soutenir le projet gouvernemental et j'espère que l'on prendra des initiatives dans la période qui vient, parce qu'il est fait de mesures, parce qu'il s'efforce dans la réforme électorale de faire travailler les Calédoniens ensemble et parce qu'ils acceptent l'idée d'une évolution.
Deuxième problème de l'actualité, le sommet de Bonn. Chers camarades, ce qui est essentiel ce n'est pas la question de savoir si François Mitterrand a adopté dans ce sommet un ton ou une attitude gaullienne. Je voudrais vous dire qu'il peut m'arriver de céder à la tentation de petites citations, mais je suis un peu agacé de voir les remontées au général de Gaulle, car nous l'avons combattu, j'étais trop jeune au moment de la guerre, mais le général de Gaulle pour moi c'est 1958, j'ai toujours voté contre, je rejoins une génération que je connais bien de ce point de vue. Ce n'est pas le problème de savoir s'il a adopté une attitude gaullienne dans cette affaire, le problème c'est que François Mitterrand sur les questions économiques, sur les problèmes stratégiques, sur les problèmes du tiers-monde, sur l'idée même de ce que doit être un chef d'Etat de l'Europe de grands pays européens, face à un certain style de la puissance la plus importante, c'est-à-dire les Etats-Unis, que sur toutes ces questions il a défendu les intérêts de la France et les intérêts de l'Europe.
Il y a une certaine façon de préparer les sommets qui n'est pas acceptable. Il y a une certaine façon de mener la discussion politique surtout entre alliés mais à l'égard de tout le pays qui n'est pas acceptable, c'était fondamental pour la dignité des peuples européens que cela ne soit pas accepté.
Mais surtout sur les problèmes économiques, les problèmes commerciaux, le lien entre les problèmes commerciaux et les problèmes monétaires, la date à partir de laquelle on aborde une négociation dans ces conditions mal préparée, la volonté de faire exploser la politique agricole commune, qui a toujours été la

question centrale de toutes les négociations tarifaires - je m'occupais des problèmes internationaux à la direction économique du Quai d'Orsay quand a commencé le problème, cela a commencé par une épreuve de force, on n'invente rien, pas tout en tout cas, j'ai quelques souvenirs comme vous tous - sur toutes ces questions, sur les problèmes stratégiques, sur les problèmes du comportement à l'égard des pays du tiers-monde, de la prise en compte de leurs problèmes, je crois effectivement que François Mitterrand a adopté une attitude qui était celle de la défense des intérêts de la France, mais même des intérêts des peuples européens. Il s'est inscrit, y compris parfois avec une certaine modération dans les formules de l'accord des pays de la CEE le 19 mars.
C'est cette analyse qu'il faut faire publiquement du bénéfice de politiques intérieures, la population réagit bien. Je le constate comme vous.
De surcroît, il ne faut pas commencer par là dans l'explication des problèmes, la question de l'Europe est posée de façon difficile, je suis hésitant au moment où nous rédigeons j'ai participé à un texte pleinement, dans lequel nous disons que fondamentalement nous croyons que le problème de l'efficacité de la politique extérieure française, le problème de son indépendance est posé à travers le problème de l'indépendance de l'Europe et en même temps rien n'est gagné, un certain nombre de comportements de défaillances, de soumissions montrent que seuls nous ne sommes pas assez forts, avec les autres nous sommes parfois seulement seuls.
Si cette Europe ne s'affiche pas, ne retrouve pas une identité historiquement, sur ces questions, sur les problèmes d'insécurité, de la défense, sur les problèmes des relations avec l'Allemagne, nous sentons qu'il faudrait aller plus loin pour travailler ensemble, pour être audacieux, dans les coopérations, je sais les tabous que cela peut constituer pour les uns et pour les autres.
Mais si c'est pour qu'il y ait défaillance au moment crucial, alors est-ce que le jeu en vaut la chandelle ?
Nous sommes là face à des questions très difficiles et pour l'avenir de l'Europe et pour la politique internationale que conduit la France, et aussi pour les débats de notre Congrès.
La Droite et la bataille de la cohabitation. Chers camarades, je pense qu'il faut une approche fixe de ces problèmes. L'avantage d'en parler, c'est que cela fait éclater aux yeux de tous les divisions de la Droite. L'inconvénient d'y revenir trop souvent, c'est qu'évidemment que c'est fondé sur l'hypothèse que c'est la Droite qui gagne.
Alors je crois que peut-être le plus sage est de dire que pour ce qui nous concerne, cette question, elle est réglée, et que si elle continue à se poser, c'est à la Droite qu'elle est posée.
J'en viens maintenant, et c'est mon dernier point, à un certain nombre de problèmes politiques du Congrès. Je ne les traiterai pas tous. Il y a la contribution et puis il va y avoir le débat du Congrès, et je ne voudrais pas déjà faire l'intervention que je ferai comme vous tous à Toulouse. Mais certains problèmes abordés aujourd'hui me paraissent mériter une réflexion en réaction à un échange.

Fondation Jean Jaurès

Premier problème, le problème de la première phase. Nous aurions eu tort, dans la première phase. Cette question tout de même a été clairement posée. Il y a eu des arguments de caractère essentiellement économique - on n'a pas parlé que de cela - avancés par Dominique Strauss-Kahn, je n'y reviens pas dans mon intervention. Mais je voudrais, quand on aborde cette question vous rappeler, chers camarades, que la première phase, ce n'était pas seulement une politique conjoncturelle, c'était aussi la phase d'application des grandes réformes du programme Socialiste. Alors quand on parle de défaillance ou d'erreur de la première phase, qu'est-ce qui est en cause ? Est-ce que c'est la politique conjoncturelle ou est-ce que c'est le programme de réforme du Parti Socialiste ? La question quand même méritera d'être précisée dans le débat du Congrès.

Je voudrais dire aussi que cette question a une dimension politique. La première phase dont on parle, avec ses réformes, avec ses distributions modérées - modérées - de pouvoir d'achat, et pourtant, nous l'avons constaté, trop fortes pour les capacités de l'appareil de production et le rapport avec la dépendance extérieure, cette première phase, chers camarades, et ses réformes, n'oublions pas qu'elles ont fondamentalement accroché les autres, pas suffisamment sans doute, vu les abstentions ou les reflux, dans un certain nombre de milieux populaires, mais elles ont fondamentalement accroché politiquement les autres à la politique que nous avons conduite, au gouvernement dans lequel nous étions.

Faire autrement sur un certain nombre de ces réformes, mais y compris sur le problème d'une certaine croissance, d'une certaine distribution du pouvoir d'achat, d'un certain nombre de réformes sociales qui coûtaient relativement cher, aurait été un véritable retournement politique, au lendemain des élections législatives, un véritable retournement politique, et, chers camarades - nous le lisons d'ailleurs dans la contribution - je ne suis pas sûr que s'il n'y avait pas eu la première phase, même avec un certain nombre de ses inconvénients qu'il a fallu redresser, nous aurions tenu, face aux poussées ultérieures de la Droite.

Enfin une question simple aussi, chers camarades : pourquoi aurait-il fallu, qu'elle ait été bonne ou mauvaise - les diagnostics ont été posés - appliquer, arrivés au pouvoir, la politique qui avait été écartée dans le débat du Parti Socialiste avant 1981, et non pas celle qui avait été choisie par lui ? En somme, sur cette question de la première phase, mon sentiment est qu'on ne peut juger de la deuxième phase actuelle qu'en tenant compte de la première.

Problème connexe, avons-nous changé ? Mais oui, bien sûr, nous avons changé. Qui disait tout à l'heure... est-ce que c'était encore Louis Mermaz ? Bien sûr... (Rires) que nous avons vieilli ? Nous avons vieilli, nous avons changé. Nous avons changé, mais en quoi ? C'est peut-être cela qu'il faut essayer de préciser, sinon, alors s'il y a ceux qui disent : "on n'a pas changé du tout" et ceux qui disent "on a changé du tout au tout", on ne va pas s'en sortir !

D'abord nous avons changé le ton de nos discours. Cela, c'est évident, c'est vrai, dans nos positions, sur un certain nombre de thèmes, chers camarades, beaucoup d'entre nous, même ceux qui sont au plus haut niveau de responsabilité, et moi aussi, qui vous parle. Et puis ceux qui ont dit tout à l'heure qu'on aurait dû changer dans nos positions se sont fait un peu plaisir, il faut le

dire.
Mais ne redécouvrons pas là encore les choses de la vie. Avant 1981, on faisait déjà cela. Moi je connais un certain nombre de camarades qui faisaient dans les Congrès des interventions qui me faisaient frémir le poil, et quand je les voyais deux mois après dans la campagne électorale, sur les mêmes thèmes, comme ils caressaient bien !
Alors vous savez, chers camarades, on a déjà pratiqué cela, et ce n'est même pas mensonge, ce n'est pas duplicité. Moi j'ai toujours essayé dans ma propre pratique - mais j'ai pu céder quelquefois aussi à ces hiatus, je l'admets tout à fait - de maintenir les choses dans leur ensemble. On ne me prend pas si fréquemment que cela en flagrant délit de délire. Mais c'est aussi un peu normal qu'on ne s'exprime pas de la même manière dans un Congrès Socialiste ou dans sa section, et devant un public au cours d'une campagne électorale.
Alors oui, nous avons changé le ton de nos discours. On a même changé, chers camarades, par rapport à ce que nous disions à Valence. Eh oui ! Valence, c'était une erreur de communication formidable. Moi, d'ailleurs - et cela va paraître un peu prétentieux, ce que je vais dire - je me suis tellement reproché d'être intervenu si tard à Valence qu'à Bourg j'ai décidé d'intervenir le premier. Je ne sais pas si vous vous en souvenez. Honnêtement, quand je suis intervenu le troisième jour, Oh !... qu'est-ce qui s'était déjà passé ! Là je dois dire que tout le monde s'y est mis ! Mais je vous invite quand même à relire mon discours de Valence. C'était difficile, peut-être qu'il aurait fallu que j'ose... Alors là, Michel, je pouvais te piquer un créneau. Je regrette !
Il aurait fallu que je dise : "mais cela ne va pas ! "
J'ai entendu des camarades pour qui j'ai la plus grande estime, le plus grand respect, dont je connais par ailleurs l'esprit de souplesse, la conscience des réalités, et cela dans tous les courants - dans le mien, cela s'est vraiment déployé énormément - faire des discours extraordinaires, à Valence ! Vous pensez à un ou deux, vous avez tort, il y en a eu beaucoup plus... Mais je vous invite à relire mon discours de Valence, moi j'ai essayé d'être prudent et je n'ai pas osé prendre le contre-pied total. J'aurais dû faire un coup à la Mitterrand, mais je n'étais pas Mitterrand...
Alors, chers camarades, oui on a changé de ton par rapport à Valence, et c'est vrai pas seulement à Valence, à l'Assemblée Nationale on a pris un ton d'arrogance, c'est vrai, incroyable d'illusion et de naïveté. Là encore je vous invite à lire mes discours. Mais c'est vrai, on l'a fait, et je voudrais vous rappeler qu'en 1983, à Lourmarin, dans un stage de formation, j'avais donc bien avant 1985 commencé à dire un certain nombre de petites choses sur cette question.
Nous avons changé quoi ? Eh bien oui, nous avons infléchi notre politique économique. Quand on fore dans le granite après avoir commencé à forer dans le calcaire, il est préférable de changer de mèche. Mais est-ce que cela veut dire qu'on arrête de forer ? Non, à moins évidemment de courir le risque de casser la mèche.
Alors on a infléchi notre politique économique. Mais je vous pose cette question, chers camarades : est-ce qu'une politique conjoncturelle définit tout

entière la démarche Socialiste ? C'est-à-dire, est-ce que nous devons poser la question du changement ou pas à partir de la deuxième phase uniquement sur la base de l'examen de la politique de conjoncture économique ?
Est-ce que nous avons changé l'essentiel de nos conceptions ? Je ne le crois pas, à moins qu'il faille évidemment nationaliser tous les six mois pour prouver qu'on reste Socialiste.
La vérité, c'est que nous avons gardé nos principes, mais que nous avons adapté notre politique à la réalité. Mais faut-il être irréaliste pour prouver qu'on est fidèle, ou est-ce qu'il faut se renier pour prouver qu'on est réaliste ? Je ne le crois pas non plus.
Il y a des interrogations honnêtes chez nous, c'est vrai, autour de cette question, et moi je la traite sérieusement. Je ne voudrais pas qu'on ait sur cette question un débat nominaliste. C'est vrai, on ne peut pas nier, je crois, que nous avons changé un certain nombre de choses, et il faudra essayer ensemble de définir quoi et comment, et si c'était juste ou si c'était bon, parce qu'il y a cette deuxième question presque aussi difficile, même peut-être plus, que la première.
Mais il y a aussi au-delà de cette interrogation honnête, chez nos adversaires, à l'extérieur de nous-mêmes, une campagne politique qui est menée systématiquement, et pas seulement cette semaine dernière, pour d'une certaine façon nous faire perdre notre identité, notre ancrage dans la société, et notamment dans un certain nombre de catégories sociales qui sont nos soutiens historiques.
Le problème de Gottesberg a été évoqué par Yves Durand. Si je ne savais pas la différence qui existe entre l'allemand et l'anglais, je vous confierais en public ce jeu de mots que je faisais en privé : le problème est de savoir s'il y a des "good" Gottesberg, mais là, vraiment...
C'est une façon de demander à certains, pour la préparation du Congrès parce que cela nous aidera, de clarifier les choses. Je leur demande : dites-nous clairement à quoi il nous faut désormais renoncer, compte tenu de ce qu'a été notre pratique au gouvernement depuis quatre ans, dans notre conception du Socialisme, dans nos grands objectifs, dans nos propositions pour le Congrès, dans notre philosophie historique ou de la société.
Si vous nous dites cela clairement, je pense qu'après on pourra avoir un débat beaucoup plus clair. Donc ceux qui développent ce thème, je les invite à faire des propositions précises.
Autre question que je voudrais aborder - c'est presque la fin, je m'excuse d'être un peu long - c'est ce problème qui a été évoqué, qui m'a un peu surpris, celui d'une opposition qui existerait dans la société ou dans les débats d'idées entre collectivisme et libéralisme. Michel Rocard a dit que le débat collectiviste libéraliste était caduc. Oui, j'en suis d'accord, à condition d'ajouter immédiatement - et il ne l'a pas ajouté - que le débat libéralisme sauvage, Socialisme démocratique ou Socialisme tout court est pleinement actuel, je dirai même que c'est la question dominante en France et c'est une question décisive qui existe aussi dans la bataille européenne à certains égards, compte tenu des modèles que l'on propose aux pays en voie de développement dans la bataille

Fondation Jean Jaurès

mondiale. Cela ne fait pas trop emphatique de le dire.
(Applaudissements)
D'où la réflexion que nous essayons de conduire dans notre contribution, vous verrez certainement qu'elle est imparfait nous avons dû faire court, sur les malheurs républicains, sur le rapport valeurs du Socialisme, sur les rapports qu'un parti comme le nôtre doit entretenir avec les différentes couches sociales, notamment avec le salariat. C'est pourquoi je dis que si on affirme que le débat collectivisme libéralisme est caduc, je pense que cette formulation n'est pas bonne, parce qu'elle ne nous donne pas le moyen de clarifier le véritable problème auquel nous sommes confrontés, car comme le libéralisme est effectivement la référence idéologique dominante de la Droite, on court le risque de faire croire que le collectivisme serait la référence de la Gauche. Cela peut être vrai pour une partie de la Gauche - en tout cas la référence du Parti Socialiste.
Donc je proposerai effectivement qu'on fasse vivre le problème du débat entre Socialisme et libéralisme, car ce débat est pleinement actuel, il pose d'ailleurs le problème de l'Etat mais je n'ai pas le temps de l'aborder maintenant.
Je termine sur quelques autres questions que je n'aborderai pas maintenant, d'abord des questions que je n'aborderai pas du tout dans mon intervention parce qu'elles ne sont pas dans notre contribution, même si j'admets que ces questions sont posées.
La question des institutions, on ne l'a pas abordé parce que c'était très complexe, on n'a pas abordé parce qu'on n'a pas eu de discussion entre nous et je ne voudrais pas que sur des problèmes aussi brûlants on improvise, et donc je proposerai qu'on l'aborde plus tard, si on l'a clarifié. Si on ne l'a pas clarifié ou si on pense qu'on ne peut pas le clarifier, je préférerai à la limite qu'on ne l'aborde pas. Je sais que d'autres camarades l'abordent, c'est utile, mais nous nous ne l'avons pas fait dans la contribution parce que nous ne savons pas très clairement ce que nous aurions dit et nous n'avons pas eu le temps de le clarifier Cela peut-être le ferons-nous ensemble.
La deuxième question est la question de l'école, nous l'abordons dans notre contribution, mais il faudra la poser effectivement plus longuement peut-être dans la motion.
Mais là encore nous n'avons pas eu le temps d'en débattre énormément, notamment évidemment la question du problème de la laïcité. J'ai simplement envie de dire sur cette question que si nous retirions le tapis, en faisant comme si le problème était désormais réglé, je crois que nous ne nous situerions pas à la hauteur, enfin à l'unisson d'une certaine sensibilité généralement répandue dans le Parti, mais je suggère en même temps que si tapis, il y a, nous ne nous prenions pas les pieds dedans. Mesurons bien ce que nous ferons dans cette affaire.
Autre question que nous abordons dans la contribution : le problème de nos marges, des contraintes qui pèsent sur nous, donc le problème de la croissance pour les années qui viennent, donc le problème de l'emploi résultant de la croissance, le problème du partage du travail à cause d'une croissance

insuffisante.
Autre question : le problème de la mise en perspective de notre politique. Comment essayer de montrer qu'avec les infléchissements, avec les changements de positions peut-être, c'est le problème qu'on tranchera, mais aussi avec une certaine continuité politique, il y a un rapport entre ce que nous avons préconisé avant 1981, ce que nous avons fait entre 1981 et 1986, et ce que nous pouvons légitimement proposer, en étant crédibles, et sans rester dans la pure gestion actuelle, pas très enthousiasmante, après 1986. Cela pose très clairement le problème du contrat, du programme. Celui-ci, j'ai proposé que nous le débattions collectivement dans le cours de la préparation du Congrès, collectivement veut dire aussi librement, c'est-à-dire qu'il y aura une instance commune d'élaboration du programme, mais que la diversité de points de vue pourra s'y exprimer.
Sur ce terrain, c'est vrai que le contenu de notre politique et donc des propositions que nous ferons est aussi important que la question stratégique ; à certains égards peut-être permet-elle de penser un peu à ce que serait l'approche stratégique.
Le problème de la réforme de la protection sociale. Vous savez, il y a de telles forces qui piaffent devant cette herse qu'on pourrait soulever devant le système de sécurité sociale actuelle, qu'avant de l'ouvrir, j'aimerais savoir quels chevaux on se propose de faire rentrer dans la place.
Nous, dans notre contribution, loin d'avoir l'approche de Marie-Noëlle Lienemann, nous avons plutôt une approche différente, pas forcément contradictoire, mais différente du point de vue politique et idéologique qui consiste à dire que nous pensons, au contraire, que nous devons prendre en compte de nouveaux risques et notamment toute la dimension du risque industriel, des problèmes de la mutation, de la mobilité, et comment on peut mettre les travailleurs en état d'accepter de nouveaux risques par la prise en compte de ceux-ci.
Je termine sur la question que je ne vais pas résoudre, nous la résoudrons ensemble, j'espère, dans les mois qui conduisent à 1986 : peut-on gagner, comment gagner en 1986 ?
Chers camarades, si nous pensions que nous ne pouvons pas gagner en 1986, si vraiment, nous en étions tous persuadés, eh bien, je crois qu'il faudrait le dire.
Moi, je rappelle que quand François Mitterrand - j'espère ne pas commettre une erreur historique et je me tourne vers les compagnons de cette époque, même si c'est ce qui m'a fait regarder cet homme d'une autre façon en 1965 à cette époque, a mené la campagne présidentielle, je ne suis pas sûr qu'il menait la bataille en disant : je vais battre de Gaulle. Il me semble, dans ma conscience de jeune militant, de jeune syndicaliste de l'UNEF, il me semble qu'il disait... Ah ! non, en 1965, je n'étais plus à l'UNFEF... qu'est-ce que cela passe vite ! Enfin, il me semble que le problème, c'était de mettre de Gaulle en ballottage. En 1969, quand Michel Rocard a fait une intelligente et attractive campagne présidentielle, dans laquelle il a recueilli plus de sympathie, plus d'intérêt pour sa pensée que de voix même s'il a eu un nombre de voix non négligeable, il ne

me semble pas que, pour être crédible, il ait été obligé de dire tous les jours qu'il allait gagner l'élection présidentielle.
Donc, si on pensait vraiment qu'on allait perdre, chers camarades, tout le monde sait, militant politique, militant syndical, que s'il fallait chaque fois avoir la certitude de la victoire pour se battre, personne ne se battrait beaucoup.
Heureusement, la question pour nous de la possibilité de la victoire, compte tenu de là où nous venons et de là où nous sommes, est une question posée malgré la difficulté de la tâche.
Alors, je propose que cette question de savoir si on va gagner ou pas, ou plus exactement si on veut gagner ou pas en 1986, ne soit pas l'objet d'un jeu entre nous, et encore moins d'un positionnement dans le Congrès, d'autant moins que, bien évidemment, je connais toutes les conversations privées... (sourires)... je veux dire quand je parle avec vous, je n'ai pas d'informateurs ! Alors, c'est vrai, il ne faut ni céder au défaitisme, comme disait l'un d'entre nous dans le précédent Comité directeur, ni parier sur la défaite. Je pense que les deux choses sont vraies, que la seule attitude saine est de vouloir gagner, sans être sûr de ce qui se produira. L'écart droite-gauche, actuel n'est pas réaliste, il est énorme, il est inquiétant, mais je crois qu'il n'est pas réaliste, il ne correspond pas à celui qui doit être au moment de l'élection législative, de ce qu'il serait si nous étions dans la même situation politique à l'élection législative.
Je crois que la Droite peut se diviser plus profondément qu'elle n'est et que comme ce peut être un élément qui retentit sur la conscience de l'opinion et sur les chances de la Gauche et du Parti Socialiste, je crois que l'action gouvernementale peut porter plus de fruit même si les contraintes sont rudes et les délais très courts d'ici 86, qu'elle peut aussi offrir une perspective au-delà de 86, je crois que nous-mêmes nous pouvons dans la campagne nous fixer un objectif qui soit à la fois ambitieux et suffisamment réaliste pour le Parti Socialiste, celui que j'évoquais tout à l'heure de 30% et que si nous atteignons cet objectif, nous représentons une telle force politique que nous disloquons, à mon avis, ou commencerons à disloquer le dispositif politique qui existe en face.
C'est pourquoi, effectivement, avec vous, avant ce Congrès, je pars pour gagner et quand je dis pour gagner, ce n'est pas pour gagner le Congrès, bien sûr, la question n'est pas posée, il s'agit de gagner l'échéance politique qui est devant nous.
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, il est 19 h 10. Il nous reste dix orateurs. S'ils font preuve de la même discipline que ceux qui ont parlé depuis le début de l'après-midi, je pense que nous pouvons facilement en terminer vers 20 h 30 au plus tard. Je crois que ce serait plus sage que d'avoir à revenir demain matin. Si vous en êtes d'accord... Seulement, je demande que vous restiez assis, camarades, sinon cela n'aurait pas de sens... Si donc nous sommes d'accord, le Comité directeur qui devait avoir lieu aujourd'hui et demain, se terminerait à une heure raisonnable ce soir, cela arrangerait tout le monde. Je demande à tous

ceux qui sont là de bien vouloir rester et je demande à tous les orateurs qui ont encore à parler, sauf si quelques-uns d'entre eux veulent renoncer à la parole, de faire preuve de la même discipline que les précédents.
Le Gall se retire. Bravo.
Je vous demande de faire silence.
Je donne la parole à Gérard Fuchs. Ensuite Edwige Avice.

Gérard Fuchs

Chers camarades, je veux à mon tour, ce n'était pas dans mon intention, dire quelques mots à propos du Congrès de Valence, suite à l'intervention de Lionel Jospin.
J'étais de ceux qui, à ce Congrès de Valence, considéraient la politique économique suivie à ce moment-là par le gouvernement de la Gauche comme une politique économique dangereuse, qu'elle allait nous conduire à des difficultés, qu'elle allait nous conduire à la nécessité de réajustements qui seraient douloureux et pèseraient politiquement sur nous. Pour autant, je n'ai pas été de ceux qui ont pensé qu'à ce même Congrès de Valence il était nécessaire de présenter une motion pour affirmer ses sentiments. Je ne l'ai pas pensé, parce que je crois, par esprit de responsabilité, qu'au mois de septembre 1981, dire d'une façon qui aurait été, nous le savons, très minoritaire, d'une façon qui aurait été peu entendue, mais d'une façon qui, malgré tout, aurait troublé ceux qui soutenaient la Gauche activement à ce moment-là, les risques économiques que nous étions en train de prendre, je pense que cela aurait été une mauvaise chose pour le Parti Socialiste, une mauvaise chose pour la Gauche, une mauvaise chose pour la suite. Il est vrai que cela a posé des problèmes de comptage et je conçois que le reproche amical puisse nous en être fait, mais je ne regrette pas ce choix, je crois qu'il a été opéré dans l'intérêt supérieur de ce que nous représentions et de ce que nous continuons à représenter ; je crois qu'il n'a peut-être pas été payé d'une considération suffisante. C'est tout ce que je voudrais dire à ce stade de notre débat.
Alors, j'en viens au Congrès de Toulouse.
A ce Congrès de Toulouse, nous devrons éviter de nous diviser s'il n'y a pas matière à le faire, mais nous devons aussi, et là, je réagis à l'intervention de Dominique Strauss-Kahn ce matin, nous devons aussi éviter de dire un certain nombre de choses qui ne sont pas exactes et dont personne ne peut dire aujourd'hui qu'elles étaient égales.
Faut-il lutter contre les inégalités ? C'est une évidence, pour tout militant du Parti Socialiste. Fallait-il en 1981 augmenter le SMIC, augmenter un certain nombre d'allocations ? Je crois que la Gauche n'aurait pas été comprise par ceux qui l'avaient portée au pouvoir si un certain nombre de mesures dans cette direction n'avaient pas été prises à l'époque.
Fallait-il pour autant aller jusqu'à augmenter de plus de 25% le budget de la nation entre 1980 et 1981 ? Je réponds non. Fallait-il penser qu'il n'y avait pas de risque ce faisant de dérapage du commerce extérieur ? Je dis, chers camarades, qu'il y avait quand même dans le Parti beaucoup de responsables

politiques et beaucoup d'experts économiques pour avoir attiré l'attention de tous sur les risques de cette nature et sur leur réalité.
Alors, je reconnais volontiers avec Dominique Strauss-Kahn que nous avons en 1981/82 distribué du pouvoir d'achat, mais je voudrais dire ici aujourd'hui avec la plus grande netteté que j'aurais préféré, pour ma part, qu'on en distribue un peu moins en 1981/82 et qu'on en distribue peut-être aujourd'hui un peu plus en 1986.
Je voudrais dire clairement aujourd'hui devant vous que si nous avions peut-être accepté davantage de collines - je reprends son image - en 1981, nous aurions peut-être aujourd'hui moins de montagnes et que peut être la situation politique de ce que nous représentons serait aujourd'hui plus facile, et nous, nous serions dans une situation moins délicate que nous ne le sommes visiblement à l'approche de 1986.
Alors, certains diront : c'est le passé, pourquoi y revenir ?
Mais je voudrais, à propos de ce passé, enchaîner sur ce que nous disait ce matin Mermaz. Il nous a dit : ne passons pas notre temps à nous demander si nous avons changé. Au pied de la lettre, je ne peux qu'être d'accord avec lui. Ce serait malsain et dangereux, mais je crois que, pour autant, une telle formule ne permet pas d'escamoter un réel problème. Je dis : oui, nous avons changé, et nous n'avons pas changé, Lionel Jospin, que de politique économique conjoncturel, et pour bien me faire comprendre, je voudrais raconter une anecdote.
J'étais, il y a deux jours, à une réunion de la Commission économique du Parti Socialiste. Un de nos camarades faisait un rapport, sur les nationalisations, et sa première phrase un peu en boutade, un peu sérieuse, a été la suivante : "Je ne pense pas qu'il y ait personne dans cette Commission pour dire que nous devons proposer pour le contrat de 1986 de nouvelles nationalisations".
Il n'y a pas eu de réactions.
Mes chers camarades, nous devons réfléchir à une phrase de ce genre, à ce qu'elle veut dire, ou à ce qu'elle ne veut pas dire. Est-ce qu'elle voudrait dire que nous allons renoncer pour les cinq ans qui iront de 1986 à 1991 à toute nouvelle avancée vers le Socialisme ? Cela serait très grave. Est-ce que cela veut dire, et j'espère que c'est cela, le choix, qu'il n'y a plus aujourd'hui dans l'esprit des animateurs économiques du Parti Socialiste, de parallélisme entre le nombre de nationalisations et la marche vers le Socialisme ? Mais si cela est, nous devons le reconnaître, face à une opinion qui ne sait pas très clairement où nous sommes à cet égard.
(Applaudissements)
Je n'ai que dix minutes, mais je prendrai quand même un deuxième exemple : celui de la rupture avec le capitalisme.
Oh ! Nous avons fait de bien beaux Congrès sur ce thème, à débattre de savoir s'il fallait la faire en trois jours, ou en un peu plus !
Mais, chers camarades, soyons lucides ! Ecoutons ce que nous disons dans le Parti ou dans le gouvernement ! Lorsque j'écoute, moi, ce que j'entends c'est parler des valeurs de la République, c'est parler de la République moderne !

Fondation Jean Jaurès

J’entends dire que le Socialisme n’est plus à l’ordre du jour ! Voilà ce que j’entends, et je comprends que ceux qui nous écoutent se posent des questions ; j’avoue que moi-même, parfois, je serais presque légèrement inquiet à entendre certains discours, en particulier venant des bords qui, à d’autres époques, étaient parmi les plus empressés à mettre en œuvre cette fameuse rupture avec le capitalisme !
Lorsque la motion de Lionel Jospin nous dit : "Les Français s’interrogent : quel est aujourd’hui le message des Socialistes ?", je crois que la question est une très bonne question et que, si nous arrivons à y répondre tous ensemble, nous avons des chances d’arriver à un Congrès unanime à Toulouse. Mais, si c’est une bonne question, essayons de bien mesurer pourquoi.
Je crois que les Français qui s’interrogent, en tout cas ceux qui nous ont fait confiance en 1981, ne nous demandent pas, à travers leur interrogation, de renoncer à être des Socialistes. Ce qu’ils nous demandent beaucoup plus simplement, c’est de mettre en accord nos actes et nos discours, c’est de reconnaître que, pas seulement sur de la politique conjoncturelle mais sur des analyses stratégiques de fond, nous avons changé, ou tout au moins certains ont changé un certain nombre de leurs analyses, un certain nombre de leurs conceptions de ce que c’était que de passer d’une société capitaliste à une société plus Socialiste.
Je dis en effet : où est notre message aujourd’hui ? Est-ce qu’il est dans l’action du gouvernement, confronté aux réalités, aux contraintes de la vie quotidienne, ou est-ce qu’il est dans le discours du Parti Socialiste qui approuve cette action et qui, en même temps, officiellement tout au moins, n’a rien changé à un certain nombre de ses éléments programmatiques, à un certain nombre de ses déclarations de fond et d’ordre stratégique - et en parlant stratégie, là, je ne parle pas d’alliance, bien sûr - de ses documents antérieurs ?
Je crois que nos actes de 1985 ne sont pas nos actes de 1981. Je crois qu’il nous faut le reconnaître et, donc, par là même, reconnaître que nous devons changer de discours.
Notre résultat de l’année prochaine dépendra de la confiance que nous saurons retrouver dans le pays. Nous resterons parti de gouvernement si nous savons établir une juste adéquation entre ce que nous faisons et ce que nous disons et si, pour commencer, nous reconnaissons que nous avons changé, et sur quoi nous avons changé.
Chers camarades, ce n’est pas là un vain débat, c’est un débat qui, je crois, est profondément au cœur de nos chances de succès ou de défaite pour l’année prochaine.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Edwige Avice, ensuite Gérard Delfau.

Edwige Avice

Mes chers camarades, lorsqu’on affronte quotidiennement l’opinion publique,

Fondation Jean Jaurès

on finit par redouter qu'il y ait un certain décalage entre les préoccupations internes d'une formation politique et ce qui apparaît, dans la période, comme une nécessité impérieuse pour rassembler autour de nous.
Je m'explique.
C'est autour de questions électorales que paraît actuellement se concentrer toute notre attention, ce qui a parfois fait dire que le Patti Socialiste était un parti électoraliste, alors que, loin de nos débats internes, beaucoup de gens en France attendent, d'une part, que nous justifiions mieux, en l'expliquant mieux, l'action gouvernementale, d'autre part, que nous ayons pour l'avenir des propositions claires à leur proposer.
Il est indéniable que la réforme électorale et l'introduction du système proportionnel font naître une série de réflexions sur les institutions. Comment pourrions-nous ne pas le percevoir dans ce pays multiforme - et de ce point de vue difficile à gouverner - qui souhaite, au fond de lui-même, que les institutions lui permettent de dominer ses contradictions, et surtout qu'elles fonctionnent sans heurts ?
Mais ce n'est pas sur ce point précis que je souhaite intervenir.
Deux autres préoccupations me retiennent.
La première est que nous n'avons pas assez confiance en nous-mêmes. Pour avoir depuis longtemps, alors que nous étions dans l'opposition, mesuré la pugnacité de notre formation politique alors qu'elle devait se contenter, dans le pays, du débat d'idées, il parait très étonnant que ne soient pas tirés d'une action menée depuis 1981 de nombreux arguments, des arguments qui permettent au PS de se situer dans une dynamique, dans un avenir.
Je prendrai quelques exemples.
La période que nous venons de traverser a été marquée par un fort investissement dans l'avenir, à travers la formation professionnelle des jeunes et l'Education nationale, à travers la recherche et la politique industrielle, à travers le développement des droits des femmes, sans lesquels la société serait incomplète. Ajoutons que, dans des domaines fort importants, un accord a pu être trouvé avec de nombreux Français, bien au-delà des clivages politiques traditionnels ; c'est notamment le cas de la défense nationale, et c'est aussi le cas de la politique de décentralisation.
Nous n'avons pas à rougir du travail fait, même si des apprentissages difficiles ont parfois été nécessaires après la prise du pouvoir. Nous avons donné beaucoup de nous-mêmes et, en même temps, à l'extérieur, l'image d'une créativité, d'un sursaut de ce pays.
C'est justement cela qu'il ne faut pas perdre, mais au contraire réinvestir pour préparer l'avenir.
Lors du dernier Congrès, un certain nombre d'entre nous faisaient remarquer que l'action du Parti et celle du gouvernement ne se situaient pas exactement dans la même échelle du temps. En effet, un gouvernement est pris à la gorge par des contingences quotidiennes. Un Parti est un intellectuel collectif qui peut agir à court, moyen et long termes. Il a sans doute plus de facilités pour imaginer des lignes directrices sur lesquelles se bâtira l'action future, pour saisir

l'évolution d'une société, pour affiner l'analyse internationale des rapports de forces et préciser les enjeux d'un pays.
Cette constatation est encore d'actualité alors même que nous devons débattre de nos orientations.
La pire des choses serait de manquer d'esprit d'anticipation et de gérer notre réflexion à trop court terme.
La Gauche au pouvoir a apporté certains enseignements sur la réalité du pays. Au Parti Socialiste d'en tirer son profit pour assurer non seulement une place à tous ses militants, à tous ceux qui se reconnaissent en lui dans une action commune, mais aussi son rayonnement.
Justement, par rapport à cela, le deuxième point que je souhaite évoquer a trait au projet politique.
C'est faire une analyse erronée de la société française que de penser, comme voudraient le faire croire de nombreux commentateurs, qu'elle se résume à un ventre mou d'où émergeraient de temps à autre des velléités de changement sans lendemain. Ce n'est pas connaître notre pays.
Il faut dire que le changement, cela se crée, à condition d'agir sur les bons leviers, les solidarités, et de faire percevoir le caractère indispensable qu'ils présentent pour un pays. Si cela ne se produisait pas, c'est qu'alors nous aurions échoué.
Il n'y a pas de contradiction - je suis étonnée de certains discours - entre les valeurs de la République et les valeurs du Socialisme ! La liberté, l'égalité et la fraternité sont des leviers sur lesquels nous pouvons agir et dans lesquels beaucoup de gens se reconnaissent.
Ce travail pédagogique, il nous faut largement l'entreprendre encore aujourd'hui. Comment mieux l'accomplir qu'en proposant à ce pays des objectifs à remplir en termes de projet et en ne laissant pas nos adversaires chercher à conquérir ce terrain ?
Au moment même où nous voyons bien ce qui se passe en Europe, par rapport aux Etats-Unis, où nous mesurons les efforts qui restent à faire pour éviter de devenir un pays de seconde zone, il est nécessaire de parler en termes d'ambition et de ne pas se contenter des voies moyennes où la paresse peut conduire les esprits peu attentifs.
Comment ne pas voir, par exemple, aujourd'hui, l'importance des options en matière de défense nationale, la nécessité de réaffirmer sur tous les terrains notre indépendance, notre autonomie de décision, de prendre parti clairement dans le débat sur l'IDS ? Comment ne pas considérer comme une de nos priorités, et sans doute une des plus difficiles, la construction européenne, avec la volonté de donner encore plus de consistance à la relation franco-allemande ?
Enfin, en matière économique et industrielle, la lutte contre le chômage, la création d'entreprises nouvelles, l'utilisation des nationalisations, la conquête des marchés extérieurs, sont nos chemins tracés si nous voulons, en tant que pays, exister à terme et, surtout, si nous voulons assurer une croissance durable, qui est le seul support possible du progrès social. Car c'est bien sur des objectifs de progrès social que nous avons été conduits au pouvoir.

Fondation Jean Jaurès

Alors, bien au-delà du débat électoral, réaffirmons ce que nous sommes et ce vers quoi nous tendons dans la préparation du Congrès qui en fournit l'occasion.
L'avenir appartient à ceux qui ont de la persévérance et nous n'avons encore fait qu'un bout du chemin. Trouver un souffle nouveau, non seulement pour 1986, mais au-delà, telle doit être notre réflexion aujourd'hui.
Nous avons encore beaucoup à inventer dans un pays qui, finalement, ne respecte que ceux qui sont capables d'agir et de créer et qui ne respecte aussi que ceux qui sont capables de gagner.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Gérard Delfau, ensuite Collomb.

Gérard Delfau

Chers camarades, comment conjuguer fidélité et ouverture ? Comment devenir des Socialistes de gouvernement sans renoncer à la perspective historique du Socialisme ni oublier qu'un jour, le plus tard possible, l'alternance fera de nous des Socialistes qui ne seront plus au gouvernement ?
Voilà, formulée de deux façons différentes, l'une des questions décisives de ce Congrès.
Quatre années de septennat de gauche ont forcément modifié notre relation au pouvoir. Nous sommes sortis du rêve éveillé de la période de "l'état de grâce" pour nous confronter aux dures réalités de la politique de rigueur. Nous avons dû quitter le confort d'une culture d'opposition qui était devenue comme une seconde nature de la Gauche française.
Avons-nous achevé cette mutation ? Rien n'est moins sûr. Sommes-nous certains qu'il n'existe pas encore dans nos rangs, ici et là, des Socialistes honteux de leur gouvernement ? A l'inverse, n'y aurait-il pas des Socialistes qui, pour durer au-delà de 1986, seraient prêts à envisager leur soutien à un gouvernement qui serait honteux du Socialisme ?
Cette dernière question est dans la tête des gens. Il était bon que le Premier secrétaire ait répondu comme il l'a fait à l'Assemblée Nationale, dissipant toute équivoque : nous ne gouvernerons pas avec la Droite au soir des législatives, si d'aventure l'opposition l'emportait.
Mais, aujourd'hui, la procédure d'ouverture de la discussion du Congrès nous invite à aller plus loin. Nous n'allons pas nous situer, en effet, dans la seule hypothèse ou nous perdrions, d'autant que chacun sait bien que ce qui compte, c'est l'enchaînement 1986-1988. Comment exprimer notre conviction qu'il est possible de gagner et qu'on ne peut gagner qu'à gauche ? Comment le faire sans avoir l'air de pratiquer la méthode Coué ?
Il nous faut expliquer avec qui on peut gagner, sur quels thèmes, selon quelle procédure, avec quels objectifs.
Nous avons cinq mois pour répondre à ces interrogations. Je ne prétends, pour ma part, qu'apporter quelques éléments de réflexion.
Une première question se pose : Ou en sommes-nous de l'union de la Gauche ?

Fondation Jean-Jaurès

L'effondrement électoral du Parti Communiste et l'attitude de division de sa direction condamnent pour longtemps l'union de la Gauche sous sa forme institutionnelle : l'accord de gouvernement entre deux partis.
Pourtant, l'aspiration unitaire demeure vivace à gauche, y compris au sein de l'électorat Communiste. Nous ne pouvons laisser se dilapider cette richesse. Le Président de la République incarne cette dimension dans notre histoire, le PS, à sa place, en est lui aussi comptable.
Comment peut-il assumer cette fonction dans la phase actuelle ? A terme, l'objectif, c'est que le PS soit le Parti de toute la Gauche, mais dans l'immédiat, comment peut-il relancer la dynamique unitaire dans cette gauche morcelée, divisée et plurielle, où cohabitent et s'interpénètrent engagement politique, engagement syndical, engagement associatif ?
Comment rendre compte de cette diversité par une formule qui souligne les richesses, les difficultés, mais aussi les virtualités de l'époque où nous vivons ?
Comment conjuguer l'aspiration unitaire avec l'éparpillement et le foisonnement ?
Comment affirmer à la fois que le Parti Socialiste est le Parti de l'union et reconnaître qu'il ne peut, pour l'heure, prétendre représenter toutes les forces de gauche et tous les types d'engagement progressistes ?
Pour alimenter cette réflexion, j'ai risque récemment une formule : l'union des gauches.
Mieux que quiconque, je mesure les difficultés qu'elles peuvent soulever mais je souhaitais attirer l'attention du Parti sur la profonde recomposition du champ politique et social que nous observons.
Cette formule ou une autre, à la limite, peu n'importe pour vu que nous fassions apparaître notre souci d'ouverture, notre disponibilité tandis que ceux qui aspirent à mener le combat de la Gauche, doivent reconnaître la réalité de ceux que nous représentons.
Je n'ignore pas les difficultés - c'est ce qu'on m'a objecté - et je voudrais d'abord vous dire : faut-il ouvrir la liste des candidatures aux législatives, à des personnalités extérieures ?
J'ai vu, à ce sujet, naître dans le Parti, dans telle ou telle sensibilité, la tentation d'être généreux avec ceux qui pourraient sembler appartenir a d'autres : tel courant quelque peu activiste met la barre haut : 20% à disposition de nos membres du PS. Ces animateurs, sacrifient-ils par là, leurs propres expériences légitimes pour grossir la liste des places disponibles ?
On voit bien de toute façon que cette affaire n'est pas simple.
Il est bon, en tout cas, que le principe de l'ouverture, d'une ouverture raisonnable et maîtrisée - comme vient de l'affirmer le Premier secrétaire - soit dès le départ affirmée.
On pourra trouver, chemin faisant, d'autres façons de manifester cette volonté. L'accueil fait aux militants PSU groupés autour de Jacques Salvator en est une. Une procédure décentralisée de discussion du contrat du gouvernement style rencontre des jeunes acteurs du changement, pourrait y concourir aussi.
Ce qui compte, c'est l'image que nous allons donner de nous-même dans cette

Fondation Jean Jaurès

année décisive.
Elle doit aligner fermeté, et disponibilité.
Sur quel thème rassembler ?
Telle sera ma deuxième question et je n'y répondrai bien sûr que très imparfaitement.
Chacun voit bien qu'on ne peut espérer rallier une majorité d'électeurs au projet Socialiste.
En revanche, elle peut se remplacer notamment pour défendre et actualiser les idéaux car la République est gravement menacée.
Le Socialisme n'épuise pas son message à la République. Comme d'ailleurs, le Parti Socialiste ne résume pas son rôle à celui de Parti du gouvernement mais c'est un fait qu'à chaque période cruciale de notre histoire, depuis plus d'un siècle, les Socialistes se sont mobilisés pour instaurer et défendre le régime républicain.
Mieux : cette République, ils l'ont peu à peu façonnée dans un sens progressiste, avec la devise liberté - égalité - fraternité.
Aujourd'hui, la Droite menace la notion de l'égalité sous prétexte d'une illusoire liberté et elle espère bafouer la fraternité lorsqu'elle fait ou laisse faire la chasse aux canards en Nouvelle-Calédonie ou aux Maghrébins.
Bien sûr, avec le débat sur la cohabitation, on voit apparaître que l'opposition est entêtée par une sorte de coup d'Etat permanent contre les instituions qu'elle a autrefois elle-même fait approuver par le peuple français.
A nous d'alerter l'opinion publique à l'occasion du Congrès sur cette orientation. A nous de formuler les pages d'une nouvelle synthèse républicaine à proposer aux Français.
Ce faisant, nous servirons le Socialisme sans altérer son identité qui ne saurait être réduite à une forme de républicanisme mais qui, depuis nos origines, a partie liée avec lui.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Gérard Collomb et ensuite Bernard Morin. Bunel a renoncé à la parole et je vous demande de saluer ce geste.

Jean Poperen - ... Ce sont là des exemples...!

Gérard Collomb

Chers camarades, je souhaitais intervenir sur deux thèmes : le premier sur le problème stratégique et, le deuxième, sur la définition du projet.
En ce qui concerne les problèmes stratégiques, je serai bref.
En effet, si au cours des dernières semaines ou des derniers mois, on avait cru entendre quelques voies discordantes qui disaient même discrètement mais disaient tout de même : "au centre"... le chœur réunit aujourd'hui dans cette salle a été unanime pour crier : "à gauche".
Je crois que c'est une bonne chose car il n'y aurait pas d'autres perspectives pour le Parti Socialiste que la perspective stratégique qu'il a fondée au Congrès

d'Epinay - celle qui est ancrée profondément, calmement mais bien à gauche.
Nous sommes donc tout à fait satisfaits que le Parti Socialiste réaffirme, à l'occasion de son Congrès, une orientation stratégique à gauche.
Ce qui, pour nous, ne saurait signifier que tombant dans le défaut contraire, le Parti Socialiste doive en revenir à un maximalisme idéologique et programmatique qui tournerait trop ouvertement le dos à tout ce que nous avons pu faire au gouvernement depuis 4 ans et qui aurait un tel écart qu'il ne saurait trouver quelques échos que ce soit dans l'opinon publiques ou autre.
Ni déviation centriste, ni tentation d'exercer... la voie, je crois, est tracée pour le Parti Socialiste.
Le problème qui est le nôtre maintenant, est de savoir si dans le projet que nous allons définir, nous pouvons correspondre à l'espérance de la France et aux problèmes que connaît notre pays.
Les problèmes que connaît notre pays, quels sont-ils ?
Sur le fond, ils peuvent se résumer dans la situation suivante : le compromis social sur lequel a été fondé l'équilibre de la société française, depuis 30 ans, et qui était donné sur une croissance continue, a, du fait de la crise, été rompu. Le compromis social qui consistait à une espèce de partage : aux salariés des augmentations de salaires, au patronat, la gestion des entreprises ; a été rompu.
Il nous appartient donc, à nous, Socialistes, de définir les termes d'un autre compromis.
En effet, je crois qu'à partir d'aujourd'hui, deux solutions seulement s'ouvrent à nous : ou bien effectivement le triangle du libéralisme sauvage - de la déréglementation, de la disparition de toutes protections sociales, bref, un retour en force du libéralisme, tel qu'on le pratiquait au 19ème siècle, soit au contraire la définition et seul le Parti Socialiste peut la faire, d'un nouveau compromis.
Quel peut être ce compromis ?
Non pas un compromis politicien - et je viens de le dire - du point de vue stratégique. Mais un compromis social à l'échelle de la nation et qui consisterait à échanger modernisation économique contre modernisation sociale.
Je crois qu'effectivement un des problèmes fondamentaux est celui de la modernisation économique de notre pays.
Si nous ne nous modernisons pas et si nous n'arrivons pas à muscler notre appareil productif, la France, en tant que nation indépendante et compétitive dans le concert mondial cessera d'exister.
La modernisation est indispensable mais il faut voir ses contre-parties.
Ces contre-parties, c'est une moindre croissance salariale, c'est un certain nombre de difficultés au niveau de l'emploi.
Les salariés n'accepteront pas cette modernisation économique si on ne leur donne pas, en échange, d'autres perspectives.
Ces perspectives, quelles peuvent-t-elles être ?
Elles concernent, je crois, tout d'abord la place de la classe ouvrière dans l'appareil productif et même plus généralement dans la société française.
Michel Albert qui ne passe pas pour un forcené de la lutte des classes, souligne très justement l'écart qui existe entre la place de la classe ouvrière française, et

Fondation Jean Jaurès

la place de la classe ouvrière allemande. Et elle montre quelle disparité il existe en terme de salaires, de qualifications, en terme même de supports de la production sociale.
Il y a donc là un échange à faire, une redéfinition de la place de la classe ouvrière dans la société française. Même chose en ce qui concerne son rôle dans l'entreprise. On ne peut plus accepter une classe ouvrière passive.
Demain, les usines modernes demanderont des gens qualifiés à qui on demandera de faire preuve tous les jours d'initiative au travail.
Comment pourrait-on croire qu'ils accepteront à la fois d'être créatifs sur le plan technologique et d'être passifs sur le plan social ?
Sur le deuxième aspect de cette espèce de compromis historique. Ce compromis historique s'étendra forcément sur un problème fondamental : le problème du chômage. Et il faut, de ce point de vue-là que loin de remettre en cause la protection sociale, il faudra au contraire l'accroître.
Je crois que nous n'aurions pas intérêt à suivre tous ceux qui nous incitent à nous défier du bazar de la solidarité.
En fait, ce qu'ils attaquent, ça n'est pas le mauvais fonctionnement de ce système de solidarité, mais c'est le système en lui-même.
Ne nous y trompons pas et disons, au contraire, qu'il n'y aura pas de modernisation économique si nous n'arrivons pas à prendre en charge les problèmes de solidarité et, en particulier, par rapport au chômage. D'où une conséquence au niveau du débat sur les prélèvements obligatoires : faire en sorte que les prélèvements obligatoires n'augmentent pas, c'est une chose... accepter que demain pour pouvoir les faire baisser, on en arrive à des difficultés sans nom au niveau de la protection sociale et au niveau de la protection contre le chômage, en serait une autre.
Enfin, troisième terme de ce compromis social qu'il nous faut définir : il concerne, je crois, les couches sociales les plus défavorisées : celles que nous avons perdues, qui habitent les HLM et qui sont en proie aux difficultés d'insécurité, qui sont en proie à la dégradation du logement. Par rapport à ces couches sociales, il faut redéfinir un Socialisme du quotidien. Pour eux et les grandes réformes que nous avons pu faire, que ce soit les nationalisations, que ce soit la décentralisation, elles ne les concernent que fort peu.
Ce qu'ils regardent, c'est ce qui a changé dans leur vie quotidienne et dans ces grands ensemble, mais peut-être n'a-t-on pas assez changé ?
Il faut donc remettre au cœur de nos préoccupations ce Socialisme du quotidien qui a pu s'exprimer par les Commissions Bonnemaison, par les Commissions Pesce, par la Commission Schwartz et qui font que, concrètement, dans les villes et dans nos banlieues, pour cet électorat qui doit être le nôtre, les choses changent concrètement.
Voilà, mes camarades, quelques perspectives que je voulais ouvrir et je crois que le débat sur cette tentation centriste est un faux débat.
Ce qu'il nous faut, c'est essayer de correspondre véritablement aux questions que se pose notre société, d'essayer - dans les réponses que nous donnons - d'apporter des éléments de solution qui puissent rassembler largement, qui

Fondation Jean Jaurès

puissent rassembler les techniciens, et les cadres parce qu'ils comprennent la nécessité de la modernisation économique, qui puissent remplacer les masses salariales parce nous tentons de leur redonner véritablement leur place dans le société et, enfin qu'ils puissent aussi réunifier toutes ces couches qui, si nous n'y prenons garde, s'enfermeront dans l'envers d'une société et que nous avons vocation également à ramener vers nous.
Voilà, mes camarades, que je voulais souligner.
En faisant ceci, je crois que nous ne tomberons ni dans l'idéalisme, ni dans un réalisme qui serait tout simplement l'adaptation à la réalité telle qu'elle est aujourd'hui mais que, nous inspirant de la meilleure source de pensée Socialiste - les sources jaurèssiennes - nous saurons prendre en compte la réalité, non pas pour nous y plier mais pour la transformer conformément à notre idéal.

Le président - Merci.
La parole est à Bernard Morin.

Bernard Morin

Une voix écologiste vers le Socialisme tel est le titre de la contribution que nous avons préparée et que nous déposerons avec Richard Masson et un certain nombre de responsables fédéraux, devant le Comité directeur et dont je voudrais vous dire quelques mots.
Ayant donné comme sous-titre : la crise du travail, levier du changement, je voudrais tout d'abord exprimer ce titre et ce sous-titre.
Le sous-titre d'abord.
Peut-être avez-vous été, sensibles, comme moi à la couverture de l'Evénement paru cette semaine et qui titrait : "4 ans après et plus que jamais le chômage".
Une manière de nous rappeler, s'il en était besoin, que le chômage est le problème majeur ; beaucoup d'entre nous le disent, mais il faudrait aller jusqu'au bout de cette logique et dire que nous pouvons difficilement concevoir d'avoir entre nous un débat qui ne parte pas d'une analyse fine de ce problème. C'est ainsi que nous avons démarré la contribution et c'est pourquoi nous lui avons donné ce sous-titre.
Pourquoi le titre ? C'est que l'analyse des technologies nouvelles ramène à des choix de société qui ne sont pas sans rappeler les thèmes que d'autres ont rappelés sous la bannière de l'écologie politique.
Est-ce une raison pour les négliger à un moment où le Socialisme a profondément changé ?
Les technologies nouvelles d'abord, sans doute parce qu'elles prolongent non plus seulement le bras, mais directement le cerveau de l'homme que sont la micro-informatique, les fibres optiques, les biotechnologies, débouchent sur une automatisation systématique des biens et des services.
Ainsi, c'est banal de le dire, mais il faut en tirer les conséquences, se créent de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail. Cela pose le problème de la répartition du travail et celui de la répartition des revenus en des termes relativement nouveaux. Face à ce problème, un certain nombre semblent

Fondation Jean-Jaurès

obsédés par le problème de la croissance. Je dirai que dans la logique de ces technologies, une croissance fantastique de la production est à portée de notre main si nous sommes capables de trouver, en face de cette production, une demande solvable, des gens pour l'acquérir, mais c'est là tout de même un point essentiel qui, nous semble-t-il, n'a pas été assez souligné.
La croissance d'une production de plus en plus automatisée ne peut tout de même pas être en soi une croissance créatrice d'emplois, qu'il s'agisse d'emplois industriels ou de bureau.
Vous avez certainement remarqué comme moi, dans "Le Monde", un article très intéressant qui traite de la croissance sans emploi en parlant de l'Allemagne. Si on suit ce raisonnement, on voit toute la difficulté, par rapport au problème du chômage, des raisonnements qui consistent à dire : modernisation entraînera tôt ou tard croissance, qui créera des emplois. Que l'on mise, pour générer cette croissance, sur plus ou moins de protectionnisme - l'idée parait abandonnée - ou sur une relance qui serait tirée par l'étranger, dans un cas comme dans l'autre, même si nous retrouvions une certaine croissance, il est peu probable non seulement que nous retrouverons des emplois nouveaux mais que nous arrêterons l'hémorragie pour les raisons que j'ai expliquées.
Alors, face à cette situation, il faut chercher d'autres pistes.
Il y a une piste qui se présente à nous et qui est tentante pour les capitalistes repentants que sont un certain nombre d'entre nous : je veux parler de la tentation du modèle américano-nippon.
Le libéralisme - celui de la Droite, bien sûr - a en effet une réponse face à ce problème, au moins théorique : celle d'une société duale que je ne développerai pas, d'autres en ont parlé. C'est la société coupée en deux : d'un côté, les managers, les techniciens hautement qualifiés, travaillant à plein temps, et de l'autre côté une population plus ou moins bien formée.
Si on regarde l'attitude qu'on a eue en France dans les premières années, les mesures sociales qu'on a prises face à ce problème, on voit qu'elles ont eu pour effet de déplacer la ligne de fracture en éloignant du champ du travail les plus jeunes et les plus âgés.
Peut-être est-il temps de poser le problème autrement, d'envisager d'alterner tout au long de la vie travail, repos et formation. Je veux parler par là du temps partiel, du recyclage.
Ce serait une toute autre piste, peut-être une piste proche de la réflexion d'un certain nombre de militants écologistes. En effet, tous à temps partiel, ce n'est pas à vrai dire un projet bien nouveau non plus, mais c'est peut-être une alternative réaliste aujourd'hui si l'on veut trouver une autre solution que la social-libérale. Ce serait aussi une manière de changer enfin la vie, parce que tous à temps partiel, cela signifierait d'autres rapports hommes-femmes, d'autres rapports parents-enfants, cela signifierait le développement possible de l'auto production, tout ce que l'on peut faire chez soi, dans les ateliers de quartiers, cela pourrait signifier des choses nouvelles auxquelles on n'a pas beaucoup pensé, les mini-entreprises à mi-temps créées par des salariés à mi-temps ; si l'on trouvait un statut approprié, ce serait une façon de lutter contre le travail

noir. Ce serait aussi une façon de rendre les citoyens plus disponibles.
Je voudrais maintenant rapidement dire que si nous faisons cette analyse, ce choix pour l'avenir, il débouche sur des propositions très précises pour le présent que je ne ferai qu'esquisser, je ne voudrais pas épuiser votre temps...

Le président - Non, mais le tien est épuisé.

Bernard Morin - Simplement quelques grands titres : d'abord, il serait peut-être temps de poser devant l'opinion la question du partage du travail, du revenu ; il serait temps aussi, parce que la crise est également une crise de distribution, d'inventer des mécanismes adaptés à l'ère de l'automatisation. A cet égard, je crois qu'il faudrait étudier la proposition faite par un orateur avant moi d'un revenu minimum garanti
Nous pourrions faire des propositions sur le cumul retraite autres que des mesures répressives comme celles prises jusqu'ici.
Il faudrait peut-être réfléchir sur un développement du temps partiel avec des systèmes de pénalisation pour ceux qui prolongeraient leur temps et des systèmes d'allégement fiscal pour ceux qui iraient vers la réduction du temps de travail.
Il serait peut-être temps de réfléchir à un certain nombre de créneaux dans lesquels une relance sectorielle aurait tout de même un effet intéressant, je veux parler d'une politique plus ambitieuse de la maîtrise de l'énergie, je ne développe pas.
Enfin, nous disons que dans cette perspective du temps libre, il faut tenir compte de l'environnement.
Vous comprendrez aussi que nous fassions des propositions pour une citoyenneté nouvelle, puisque des citoyens plus libres de leur temps, ce sont des citoyens plus disponibles.
Je dirai en quelques phrases de conclusion que tout cela se heurte à des difficultés. En effet, si nous voulons appliquer efficacement le partage du travail, il faut que la société cesse d'être une société de consommation maximale, il faut d'autres cultures que celles véhiculées.
Il y a un rôle important, capital à jouer par le Parti Socialiste qui sortirait du faux débat : le Parti pour l'avenir, le gouvernement pour le présent, et qui aiderait le Parti en préparant l'opinion à préparer l'action du gouvernement. Ce serait un moyen de poser le problème des ouvertures, des alliances, non pas en terme tactique, mais en fonction du projet qui serait le nôtre.

Le président - Merci. Geneviève Domenach-Chich a la parole ensuite Alain Richard.

Geneviève Domenach-Chich

Chers camarades, le titre de la contribution à la quelle j'ai apposé ma signature est "Socialisme et réalités", au pluriel, car, en effet, ce qui nous intéresse c'est de contribuer à la nécessaire réflexion sur les conditions à réunir pour que le

Fondation Jean-Jaurès

Socialisme français demeure dans la période à venir à la fois la grande force de gauche et un parti de gouvernement.
Nous disons effectivement que nous refuserons un partage des rôles qui reposerait sur le couple qu'on a qualifié de pervers entre pragmatisme gouvernemental et orthodoxie du Parti, parce que ce serait suicidaire.
Tu dis, Lionel, que le problème se pose en termes de risque, mais y compris là, je crois qu'il faut nous arrêter sur les conséquences dramatiques que ce couple pourrait avoir s'il était réalisé. Il permettrait, en réalité, au gouvernement de revendiquer sans encombre la prise en charge de l'intérêt national, le fait de mener une politique de consensus et on sous-traiterait au Parti la maintenance idéologique.
Un tel schéma nous interdirait, s'il voyait le jour, de tirer les leçons d'une pratique gouvernementale unique dans l'histoire de la Gauche, au moins par sa longévité.
De plus, ce schéma interdirait au Parti d'éclairer la politique gouvernementale, de donner du souffle à une gestion rigoureuse, mais qui, il faut le dire, manque parfois d'imagination, manque parfois de créativité sociale.
Le Parti Socialiste doit donc demeurer dans la période à venir à la fois la grande force de gauche et un parti de gouvernement et pour engager de façon efficace cette réflexion, il convient de refuser de prendre au sérieux un certain nombre de faux dilemmes, refuser de prendre au sérieux le dilemme : gagner à gauche ou gagner au centre, jouer l'affrontement ou le consensus, car dans un système politique caractérisé par l'alternance du pouvoir de coalition, que je sache l'élection du Président de la République a lieu au suffrage universel, le Parti Socialiste ne peut que constituer un pôle à gauche.
A gauche, nous sommes, à gauche, nous restons. Si nous souhaitons que le Parti Socialiste adapte le Socialisme à la réalité, nous ne sommes pas de ceux que la prise en compte des réalités fait oublier le Socialisme.
Je crois qu'effectivement il vaudrait mieux, Lionel le sous-entendait tout à l'heure, un grand Parti Socialiste dans l'opposition et occupant l'essentiel de cette opposition qu'un Parti Socialiste se rabougrissant dans des manœuvres sans nom pour tenter de se maintenir à tout prix au pouvoir.
Le prochain Congrès du Parti sera, de ce point de vue, déterminant. Or, il peut donner lieu à toutes les confusions et je crois qu'il faut être conscient de ce risque et ne pas le balayer d'un revers de main.
Si, au Congrès, le Parti adoptait un projet maximaliste, cela ne manquerait pas d'avoir une influence désastreuse sur le score que nous réaliserions en 1986 et, à ce moment-là, faute d'accord suffisant, nous risquerions de nous voir contraints à rechercher des alliances nouvelles au risque de nous perdre complètement et d'éclater, comme disait Lionel.
Si, au contraire, le Parti Socialiste apparaît comme un parti ouvert, doté d'un programme raisonnable mais précis, capable de rassembler tous les gens de la Gauche, prenant à la fois en compte la rigueur économique, le souci de l'intérêt national, de la modernisation du pays, et les soucis quotidiens des couches les plus larges de Français, alors le score réalisé par le Parti nous permettrait de

Collection Jean Jaurès

constituer une ossature d'un gouvernement bien ancré à gauche.
Mais, pour constituer ce pôle de gauche, il nous faudra réunir au moins deux conditions : mobiliser notre électorat, créer une élite populaire.
Effectivement, pour constituer ce pôle de gauche, ce rassemblement, il nous faudra préparer, dès la phase d'élaboration du programme, un dialogue constructif et ouvert avec toutes les forces populaires, les organisations syndicales, dont j'ai peu entendu parler aujourd'hui, mais aussi les associations, et en particulier les fédérations d'associations.
Les liens que le Parti a su tisser avec le mouvement social - syndicats, associations, bien sûr - depuis la logique des assises du Socialisme, ont été pour beaucoup dans la victoire de 1981. Aujourd'hui, il nous faut réveiller ce vaste rassemblement de tous ceux qui ont choisi de travailler à la vie quotidienne des Français, et je pense là, bien sûr, aux réseaux dont Gérard Collomb vient de parler, aux réseaux créés par les Commissions Pesce, Bonnemaison, Schwartz, etc. à la logique des "Banlieue 89", etc. Mais toutes ces Commissions, il faut bien le savoir, ne fonctionneraient pas, ne modifieraient pas la vie quotidienne des Français si elles n'avaient pas su faire les relais que constitue, entre autres, le réseau associatif. C'est en utilisant ces réseaux que nous pourrons donner leur ampleur et leur sens à des réformes que nous avons votées, que tout parlementaire a fait voter, mais qui sont insuffisamment passées dans la pratique sociale ; je pense aux lois Auroux et, plus encore, à la loi de décentralisation qui suppose une mobilisation sociale.
Enfin, cela dit, lorsqu'il s'agira pour nous d'élaborer notre programme, il ne suffira pas, comme l'a dit Didier Motchane tout à l'heure, de dépoussiérer notre programme de 1981, il nous faudra procéder à un examen de nos analyses et revoir notre programme, notre doctrine, à la lumière d'une analyse qu'on doit savoir mener, rigoureuse, de l'évolution de la société.
Bien sûr, il faut tirer les leçons de ce que nous avons appris des quatre années de pratique gouvernementale, mais cela peut nous valoir l'accusation de révisionnisme. Le méchant mot est lancé, mais est-ce qu'il faut encore avoir peur des mots, et de celui-là en particulier ? Nous pensons qu'il est temps de sortir d'un faux dilemme - encore un autre - entre fondamentalisme et pragmatisme. Ce débat a trop fait de mal au mouvement Socialiste, chez nous et en dehors de chez nous. Lionel a fait référence au mouvement Socialiste européen - on a vu à quoi il pensait - rappelons-nous la parole d'apostrophe du vieux Premier secrétaire du SPD de l'époque qui avait critiqué le dogme marxiste et avait dit : Edouard, tu es un âne, on fait ces choses-là mais on ne les dit pas !
Cet opportunisme, nous le refusons, car le refus pragmatique de la révision a un coût plus lourd que la révision elle-même. Le pragmatisme ne peut pas atténuer longtemps la tension entre théorie radicale et une... (inaudible)... opportuniste.
Osons paraître ce que nous sommes, telle sera ma conclusion.

Alain Richard

Rassurez-vous, je serai bref. Je ne veux pas être long parce que ce serait courir le

risque d'être seul.
Le débat qui s'ouvre est d'abord celui des militants. Pourtant, comme chacun ici en est conscient, il n'est pas possible de le dissimuler à l'extérieur, et cela nous impose donc à la fois une certaine maîtrise et une certaine responsabilité, et aussi une volonté de prendre en compte les phénomènes politiques et les aspirations qui sont celles de notre électorat.
Il ne s'agit pas d'une situation radicalement nouvelle qui nous oblige à tout reprendre dans la pratique. Simplement je veux revenir en une phrase sur le fait que ce débat aurait pu et aurait dû être préparé par un certain nombre d'autres réunions. Nous n'avons tenu depuis le Congrès de Bourg - je parle des militants, en descendant jusqu'à la base - qu'un débat de caractère global, qui a d'ailleurs été intéressant et positif, celui de la Convention sur la modernisation.
En tous cas il faut que ce débat soit tourné vers le développement. J'ai bien entendu à ce sujet la note critique de Lionel Jospin à propos de tournures que j'ai employées dans notre bulletin de courant. J'admets tout à fait que les deux mots qu'il a cités étaient excessifs, comme parfois ont été excessifs d'autres mots prononcés par d'autres. Bien entendu, il n'était pas dans notre esprit de mettre quelque consonance sanguinaire que ce soit dans l'idée de Stalinisme...

Lionel Jospin - C'est difficile de dissocier...

Alain Richard - C'est vrai. De même, quand on nous a dit que nous étions la "droite moderniste", cela réclamait une petite explication, cela a d'ailleurs été fait avec beaucoup d'élégance, pour comprendre que c'était la Droite à l'intérieur du Parti Socialiste.
Mais je voudrais dire, pour clore là dessus, que ce n'est, je dis malheureusement, qu'à travers cette allusion justifiée que j'ai eu l'occasion de revenir sur le malaise réel qui a plané sur la méthode de délibération et de non-décision du Parti sur le mode de scrutin, car il ne suffit pas de dire que la proportionnelle était dans le programme du Parti, avec l'accord de la plupart de ceux qui sont ici, pour dire que c'était ce mode de scrutin à ce moment qui devait être choisi par le Parti Socialiste. D'autre part, il peut rester aussi des désaccords sur les choix qui ont été faits en matière d'organisation du Congrès.
Mais ce débat, il faut le mener en cherchant au maximum à développer notre richesse interne et à renforcer notre productivité mobilisatrice.
Je pense que ce débat doit se faire aussi sans un esprit excessif de stabilisation, je ne dis pas de normalisation, c'est-à-dire qu'il ne faut tout de même pas faire trop non plus la chasse sinon aux idées nouvelles - ne soyons pas prétentieux - du moins à la prise en considération de phénomènes nouveaux.
Je pense que personne, en tous cas de notre côté, ne parle de crise du PS. En effet, j'en donne tout à fait acte au Premier secrétaire, il n'y a pas de crise du PS. Il n'y a pas non plus affaiblissement de l'électorat notable. Mais nous sommes placés dans une situation politique qui n'est pas de notre fait, et nous devons aspirer à autre chose. Nous avons la responsabilité, compte tenu du choix stratégique fait par d'autres, de rassembler plus largement un ensemble de forces

de changement, de trouver là un pôle politique de rassemblement qui nous impose de ne pas être uniquement défensif. Il faut, certes, être prudent, compte tenu de notre place sur l'échiquier politique, mais nous ne pouvons pas espérer simplement par la prudence sortir de cette situation difficile.
Il faut donc se risquer, c'est ce que nous faisons, à un certain nombre de propositions.
Je ne reviens pas sur celles qui ont été évoquées par Marie-Noëlle en matière de solidarité, mais je les regarderai simplement selon un angle qui consiste à dire qu'on ne peut pas dire qu'on a simplement changé de politique économique conjoncturelle, parce que d'abord l'inflexion qui a été faite en 1982 dure et devra durer encore. Je crois qu'il n'y a pas aujourd'hui d'alternative et qu'on ne voit pas à l'horizon la résurgence de taux de croissance spectaculaire. Donc cela crée une contrainte qui est une contrainte forte et une contrainte politique sur l'ensemble, car une fois qu'on est dans ce contexte, cela infléchit aussi par exemple la politique de logement, par exemple la politique de la santé, par exemple la politique scientifique.
Donc il y a bien des questions de politique à se poser par rapport à l'application de nos valeurs et par rapport à la recherche de nos objectifs politiques qui n'ont pas changé, qui sont véritablement la définition d'une stratégie de changement adaptée à ce terrain.
Donc les seuls points que je mentionnerai à cet égard, c'est aussi que nous pouvons continuer à apporter des novations, des propositions à la population en matière d'expansion des libertés et d'expansion des responsabilités individuelles et collectives. Nous avons, je crois, à poursuivre la décentralisation qui a déjà déclenché un certain nombre de dynamiques sur le terrain mais qui n'est pas encore perçue dans l'ensemble de l'opinion, notamment en ce qui nous regarde, comme un mouvement social qui peut être émancipateur.
Nous devons donc travailler collectivement, et il y a des plus à apporter, des réflexions à faire sur la relation de la collectivité au citoyen, sur l'extension des possibilités de contre le collectif, sur la vie des collectivités. Je pense notamment aux départements qui aujourd'hui n'incarnent pas, je dirai, une vision de la démocratie sur le terrain qui corresponde à ce que nous souhaitons.
Et puis il y a aussi ce que nous devrons dire sur la place des émigrés dans la vie politique, qui doit être un combat. Nous ne devons pas nous immobiliser, nous ne devons pas non plus nous lancer dans des prises de position qui créeraient éventuellement un effet de boomerang.
Nous ne pouvons pas être dans la clandestinité sur ce sujet, nous devons assumer le fait que cette société est une société pluri-culturelle, et qu'il y a nécessairement une évolution des relations intercommunautaires à mener dans les quartiers, à mener dans les villes.
De même en matière d'initiatives économiques et sociales, nous ne pouvons pas dire simplement : "nous avons fait les lois Auroux, donc l'affaire est classée". Il continue à y avoir des besoins de participation, des besoins de démocratisation concrète, des avantages à donner à des entreprises qui soient plus collectives.
Cela suppose que nous soyons explicites, et je dirai un peu offensifs sur l'action

politique elle-même.
J'ai peut-être mal entendu, mais je ne crois pas que quiconque aujourd'hui ait parlé du problème des cumuls des mandats... Si ? Très bien. Je n'ai pas écouté ton intervention, mille excuses.
Je pense que c'est à ce Comité directeur qu'il y a lieu d'en parler car la question est posée concrètement à l'occasion de la discussion des lois sur le système électoral, à cette session du Parlement, et il va falloir que l'on explique qu'on décide de ne rien faire sur ce sujet, alors que nous en avons l'occasion législative et la possibilité véritablement de faire une avancée.
Allons plus loin et parlons de la diversification des partis militants. Je crois que sur ce point il y a en effet accord, dans la prise de position exprimée par Lionel Jospin.
Et puis parlons aussi des 30%. Ce n'est pas un problème uniquement de positionnement, ou alors demandons-nous le positionnement de qui, car même si on pose le problème indépendamment de la dynamique politique qu'on veut créer, les 30%, objectif sur lequel je crois qu'on peut être nombreux à reconnaître un côté à la fois mobilisateur et réaliste, on ne peut pas les faire sans donner un certain nombre de signes, sans mener un certain nombre d'actions qui sont représentatives d'une volonté concrète de rassemblement.
Et puis pour parler à un niveau encore plus terre à terre, demandons-nous ce qu'un certain nombre de forces plus ou moins organisées peuvent nous coûter négativement, si nous n'avons aucune démarche de conciliation, de recherche de conciliation à mener avec elles. Dans le système électoral dans lequel nous sommes placés maintenant, un certain nombre de forces, si elles s'organisent électoralement, peuvent avoir 1, 2, 3 ou 4% des voix et n'auront aucun élu ou un élu, avec le système qui impose un seuil relativement élevé dans un département, mais peuvent nous faire perdre 10, 15 ou 20 élus. Donc il y a matière, je crois, à réflexion, et à réflexion tout à fait pragmatique, sur ce sujet.
Mais nous sommes obligés de prendre en compte la logique.
Comme nous avons pensé apporter quelque chose au Parti en abordant le thème de la rigueur en 1983, nous pensons peut-être pouvoir apporter quelque chose au Parti en abordant là aussi fondamentalement le problème des modalités concrètes d'élargissement et de la force politique plus vaste que nous entendons construire, pour maintenir autour du PS, axe essentiel du changement, une majorité capable de travail derrière le Président de la République pour poursuivre les changements sur lesquels je viens de parler.
Si l'on veut que nous soyons cet axe essentiel du rassemblement, je crois qu'il faudra prudemment aborder les problèmes d'alliance. C'est en effet comme cela qu'on peut traiter concrètement la question. On ne peut pas séparer les questions d'alliance et les questions d'orientation comparative, mais au moins dans notre environnement, faisons le sans trop tarder.
C'est vrai que tout cela représente des efforts, représente une tension, mais c'est d'abord cet impératif d'être nous-mêmes qui doit nous mobiliser maintenant, qui doit être notre axe de travail, pour arriver en 1986. Nous y avons contribué pour notre part et à notre place jusqu'à maintenant, notre intention est de continuer.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je donne la parole au dernier orateur inscrit, Alain ?... du Puy de Dôme.

Un délégué du Puy de Dôme

Mes chers camarades, puisque c'est moi qui dois terminer ce Comité directeur, je vais essayer d'être assez bref.

A travers la préparation du Congrès, la question première qui se pose, celle qui préoccupe tous les militants et tous les Socialistes, c'est certainement : comment gagner en 1986 ? Car nous devons gagner en 1986 si nous voulons concrétiser et affirmer notre politique et si nous voulons récolter les fruits de la politique économique courageuse menée par les gouvernements Mauroy d'abord, Fabius aujourd'hui.

Des signes encourageants apparaissent au niveau des indicateurs économiques, et il est juste de parler d'un frémissement qui s'est déjà fait sentir à l'occasion des dernières élections cantonales.

Mais justement, si on analyse les résultats des dernières élections cantonales - et permettez-moi de prendre comme exemple le cas de mon département puisque je le connais bien - que constatons-nous ? Les cantons urbains ont beaucoup souffert. Par contre les cantons ruraux ont beaucoup mieux résisté. Pourquoi ? Eh bien, tout simplement parce que la politique menée par le Conseil général dans les cantons ruraux est beaucoup mieux connue de l'électorat, et parce que les Conseillers généraux ruraux sont mieux connus de l'électorat également.

Ceci veut dire que nous avons maintenu et que nous avons gardé la majorité dans notre Conseil général, parce que le Conseil général développant une bonne politique, les Conseillers généraux Socialistes la popularisant sur le terrain en étant au contact des électeurs, ceux-ci ressentent dans leur vie de tous les jours l'action du Conseil général et y sont sensibles.

Tout ceci pour vous dire qu'à mon sens, l'on gagne les élections en faisant de la bonne politique et en la faisant connaître par la présence et l'action des élus sur le terrain et lorsque l'électorat en ressent les effets bénéfiques dans sa vie quotidienne.

C'est pourquoi il me semble que la politique qui est menée est bonne et que nous devons nous astreindre à la populariser davantage, car, en effet, notre politique n'est pas assez appréhendée par l'opinion publique. Nous n'avons pas été capables, il faut bien le reconnaître, de suffisamment populariser des avancées sociales aussi importantes, par exemple, que la retraite à soixante ans. Je crois qu'il faut que nous fassions un effort important pour populariser la politique que nous menons au niveau national.

Et puisqu'il faut bien, à travers ces élections de 86, aborder le mode de scrutin, le mode de scrutin choisi étant la proportionnelle départementale, il n'est plus temps de faire des états d'âme, mais je pense qu'il faut se préparer à se battre à partir de ce mode de scrutin.

Je souhaiterais vivement que cette décision de modification du mode de scrutin soit assortie de la prise en compte de certains impératifs. En particulier, il faut

que les élus restent le plus près possible des électeurs et des militants. Le scrutin étant départemental, il me paraît indispensable que la désignation des candidats et l'établissement de la liste départementale résultent de la volonté des militants de la fédération concernée et c'est pourquoi avec André Girard, membre du Comité directeur et membre de la fédération du Puy de Dôme, nous avons déposé un projet de modification du règlement intérieur que je vous soumets.
Il s'agit tout simplement de reprendre pour la désignation des députés ce qui se passe dans les départements où les sénateurs sont élus à la proportionnelle. Chaque camarade qui est candidat à l'élection fait partie d'une liste départementale qui est soumise à l'ensemble des sections pour un vote, la position sur la liste étant déterminée par un tirage au sort, de la première lettre, ce qui fait que ceux qui sont de la lettre A ne seront pas forcément les têtes de la liste soumise au vote des militants. Ensuite de quoi, chaque militant classe par ordre de préférence, 1, 2, 3, 4, 5, 6 camarades qui doivent constituer la liste. On attribue à chacun le nombre de points en fonction de son classement, et celui qui obtient le meilleur total est celui qui conduit la liste.
C'est le tir aux pigeons, comme vous le dites, oui, mais tout bon chasseur sait bien que, dans la chasse, ce sont toujours les canards boiteux, en général, qui restent au tapis. Permettez-moi d'asseoir ma proposition de ce commentaire. C'est que, compte tenu de la nouvelle loi concernant les élections législatives, le texte proposé vise uniquement à harmoniser la procédure de désignation avec celle des sénateurs également élus à la proportionnelle. Ce mode de désignation a déjà fait ses preuves et est conforme à l'esprit et à la lettre des statuts. Il est simple, démocratique et ne prête à aucune contestation car on ne peut pas dessaisir les militants des sections et des fédérations de leur droit de désigner leurs candidats pour lesquels ils vont se mobiliser et se battre pour assurer le triomphe de notre Parti.
Le scrutin est la proportionnelle départementale, c'est aux militants du département à se prononcer.
Deuxièmement : je voudrais aborder le problème du cumul des mandats. La décentralisation a augmenté les responsabilités des élus et chacun s'en félicite, mais les charges de travail des élus ont été aussi accrues. Aussi il est indispensable de mettre en place des règles claires, limitant le cumul des mandats, certes, et Bernard Derosier ce matin avait fait des propositions qui ont été reprises tout à l'heure par Alain Richard, mais il faut aussi penser à limiter le cumul des fonctions, car le bon sens populaire a coutume de dire : qui trop embrasse, mal étreint, et comme les journées ont vingt quatre heures pour tout le monde, force est de constater que la capacité de s'occuper d'un trop grand nombre de choses n'est pas toujours la meilleure des choses dans nos sections, nos fédérations et nos départements. Aussi je pense qu'il est urgent de faire en sorte, et c'est une proposition, qu'on ne puisse en particulier être en même temps président de Conseil général ou d'un Conseil régional et également membre à la fois de l'exécutif départemental et de l'exécutif régional, tout ceci étant nécessairement complété par la mise en place d'un statut de l'élu qui est attendu avec impatience grandissante par les élus locaux aux prises avec les plus

grandes difficultés pour assurer leurs responsabilités.
Je l'ai dit tout à l'heure et je le répète, on ne gagne pas les élections autrement qu'en faisant de la bonne politique et en la popularisant. L'on fait de la bonne politique et nous devons la populariser, mais il faudrait peut-être aussi l'accompagner de mesures concrètes qui soient ressenties directement par les travailleurs de ce pays. Il faudrait, à côté du fait que l'amélioration des indicateurs économiques qui sont intéressants et qui sont, à mon sens, le signe que la politique menée est bien la bonne, il faudrait que l'amélioration des indicateurs économiques se traduise au niveau du panier de la ménagère sinon la baisse de l'inflation, l'équilibre de notre commerce extérieur lui importent peu.
Il faudrait surtout faire quelque chose de concret au niveau de l'emploi car c'est sur l'emploi et sur le recul du chômage que nous serons jugés.
Des mesures positives ont été prises et ont reçu un accueil favorable dans la population, en particulier, les TUC connaissent un réel succès dans nos départements, mais je reste persuadé que des mesures plus percutantes pour les chômeurs et leurs familles, des mesures qui frappent davantage les esprits, des mesures qui sont attendues avec impatience parce qu'elles apparaissent comme des mesures de justice, ces mesures doivent être prises rapidement. Je m'explique et je me permets de faire une proposition : que le groupe Socialiste et, en particulier, que notre Premier secrétaire Lionel Jospin présentent en notre nom à tous une proposition sur le non-cumul emploi/retraite, et cela ne doit pas être difficile à faire puisque du temps ou nous étions dans l'opposition, nous avions effectivement une proposition de loi. Il semble alors facile de la reprendre. Cette loi, croyez-moi, serait ressentie comme une mesure de justice élémentaire par les travailleurs et elle aurait un effet de dynamique incontestable.
En effet, mettez-vous à la place d'un père de famille qui est menacé lui-même dans son emploi et qui voit un ou deux de ses enfants privés d'emploi alors que d'autres cumulent. Mettez-vous à la place des jeunes à la recherche d'un emploi et qui voient d'autres cumuler un emploi avec une retraite. Comment voulez-vous qu'ils se mobilisent pour soutenir notre politique ?
Ma proposition, et j'en suis bien conscient, ne réglera pas le douloureux problème du chômage, mais elle apportera une satisfaction morale et psychologique à beaucoup, car elle sera ressentie comme une mesure de justice sociale. Nous nous sommes laissé voler le thème de liberté par la Droite, nous devons le reconquérir. Aujourd'hui, il me semblerait dommage que nous ne soyons pas à la pointe pour défendre notre idéal de justice et de progrès social. Je crois que nous devons gagner en 1986 et je suis sûr que nous avons les moyens de gagner, mais pour cela, il nous faut rendre confiance au peuple de gauche. Pour cela, accompagnons le redressement de l'économie de mesures concrètes et populaires. La victoire, l'indispensable victoire de 1986 est à cette condition.
(Applaudissements)

Le président - Merci.

Fondation Jean Jaurès

La discussion est donc terminée.
Il nous reste le dernier point de l'ordre du jour : la fédération du Gard.
Je vous signale que la Commission qui était chargée de régler ce contentieux est arrivée à des conclusions unanimes, ce qui devrait nous permettre de régler la question très rapidement.
La parole est à Daniel Vaillant.

Daniel Vaillant

Je propose effectivement que nous n'ayons peut-être pas un long débat et même pas de débat du tout sur la fédération du Gard, dans la mesure où le Comité directeur a eu déjà l'occasion de connaître les difficultés, les vicissitudes du Parti Socialiste dans ce département.
Et, de surcroît, convient-il de le dire : Claude Estier et le Bureau ont eu à connaître des problèmes récents de la fédération du Gard et avaient décidé d'envoyer une Commission d'enquête sur place pour envisager la dissolution de la fédération.
Il se trouve qu'au rapport de cette Commission, le Bureau exécutif a demandé au groupe de travail habituel de travailler sur cette question et, effectivement, nous sommes arrivés à une position unanime qui, a, je crois, le mérite de clarifier - comme l'ont demandé beaucoup de camarades que nous avons rencontrés sur place - la situation à la fois au plan du Parti et à la fois au plan des élus et d'éviter le traumatisme - à quelques mois d'un Congrès - de dissoudre 2000 adhérents dans une fédération.
Donc le mieux est sans doute que je vous lise un texte dont je reconnais qu'il est un peu compliqué... vous comprendrez que là, on est un peu dans la dentelle mais je crois qu'un certain nombre de principes sont rappelés, ce qui permet de clarifier la situation dans ce département.
Je vous lis ce texte.
"Le Comité directeur, réuni les 11 et 12 mai 1985 a examiné la situation interne de la fédération du Gard, préjudiciable au Parti Socialiste dans le département et au-delà.
Il a constaté que le collectif de cette direction, mis en place par lui en novembre 1984 n'a pu maîtriser un certain nombre de problème politiques, tels que l'attitude du groupe Socialiste et apparentés lors de l'élection du Bureau du Conseil général."
Je dis à cet endroit que le Comité directeur, vous le savez, du 23 mars avait réprouvé unanimement le résultat de ce qui était arrivé dans le cadre de l'élection du Bureau du Conseil général du Gard.
"Compte tenu de l'évolution préoccupante de la situation, le Bureau exécutif national a envoyé sur place une Commission d'enquête conformément aux statuts nationaux envisageant une éventuelle dissolution de la fédération.
Le Comité directeur, ayant entendu, le rapport de cette Commission, juge opportun de ne pas dissoudre la fédération afin de ne pas pénaliser les militants qui ne sont pas les premier responsables de la situation mais ils n'excluent pas d'avoir à le faire si les mesures prises aujourd'hui ne permettaient pas de

clarifier positivement la situation et de rétablir un fonctionnement normal de la fédération, dans la phase de préparation du Congrès de Toulouse.
En attendant ce Congrès, tous les militants pourront élire leur direction fédérale. Ils décident de mettre en place un exécutif provisoire de 7 membres et un secrétariat provisoire de 14 membres en son sein.
Les quatre parlementaires, Socialistes du Gard, seront membres de droit de l'exécutif à titre consultatif. Ils mandatent le Bureau exécutif national pour élaborer la liste des membres qu'elle organise sur la base proportionnelle du Congrès de Bourg-en-Bresse.
Le Comité directeur confie a l'exécutif provisoire du Gard ainsi mis en place, toute l'autorité politique nécessaire au bon fonctionnement d'une fédération.
Le Parti doit prendre lui-même, en toutes circonstances, les décisions qui le concernent.
Il demande à cet exécutif d'animer politiquement la fédération dans son ensemble, en privilégiant le rôle et l'action des sections et des militants, d'administrer la fédération au mieux des intérêts du Parti, de faire respecter les règles qui s'imposent à tous les adhérents du Parti, militants, responsables et élus.
Pour ce faire, le Comité directeur rappelle trois principes fondamentaux que chacun des adhérents et des élus du Parti Socialiste doit respecter dans la fédération du Gard, comme il les respecte dans toutes les autres :
1°) les statuts et les règles s'appliquent à tous ceux qui sont ou veulent être membres du Parti Socialiste.
2°) l'autorité politique du Parti ne se divise pas. Aucun individu ou groupe ne saurait se substituer à lui.
3°) la stratégie et la ligne du Parti fixées par le Congrès national sont la loi commune.
Considérant que, pour une large part, les difficultés rencontrées dans le Gard ont pour origine le groupe Socialiste et apparentés du Conseil général, le Comité directeur estime nécessaire d'obtenir une clarification rapide à ce niveau et mandate l'exécutif provisoire pour y veiller sur les bases suivantes :
1°) la stratégie du Parti et elle seule s'impose aux élus du Parti.
2°) compte tenu de la situation dans le Gard, les élus membres du Parti Socialiste doivent former un groupe distinct. Un inter-groupe pourra être créé avec les apparentés et les radicaux de gauche.
Pour ce qui est de la situation au sein du Bureau du Conseil général du Gard, la répartition actuelle des responsabilités ne saurait rester en l'état, à savoir : 7 vice-présidents Socialistes ou apparentés, plus 3 RPR-UDF, dont 2 délégations de pouvoirs, alors que les élus Communistes - en ayant un comportement par ailleurs ambigu - ont refusé d'y participer, tout en acceptant des responsabilités importantes au niveau des secrétaires. Je ne commente pas l'attitude ambiguë des élus Communistes...
Le Comité directeur demande à l'exécutif provisoire et au groupe Socialiste du Conseil général du Gard de prendre les initiatives nécessaires au rétablissement d'une situation conforme à la stratégie et à l'intérêt du Parti : délégation de

Fondation Jean Jaurès

pouvoirs aux seuls élus de gauche.
Au cas où la situation n'évoluerait pas dans ce sens au sein du Bureau du Conseil général, le Comité directeur demanderait aux élus du Parti Socialiste de rendre leurs délégations.
La situation politique au sein de la fédération du Gard fera l'objet d'un suivi attentif de la part de la direction du Parti.
Le Comité directeur souhaite que cet ensemble de décisions permette d'éviter la dissolution de la fédération et lui donne les moyens d'assurer la représentation politique du Parti Socialiste dans le Gard."
Voilà, chers camarades, le texte auquel on est arrivé. Il y a là un certain nombre de décisions qui, sur le terrain - parce que nous y sommes allés, nous avons discuté des heures et des heures - sont, je crois, de nature à répondre à la demande de clarification des uns et des autres. J'espère que vous en serez convaincus.
En tout cas, c'est à l'unanimité du groupe de travail que j'ai rapporté ici devant vous.
(Applaudissements)

Le président - Bien. Est-ce que vos applaudissements valent approbation ?
Je préfère quand même mettre ce texte aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
Il y a encore deux petites questions de contentieux...

Daniel Vaillant - Hélas, hélas... !

Le président - Rapidement...

Daniel Vaillant - Nous avons été saisis, par la fédération des Hautes-Pyrénées, de deux cas. Un cas a fait l'objet d'un examen attentif du groupe de travail, concernant un candidat du Parti qui, malgré les accords entre la fédération du Parti Socialiste, les Radicaux de Gauche et le Parti Communiste, a maintenu au second tour sa candidature contre le candidat de la Gauche arrivé en tête au premier tour et, donc, le mieux placé pour le second tour.
Compte tenu de cette attitude et à la demande de la fédération des Hautes-Pyrénées, le groupe de travail - le président de la Commission nationale des Conflits, Robert Salvy, ayant été entendu comme les statuts l'impliquent - propose d'exclure Jean Vidal pour l'acte qu'il a fait en se maintenant au second tour.

Le président - Sur la proposition d'exclusion de Jean Vidal de la fédération des Hautes-Pyrénées, que ceux qui sont d'avis d'adopter les conclusions veuillent

Fondation Jean Jaurès

bien lever la main.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.

Daniel Vaillant - Le deuxième dossier qui a été soumis est très nettement moins clair pour le groupe de travail et je pense qu'il est besoin d'avoir d'autres éléments ; il ne s'agit d'ailleurs pas de quelqu'un qui s'est maintenu, mais qui a manifestement, par son comportement, nui à l'action du Parti.
Le groupe de travail pense qu'il faudrait mandater le Bureau exécutif pour examiner de plus près les documents qui nous ont été soumis très tardivement et prendre toutes décisions utiles à l'intérêt du Parti.
Il s'agit toujours des Hautes-Pyrénées. C'est le deuxième cas.

Le président - Est-ce que vous êtes d'accord pour que l'enquête soit poursuivie ?
Oui ?
Pas d'objection.

Daniel Vaillant - Dernier cas individuel concernant Emmanuel Serbin, de la Martinique.
A la demande de la fédération de la Martinique, compte tenu des déclarations pendant la campagne des cantonales contre le candidat soutenu par le Parti Socialiste, contre la municipalité de gauche à Sainte-Marie, même procédure : le président de la CNC ayant été entendu, il est proposé d'exclure Emmanuel Serbin pour acte ayant porté préjudice au Parti.

Le président - Que ceux qui sont d'accord avec cette proposition veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?

Daniel Vaillant - Enfin, Claude, deux ratifications de dissolution de sections... C'est la règle qui le veut.
Dans l'Allier, le groupe de travail propose que le Comité directeur ratifie la décision de la Commission exécutive de l'Allier concernant la dissolution de la section d'Aulnay le Château.

Le président - Pas d'objection ?
D'accord.

Daniel Vaillant - Enfin, dans l'Isère, à Oullins, la fédération de l'Isère nous a saisis de la dissolution de cette section et le groupe de travail demande, à l'unanimité, la ratification de cette décision.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Pas d'objection ?
C'est d'accord.

Daniel Vaillant - J'en ai terminé.

Le président - C'est terminé ?
La séance est levée.
Merci.

Coll. Fondation Jean-Jaurès